M. MARZAC
 ET
G. LAMY
 AVOCATS
CASABLANCA
 L'EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

Abonnements :

		ÉDITION	
		PARTIELLE	COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an...	850 fr.	1.700 fr.
	6 mois...	550 »	1.000 »
France et Colonies	Un an...	1.050 »	2.100 »
	6 mois...	700 »	1.200 »
Étranger	Un an...	1.750 »	3.000 »
	6 mois...	1.050 »	1.750 »

Changement d'adresse : 10 francs,
 Indiquer l'ancienne adresse ou joindre une bande.

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc. ;

2° Une deuxième partie : publicités réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Seule l'édition partielle est vendue séparément

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle, avenue Jean-Mermoz, à Rabat.

Tous règlements doivent être effectués à l'adresse du Régisseur-comptable de l'Imprimerie Officielle (compte chèques postaux n° 101-16, à Rabat).

Avis. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif. Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Prix du numéro :

Edition partielle 25 fr.
 Edition complète 40 fr.

Années antérieures :
 Prix ci-dessus majorés de 50 %

Prix des annonces :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires } La ligne de 27 lettres :
 64 francs

(Arrêté résidentiel du 18 juillet 1950)

Pour la publicité-réclame commerciale et industrielle, s'adresser à l'agence Havas 3, avenue Dar-el-Makhzen, à Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au " Bulletin Officiel " du Protectorat

SOMMAIRE

TEXTES GÉNÉRAUX

Taxe sur les transactions.	
Dahir du 2 janvier 1951 (23 rebia I 1370) modifiant et complétant le dahir du 29 décembre 1948 (27 safar 1368) instituant une taxe sur les transactions	263
Arrêté viziriel du 2 janvier 1951 (23 rebia I 1370) modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 29 décembre 1948 (27 safar 1368) fixant les modalités d'application du dahir du 29 décembre 1948 (27 safar 1368) portant institution d'une taxe sur les transactions	263
Accidents du travail.	
Dahir du 8 janvier 1951 (29 rebia I 1370) modifiant et complétant le dahir du 25 juin 1927 (25 hija 1345) relatif à la réparation des accidents du travail	264
Arrêté du directeur des finances du 10 février 1951 fixant certains barèmes de capitaux constitutifs des rentes allouées aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit	266
Douanes.	
Dahir du 15 janvier 1951 (6 rebia II 1370) modifiant le dahir du 29 novembre 1948 (27 moharrem 1368) relatif à l'entrée et à la sortie, par voie de terre, à la circulation et au dépôt des marchandises dans les rayons douaniers limitrophes de l'Algérie et de la zone d'influence espagnole	267
Droits et taxes télégraphiques et téléphoniques.	
Dahir du 17 janvier 1951 (8 rebia II 1370) autorisant la perception des droits et taxes fixés par les règlements télégraphique et téléphonique signés à la conférence internationale de Paris, le 5 août 1949	268
Forêts domaniales. — Parcours des chèvres.	
Arrêté viziriel du 8 janvier 1951 (29 rebia I 1370) indiquant les forêts domaniales dans lesquelles le parcours des chèvres est autorisé en 1951	268

Comptes courants et chèques postaux.	
Arrêté viziriel du 23 janvier 1951 (14 rebia II 1370) modifiant l'arrêté viziriel du 15 mai 1926 (8 kaada 1344) portant réglementation du fonctionnement du service des comptes courants et chèques postaux	269
Communautés israélites. — Taxe sur les vins « cachir ».	
Arrêté viziriel du 29 janvier 1951 (20 rebia II 1370) relatif à la perception et à la liquidation de la taxe sur le vin « cachir », recouvrée au profit de la caisse de bienfaisance des comités de communautés israélites au Maroc.	269
Comité de géographie du Maroc.	
Arrêté résidentiel du 18 février 1951 portant création d'un comité de géographie du Maroc	270
Maladies professionnelles.	
Arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 27 décembre 1950 modifiant et complétant l'arrêté directeur du 31 mai 1943 pour l'exécution du dahir du 31 mai 1943 étendant aux maladies professionnelles les dispositions du dahir du 25 juin 1927 relatif à la réparation des accidents du travail	270
Pêche fluviale.	
Arrêté de l'inspecteur général des eaux et forêts, chef de la division des eaux et forêts, du 7 février 1951 portant réglementation spéciale et fixant les périodes et étendues territoriales d'interdiction de la pêche fluviale pendant la saison 1951-1952	278

TEXTES PARTICULIERS

Agadir. — Taxe sur le poisson.	
Dahir du 15 janvier 1951 (6 rebia II 1370) modifiant le dahir du 5 août 1950 (21 chaoual 1369) instituant une taxe de péage sur le poisson débarqué ou introduit dans les limites du port d'Agadir	274

G.L.

Saïdia. — Terrain d'aviation.

Arrêté viziriel du 8 janvier 1951 (29 rebia I 1370) déclarant d'utilité publique et urgente la création d'un nouveau terrain d'aviation à proximité de Saïdia, et frappant d'expropriation les terrains nécessaires 274

Taza-banlieue. — Délimitation de deux immeubles collectifs.

Arrêté viziriel du 10 janvier 1951 (1^{er} rebia II 1370) homologuant les opérations de délimitation de deux immeubles collectifs, situés dans les tribus Beni Oujane et Riata de l'est (Taza-banlieue) 275

Aïn-Leuh. — Délimitation de deux immeubles collectifs.

Arrêté viziriel du 15 janvier 1951 (6 rebia II 1370) ordonnant la délimitation de deux immeubles collectifs sur le territoire de la tribu Aït M'Hammed ou Lhassèn (Aïn-Leuh) 275

Marrakech, Mogador. — Communautés israélites (taxe sur les abats « cachir »).

Arrêté viziriel du 29 janvier 1951 (20 rebia II 1370) modifiant au profit de la caisse de bienfaisance du comité de la communauté israélite de Marrakech, le taux de la taxe sur les abats « cachir » 275

Arrêté viziriel du 29 janvier 1951 (20 rebia II 1370) instituant une taxe sur les abats de bovins « cachir » au profit de la caisse de bienfaisance du comité de la communauté israélite de Mogador 276

Médaille de la famille française. — Membres de la commission.

Arrêté résidentiel du 8 février 1951 portant nomination des membres de la commission de la médaille de la famille française 276

Ordre des architectes. — Exercice de la profession.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 15 février 1951 autorisant un architecte à exercer la profession 276

Safi. — Acquisition par la ville de parcelles appartenant à des particuliers.

Arrêté du directeur de l'intérieur du 18 janvier 1951 autorisant l'acquisition par la ville de Safi à un particulier d'une parcelle de terrain 276

Arrêté du directeur de l'intérieur du 18 janvier 1951 autorisant l'acquisition par la ville de Safi à un particulier d'une parcelle de terrain 276

Hydraulique.

Arrêté du directeur des travaux publics du 12 février 1951 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans l'oued Mellah, au profit de M. Peydière Jacques, demeurant à la Cascade, par Aïn-Arrouda 277

Arrêté du directeur des travaux publics du 14 février 1951 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans l'oued Tamdrost, au profit de M. Martinez Manuel, agriculteur à Moulain-el-Oued 277

Arrêté du directeur des travaux publics du 13 février 1951 annulant l'arrêté n° 3846 BA du 18 juillet 1950 prescrivant une nouvelle enquête sur le projet de réglementation et de répartition des eaux de l'oued Taza 277

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS

Direction de l'intérieur.

Arrêté du directeur de l'intérieur du 9 février 1951 portant ouverture d'un concours pour le recrutement de commis d'interprélatariat stagiaires de la direction de l'intérieur. 277

Direction des finances.

Arrêté du directeur des finances du 14 février 1951 fixant les conditions, les formes et le programme du concours pour le recrutement des inspecteurs adjoints stagiaires des douanes et impôts indirects, des impôts directs, de l'enregistrement, des domaines et des stagiaires des perceptions 278

Arrêté du directeur des finances du 17 février 1951 portant ouverture d'un concours pour l'emploi d'inspecteur adjoint stagiaire des douanes et impôts indirects, des impôts directs, de l'enregistrement, des domaines et de stagiaire des perceptions 280

Direction des travaux publics.

Arrêté viziriel du 10 février 1951 (3 jourmada I 1370) modifiant l'arrêté viziriel du 7 avril 1949 (8 jourmada II 1368) portant création de bourses d'études en faveur des candidats aux emplois techniques de la direction des travaux publics 281

Arrêté du directeur des travaux publics du 25 janvier 1951 portant ouverture d'un examen professionnel pour l'accession à l'emploi d'adjoint technique des travaux publics du Maroc 281

Arrêté du directeur des travaux publics du 25 janvier 1951 portant ouverture d'un concours direct pour l'emploi d'agent technique des travaux publics 281

Direction de la production industrielle et des mines.

Arrêté viziriel du 10 février 1951 (3 jourmada I 1370) rapportant certaines dispositions de l'arrêté viziriel du 11 août 1949 (26 chaoual 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 (11 safar 1360) relatif au statut du personnel de la direction des communications, de la production industrielle et du travail 282

Direction de l'agriculture, du commerce et des forêts.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 14 février 1951 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'un chef de pratique agricole 282

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 14 février 1951 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'un contrôleur de la défense des végétaux 282

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois 282

Nominations et promotions 282

Honorariat 290

Admission à la retraite 290

Résultats de concours et d'examens 290

Concession de pensions, allocations et rentes viagères 290

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités 297

Commission mixte franco-belgo-luxembourgeoise des 11 décembre - 4 janvier 1951 297

Avis 298

Programme de relèvement européen (détail des réquisitions émises durant les mois d'octobre, novembre et décembre 1950) 299

Situation des crédits ouverts au Maroc au titre du programme de relèvement européen à la date du 31 décembre 1950. 299

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir du 2 janvier 1951 (23 rebia I 1370) modifiant et complétant le dahir du 29 décembre 1948 (27 safar 1368) instituant une taxe sur les transactions.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chrétienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 6, 7, 8, 14, 15, 21 et 28 du dahir susvisé du 29 décembre 1948 (27 safar 1368), complété par le dahir du 29 juin 1949 (2 ramadan 1368), sont modifiés, complétés ou remplacés par les dispositions suivantes :

« TITRE II.

« RÉGIME DE LA TAXE A L'INTÉRIEUR.

« Section I.

« B. — Affaires exonérées.

« Article 6. — Sont exemptées de la taxe :

« 7° Les opérations réalisées par les sociétés ou compagnies d'assurances et qui relèvent de la taxe sur les assurances instituée par le dahir du 14 septembre 1943 (13 ramadan 1362), ainsi que les opérations réalisées par les sociétés d'épargne et de capitalisation assujetties au droit de timbre prévu par le dahir du 21 février 1949 (22 rebia II 1368) ;

« 9° Les ventes et les façons portant sur des marchandises ou objets placés sous le régime douanier de l'admission temporaire ou constitués en entrepôt ou placés sous un régime de dépôt.

« Toutefois, la vente de ces marchandises ou objets, après leur dédouanement, rend exigible la taxe prévue à l'article 5 a) ci-dessus ;

« 11° Les opérations réalisées par les artisans, les façonniers, les conducteurs de voitures de place, de taxis et de bateaux de plaisance, dont la définition est donnée à l'arrêté viziriel d'application ;

« 14° Les ventes, à l'état frais, des produits de la pêche. »

« Section II.

« Fait générateur de la taxe.

« Détermination du chiffre d'affaires imposable.

« Article 7. — (Le quatrième alinéa est abrogé.)

(Cinquième alinéa sans modification.)

« Pour le calcul de la taxe, le montant global du chiffre d'affaires imposable est arrondi au millier de francs le plus voisin. »

« Article 8. — Les personnes effectuant les opérations visées aux articles 4 et 5 c) ci-dessus pourront, dans les conditions fixées à l'arrêté viziriel d'application, imputer sur la taxe dont elles sont redevables ou, à défaut, se faire rembourser, la taxe qui aura grevé les achats portant sur des matières premières entrant soit dans la composition des produits ou objets fabriqués, soit dans les travaux effectués. »

« Section IV.

« Procédure, pénalités et recouvrement.

« Article 14. — L'assiette de la taxe est établie par le service des impôts (bureau de la taxe sur les transactions) et le recouvrement est assuré par le service des perceptions et recettes municipales.

« Toutefois, l'administration des douanes et impôts indirects pourra être chargée, à l'intérieur, de l'assiette et du recouvrement de la taxe applicable à certaines catégories de professions désignées par arrêté du directeur des finances.

« La taxe et les pénalités

(La suite sans modification.)

« Article 15. — (Premier alinéa sans modification.)

« Les infractions tendant à éluder ou à compromettre le paiement de la taxe sont frappées d'une amende égale à trois fois les droits fraudés, éludés ou compromis. La même pénalité est applicable aux fausses déclarations et à toute manœuvre tendant à obtenir, par application de l'article 8 ci-dessus, le remboursement de taxes non effectivement supportées. Le directeur des finances ou

(La suite sans modification.)

« TITRE III.

« RÉGIME DE LA TAXE A L'IMPORTATION.

« Article 21. — Sont exemptés de la taxe :

« 2° Les marchandises, denrées, fournitures ou objets déclarés pour l'entrepôt, les dépôts spéciaux, l'admission temporaire, le transit, le transbordement, ou constitués en dépôt.

« Au cas de mise à la consommation la taxe est perçue dans les conditions fixées aux articles 22 et 23 ci-après ;

« 3° (La suite sans modification.)

« TITRE IV.

« DISPOSITIONS DIVERSES.

« Article 28. — Le produit de la taxe sera versé à un fonds commun sur lequel seront imputés les remboursements prévus à l'article 8 ci-dessus.

« Des arrêtés des directeurs des finances et de l'intérieur fixent le pourcentage des frais d'assiette à prélever ainsi que les conditions dans lesquelles le reliquat sera réparti entre les municipalités, les centres non constitués en municipalités et les stations, climatiques et balnéaires. »

Fait à Rabat, le 23 rebia I 1370 (2 janvier 1951).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} février 1951.

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

Arrêté viziriel du 2 janvier 1951 (23 rebia I 1370) modifiant et complétant l'arrêté viziriel du 29 décembre 1948 (27 safar 1368) fixant les modalités d'application du dahir du 29 décembre 1948 (27 safar 1368) portant institution d'une taxe sur les transactions.

LE GRAND VIZIR

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 2, 4, 12 et 28 de l'arrêté viziriel du 29 décembre 1948 (27 safar 1368), modifié par l'arrêté viziriel du 15 juillet 1949 (18 ramadan 1368), sont modifiés, complétés ou remplacés par les dispositions suivantes :

« SECTION II.

« AFFAIRES EXONÉRÉES.

«

« Article 2. —

« 3° Les journaux. — (Premier alinéa sans modification.)

« Les ventes de déchets et le produit de la publicité ne sont pas compris dans l'exonération.

«

« 5°

« a) (Les deux premiers alinéas sans modification.)

« Le bénéfice de l'exonération est réservé aux artisans et aux
 « façonniers qui, en sus des apprentis dont le nombre n'est pas
 « limité, n'utilisent pas d'autre concours que celui prévu pour
 « chaque profession, à l'arrêté du directeur des finances pris en
 « application de l'article 28, paragraphe b), ci-après ;

« b) Les conducteurs de voitures de place, de taxis et de bateaux
 « de plaisance ; ceux qui sont propriétaires d'un seul véhicule ou
 « d'un seul bateau qu'ils conduisent et gèrent eux-mêmes.

« SECTION III.

« ASSIETTE DE LA TAXE.

« Article 4. — Pour l'application des dispositions de l'arti-
 « cle 8 du dahir susvisé :

« 1° a) Sont assimilés aux matières premières les emballages
 « non récupérables servant au conditionnement et à la présentation
 « commerciale des produits fabriqués, extraits ou transformés par
 « les personnes ayant la qualité de producteur au sens de l'arti-
 « cle premier (2°) ci-dessus ;

« b) La taxe à imputer par les personnes accomplissant les opéra-
 « tions visées à l'article 4 (1°) du dahir susvisé est celle ayant grevé
 « les achats effectués à l'importation ou à l'intérieur. Lorsque les
 « produits fabriqués seront vendus avec le bénéfice de l'exonération
 « prévue à l'article 6 (8°) du dahir susvisé et que le volume des
 « opérations réalisées à l'intérieur ne permettra pas l'imputation
 « intégrale de la taxe, le surplus sera remboursé dans les conditions
 « et selon les modalités fixées par arrêté du directeur des finances ;

« 2° La taxe à imputer par les personnes accomplissant les opé-
 « rations visées à l'article 5 c) du dahir susvisé sera égale à la moi-
 « tié de celle ayant grevé les achats de matériaux et de produits
 « entrant dans les travaux effectués, sauf en ce qui concerne les
 « importations qui ne donnent droit à aucune imputation.

« Les entrepreneurs qui sous-traitent des travaux pourront, en
 « outre, déduire du montant de leur chiffre d'affaires imposable,
 « les mémoires ou factures des travaux sous-traités, à concurrence
 « de 50 % de leur montant ;

« 3° Les achats ou les importations de matériels, outillages ou
 « biens d'équipement ne donnent droit à aucune imputation ou
 « restitution ;

« 4° (Premier alinéa sans modification.)

«

« Le remboursement prévu au paragraphe 1° b) ci-dessus sera
 « applicable aux achats effectués à partir du 1^{er} janvier 1950.

« SECTION V.

« MODE D'ACQUITTEMENT DE LA TAXE.

«

B. — Régime des acomptes provisionnels.

«

« Article 12. —

(Les cinq premiers alinéas sans modification.)

«

« Si la comparaison avec les acomptes versés au cours de l'an-
 « née écoulée fait apparaître un complément de taxe à percevoir,
 « celui-ci devra être acquitté en même temps que le premier terme
 « exigible de l'année en cours.

« Dans le cas contraire, l'excédent de versement sera soit imputé
 « sur les acomptes ultérieurs, soit restitué pour la partie dont
 « l'imputation ne peut être effectuée sur l'imposition de l'année
 « en cours ou si le redevable a cessé d'être assujéti à la taxe. »

«

« SECTION VIII.

« DISPOSITIONS DIVERSES OU TRANSITOIRES.

« Article 28. —

« a) (Sans modification.)

« b) Les professions susceptibles de bénéficier de l'exonération
 « prévue à l'alinéa a) du paragraphe 5° de l'article 2 susvisé et le
 « nombre de personnes dont le concours est autorisé dans chaque
 « profession. »

Fait à Rabat, le 23 rebia I 1370 (2 janvier 1951).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 février 1951.

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

Dahir du 8 janvier 1951 (29 rebia I 1370) modifiant et complétant le
 dahir du 25 juin 1927 (25 hija 1345) relatif à la réparation des
 accidents du travail.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en
 fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 25 juin 1927 (25 hija 1345) relatif à la répara-
 tion des accidents du travail et les dahirs qui l'ont modifié ou com-
 plété,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 3 (3° alinéa du paragr. 2°), 5
 (3° phrase du 2° alinéa), 8, 10 (1^{er} et 2° alinéas), 11 (4° alinéa), 15
 (2° phrase du 4° alinéa), 16 (3° et 11° alinéas), 19 (12° alinéa),
 21 (2° alinéa) et 25 (4° alinéa) du dahir susvisé du 25 juin 1927
 (25 hija 1345) relatif à la réparation des accidents du travail, sont
 modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 3. —

(3° alinéa du paragr. 2°.) « Lorsque, par suite d'un ou de plu-
 « sieurs accidents du travail antérieurs, la réduction totale subie par
 « la capacité professionnelle initiale est au moins égale à 10 %,
 « le total de la nouvelle rente et des rentes allouées en réparation
 « des accidents antérieurs, ne peut être inférieur à la rente cal-
 « culée sur la base du taux de la réduction totale et du salaire
 « annuel minimum fixé par l'arrêté résidentiel prévu au 3° alinéa
 « de l'article 2 ; si les rentes allouées en réparation des accidents
 « antérieurs ont été soit augmentées pour faute inexcusable de
 « l'employeur ou de ses préposés, soit diminuées pour faute inexcusable de la victime, il n'est pas tenu compte, pour le calcul prévu ci-dessus, de cette augmentation ou de cette réduction ; par contre, « entreront en ligne de compte les majorations de rente et les rajustements de majoration dont la victime a bénéficié en vertu du dahir du 9 décembre 1943 (11 hija 1362) accordant des majorations et des allocations aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit, ou dont elle aurait bénéficié si elle en avait fait la demande. Lors de l'enquête... » (La fin de l'alinéa sans modification.)

« Article 5. —

(3^e phrase du 2^e alinéa.) « Le tarif des frais médicaux et pharmaceutiques au paiement desquels est tenu l'employeur, est établi par arrêté du directeur du travail et des questions sociales, pris après avis d'une commission comprenant notamment trois représentants de chacune des catégories suivantes : médecins, pharmaciens, employeurs, salariés, assureurs contre les accidents du travail. »

« Article 8. — Le salaire servant de base au calcul de l'indemnité journalière ou de la rente allouée au salarié âgé de moins de dix-huit ans ou à l'apprenti victime d'un accident du travail ou bien à leurs ayants droit, ne peut être inférieur au salaire le plus bas des travailleurs valides de la même catégorie âgés de plus de dix-huit ans, occupés dans l'établissement, ou, à défaut, dans un établissement voisin similaire, compte tenu cependant, en ce qui concerne la fixation de la rente, des prescriptions de l'article 2.

« L'indemnité journalière ne peut dépasser le montant du salaire perçu par un salarié valide de la même catégorie professionnelle, ayant le même âge que la victime et occupé dans le même établissement ou, à défaut, dans un établissement voisin similaire. »

« Article 10. — (1^{er} alinéa.) Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour le travailleur occupé dans l'entreprise pendant les douze mois qui ont précédé l'accident, de la rémunération effective totale qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en espèces, soit en nature, à condition qu'il ait travaillé constamment pendant les douze mois dans la catégorie où il était classé au moment de l'accident. Cependant, si, au cours des douze mois qui ont précédé l'accident, le travailleur a bénéficié d'une augmentation de rémunération, soit parce qu'il a été classé dans une catégorie supérieure, soit en raison de l'ancienneté de ses services dans le même établissement ou chez le même employeur, soit encore en vertu du statut de l'établissement ou de la convention collective de travail applicable à cet établissement, le salaire annuel de base sera calculé comme si la victime avait perçu sa nouvelle rémunération durant les douze mois ayant précédé l'accident.

(2^e alinéa.) « Pour les travailleurs victimes de l'accident alors qu'ils sont au service de l'employeur depuis moins de douze mois, le salaire visé au premier alinéa du présent article doit s'entendre de la rémunération effective totale qu'ils ont reçue depuis leur embauchage, augmentée de la rémunération qu'ils auraient pu recevoir pendant la période de travail nécessaire pour compléter les douze mois. La rémunération ainsi déterminée pour cette période de douze mois ne peut être calculée sur un nombre de journées de travail inférieur à trois cents ; elle est considérée comme égale soit à la rémunération moyenne des travailleurs de la même catégorie pendant ladite période, occupés chez le même employeur ou chez un employeur exerçant une profession similaire. »

« Article 11. —

(4^e alinéa.) « Dès que les conséquences de l'accident sont connues, et au plus tard dans les quinze jours qui suivent l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, l'employeur doit déposer au bureau de l'autorité à laquelle il a déclaré l'accident, un certificat médical indiquant l'état de la victime et les conséquences de l'accident ou bien les suites probables si les conséquences ne sont pas exactement connues. En cas de rechute de la victime, dans les conditions prévues à l'article 19, l'employeur est tenu de déposer dans les cinq jours de la rechute un certificat médical indiquant l'état de la victime et les suites probables de cette rechute. Lors de la guérison de la blessure sans incapacité permanente ou, s'il y a incapacité permanente, dans les quarante-huit heures qui suivent la consolidation, un certificat médical indiquant les conséquences définitives, si elles ont pu être entièrement constatées, sera déposé dans les mêmes formes que le certificat initial. En cas d'accident mortel, le certificat médical constatant le décès doit être joint à la déclaration ou bien déposé dans les quarante-huit heures du décès lorsque celui-ci est postérieur à l'accident. Le dépôt du certificat initial, du certificat

« de rechute et du certificat de guérison ou de décès sera effectué soit directement, soit par lettre recommandée. En outre, l'employeur est tenu d'adresser sans délai à son assureur, un duplicata des certificats susvisés. »

« Article 15. —

(4^e alinéa, 2^e phrase.) « ... Toutefois, les différends relatifs à l'application des tarifs médicaux, chirurgicaux ou pharmaceutiques en matière d'accidents du travail seront soumis obligatoirement, avant d'être portés devant le tribunal de paix, à une commission de contrôle et d'arbitrage chargée d'examiner le bien-fondé des prétentions respectives des parties et, le cas échéant, de les concilier. Cependant, ne seront soumis à cette procédure ni les litiges portant sur la matérialité de l'accident ou sur le point de savoir si l'accident tombe bien dans le champ d'application de la législation sur la réparation des accidents du travail, ni les litiges entre les médecins, chirurgiens, sages-femmes, dentistes, pharmaciens ou auxiliaires médicaux d'une part et des victimes ou leurs ayants droit d'autre part. Après examen des litiges »
(La fin de l'alinéa sans modification.)

« Article 16. —

(3^e alinéa.) « En cas de désaccord entre les parties ou de non-comparution de l'une ou de plusieurs d'entre elles, le juge de paix transmet le dossier au tribunal de première instance qui se trouvera alors saisi de plein droit. La procédure d'urgence prévue par l'article 150 du dahir de procédure civile sera suivie pour la poursuite de l'instance. Le juge-rapporteur qui aura été désigné invitera le mandataire de la victime de l'accident ou de ses ayants droit, à déposer dans la quinzaine, au nom de son client, un mémoire introductif d'instance. Le jugement est exécutoire par provision. Le dossier peut, toutefois, à la demande de l'une des parties, être renvoyé au juge de paix en vue d'une nouvelle tentative de conciliation, lorsque l'affaire n'a pas encore été enrôlée devant le tribunal de première instance. »

(1^{er} alinéa.) « Au cas où il y aurait plusieurs assureurs, l'assureur principal sera substitué pour la totalité de la rente, les autres ayant à lui verser le montant du capital constitutif de la fraction de rente à leur charge, suivant le barème déterminé par arrêté du directeur des finances, après avis du directeur du travail et des questions sociales. L'assureur conserve un recours. » (La suite sans modification.)

« Article 19. —

(12^e alinéa.) « L'employeur ou l'assureur est tenu de payer l'indemnité journalière, les frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation ou funéraires, en cas de rechute de la victime, au cours des cinq années pendant lesquelles peut s'exercer l'action en révision, à condition que cette rechute, avec ou sans aggravation de la lésion, entraîne pour la victime une nouvelle incapacité temporaire et la nécessité d'un traitement médical. Il en est ainsi, même si, lors de l'accident initial, la victime n'a pas interrompu son travail, mais à condition que la consolidation de sa blessure ait été constatée par certificat médical. Le service de la rente, s'il en a été alloué une, est suspendu de plein droit pendant la durée de la nouvelle incapacité temporaire. L'indemnité journalière à laquelle la victime a droit durant cette période est calculée sur la base de la rémunération quotidienne perçue par la victime à la date de la rechute et déterminée dans les conditions prévues à l'article 3, premier alinéa, paragraphe 1^o. Il est tenu compte pour ce calcul de la durée de la première interruption de travail consécutive à l'accident. »

« Article 21. —

(2^e alinéa.) « En dehors des cas prévus aux articles 3 et 9, la pension annuelle et viagère ne peut être remplacée par le paiement d'un capital qu'à la condition que la demande en soit adressée à l'employeur ou à l'assureur substitué, à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter du point de départ des arrérages de la rente, que la victime soit âgée de vingt et un ans révolus, que le degré de son incapacité de travail soit inférieur à 10 %

« et que, si le degré d'incapacité est supérieur à 4 %, le montant annuel de la rente n'exécède pas 3.000 francs. Toutefois, si la victime produit ... » (La suite sans modification.)

« Article 25. —

(4° alinéa.) « Le taux des taxes prévues aux trois premiers alinéas du présent article sera, avant le 1^{er} décembre de chaque année, fixé pour l'année suivante par arrêté du directeur du travail et des questions sociales, après avis du directeur des finances. Pour l'établir, il sera tenu compte... » (La fin sans modification.)

ART. 2. — Les articles premier et 2 du dahir précité du 25 juin 1927 (25 hija 1345) sont complétés ainsi qu'il suit :

« Article premier. —

(7° alinéa.) « Les dispositions ci-dessus s'appliquent au personnel des collectivités publiques françaises qui n'est pas lié à celles-ci par un contrat de droit public lorsque le personnel ne peut réclamer le bénéfice de la législation française sur la réparation des accidents du travail. »

« Article 2. —

(4° alinéa.) « Lorsque la victime est atteinte d'une incapacité permanente de travail inférieure à 10 %, sa rente est calculée sur une somme qui ne peut être inférieure à 2.400 fois le salaire horaire minimum applicable à la victime en vertu de l'article 2 de l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 23 octobre 1948, abrogeant les arrêtés du secrétaire général du Protectorat relatifs aux salaires et fixant un salaire minimum ; cependant si, en raison de l'activité professionnelle de la victime, cet arrêté ne s'applique pas au travailleur qui a été blessé, la rente est calculée sur une somme qui ne peut être inférieure à 300 fois le montant de la journée de prestations exigible à la date de l'accident en vertu du dahir du 10 juillet 1924 (7 hija 1342) réglementant la taxe des prestations. »

ART. 3. — Le dahir précité du 25 juin 1927 (25 hija 1345) est complété par un article 17 bis ainsi conçu :

« Article 17 bis. — Lorsqu'une rente attribuée soit par ordonnance de conciliation, soit par jugement, a été calculée sur la base d'un salaire inférieur tant au taux minimum déterminé par l'arrêté prévu au 2° alinéa de l'article 2 ou par les arrêtés pris en exécution du dahir portant extension à diverses catégories professionnelles de la législation relative à la réparation des accidents du travail, qu'aux salaires minima prévus par arrêté du secrétaire général du Protectorat, ou bien lorsqu'il n'a pas été tenu compte pour le calcul de la rente des dispositions de la 2° phrase du 6° alinéa de l'article 10 ci-dessus, l'ordonnance ou le jugement pourront être réformés sur requête du procureur, commissaire du Gouvernement, près le tribunal de première instance, dans les douze mois de la date de l'ordonnance ou du jugement, même si la rente a été rachetée dans les conditions déterminées par la 2° phrase du 2° alinéa de l'article 21 ci-après.

« Au cas où ce rachat aurait été effectué, le service des arrérages de la rente allouée par la nouvelle décision judiciaire sera suspendu tant que le montant des arrérages échus ne sera pas égal au montant du capital versé à la victime. »

ART. 4. — Les modifications apportées au 1^{er} et au 2° alinéas de l'article 10 et au 2° alinéa de l'article 21 et les dispositions ajoutées au 3° alinéa de l'article 2 ne s'appliquent qu'aux accidents survenus à compter du premier jour du deuxième mois du calendrier grégorien qui suivra la publication du présent dahir au Bulletin officiel.

Fait à Rabat, le 29 rebia I 1370 (8 janvier 1951).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 février 1951.

Pour le Commissaire résident général et par délégation,

Le ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

Arrêté du directeur des finances du 10 février 1951 fixant certains barèmes de capitaux constitutifs des rentes allouées aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit.

LE DIRECTEUR DES FINANCES,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 25 juin 1927 relatif à la réparation des accidents du travail, tel qu'il a été modifié par le dahir du 8 janvier 1951, et notamment son article 16,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Lorsqu'un accident du travail est garanti par plusieurs assureurs, les fractions de capitaux constitutifs des rentes à verser à l'assureur principal par les autres assureurs sont déterminées conformément au barème annexé au présent arrêté.

Rabat, le 10 février 1951.

E. LAMY.

TABLEAU I.

Tarif applicable aux victimes d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente de travail.

Table de mortalité C.R.I. — Taux : 4,25 %.

AGE à la constitution	PRIX d'une rente viagère de 1 franc		AGE à la constitution	PRIX d'une rente viagère de 1 franc	
	Incapacité partielle	Incapacité absolue		Incapacité partielle	Incapacité absolue
16 ans	19,248	18,969	49 ans	13,549	13,200
17 —	19,137	18,844	50 —	13,266	12,903
18 —	19,033	18,729	51 —	12,981	12,605
19 —	18,935	18,623	52 —	12,696	12,308
20 —	18,842	18,524	53 —	12,408	12,009
21 —	18,753	18,434	54 —	12,117	11,708
22 —	18,664	18,349	55 —	11,823	11,404
23 —	18,573	18,265	56 —	11,523	11,094
24 —	18,476	18,175	57 —	11,219	10,780
25 —	18,372	18,078	58 —	10,909	10,460
26 —	18,257	17,970	59 —	10,594	10,134
27 —	18,133	17,851	60 —	10,274	9,802
28 —	17,999	17,720	61 —	9,949	9,464
29 —	17,857	17,579	62 —	9,619	9,121
30 —	17,709	17,431	63 —	9,286	8,772
31 —	17,554	17,277	64 —	8,949	8,418
32 —	17,393	17,117	65 —	8,610	8,060
33 —	17,225	16,950	66 —	8,271	7,701
34 —	17,050	16,776	67 —	7,934	7,343
35 —	16,867	16,592	68 —	7,598	6,985
36 —	16,675	16,401	69 —	7,265	6,630
37 —	16,477	16,199	70 —	6,936	6,279
38 —	16,270	15,990	71 —	6,612	5,932
39 —	16,058	15,774	72 —	6,293	5,590
40 —	15,840	15,552	73 —	5,981	5,255
41 —	15,615	15,325	74 —	5,678	4,929
42 —	15,384	15,091	75 —	5,383	4,613
43 —	15,145	14,850	76 —	5,099	4,308
44 —	14,899	14,600	77 —	4,825	4,015
45 —	14,643	14,339	78 —	4,561	3,734
46 —	14,378	14,067	79 —	4,307	3,466
47 —	14,107	13,785	80 —	4,064	3,209
48 —	13,830	13,495			

TABLEAU II.

**Tarif applicable
aux conjoints et ascendants de victimes d'accidents mortels.**

Table de mortalité C.R. — Taux : 4,25 %.

AGE à la constitution	PRIX d'une rente viagère de 1 franc	AGE à la constitution	PRIX d'une rente viagère de 1 franc
16 ans	19,341	59 ans	10,747
17 —	19,235	60 —	10,431
18 —	19,135	61 —	10,110
19 —	19,040	62 —	9,785
20 —	18,949	63 —	9,457
21 —	18,859	64 —	9,126
22 —	18,769	65 —	8,794
23 —	18,676	66 —	8,461
24 —	18,577	67 —	8,131
25 —	18,469	68 —	7,802
26 —	18,353	69 —	7,476
27 —	18,227	70 —	7,155
28 —	18,092	71 —	6,839
29 —	17,950	72 —	6,528
30 —	17,801	73 —	6,224
31 —	17,646	74 —	5,928
32 —	17,485	75 —	5,640
33 —	17,317	76 —	5,362
34 —	17,141	77 —	5,094
35 —	16,958	78 —	4,836
36 —	16,767	79 —	4,588
37 —	16,569	80 —	4,350
38 —	16,364	81 —	4,121
39 —	16,153	82 —	3,904
40 —	15,936	83 —	3,699
41 —	15,712	84 —	3,507
42 —	15,482	85 —	3,330
43 —	15,244	86 —	3,168
44 —	14,998	87 —	3,020
45 —	14,744	88 —	2,888
46 —	14,482	89 —	2,766
47 —	14,214	90 —	2,654
48 —	13,941	91 —	2,542
49 —	13,665	92 —	2,429
50 —	13,387	93 —	2,308
51 —	13,107	94 —	2,180
52 —	12,825	95 —	2,037
53 —	12,541	96 —	1,881
54 —	12,254	97 —	1,709
55 —	11,962	98 —	1,512
56 —	11,666	99 —	1,263
57 —	11,365	100 —	0,955
58 —	11,059		

TABLEAU III.

**Tarif applicable
aux enfants et descendants de victimes d'accidents mortels.**

Table de mortalité C.R. — Taux : 4,25 %.

AGE à la constitution	PRIX d'une rente temporaire de 1 franc	AGE à la constitution	PRIX d'une rente temporaire de 1 franc
0 (naissance)	10,684	8 ans	6,861
1 an	10,403	9 —	6,129
2 ans	10,367	10 —	5,364
3 —	9,975	11 —	4,564
4 —	9,429	12 —	3,729
5 —	8,843	13 —	2,858
6 —	8,219	14 —	1,948
7 —	7,557	15 —	0,996

Notice sur l'application des tarifs.

§ 1^{er}. — OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

1^o Pour le calcul du capital constitutif, le montant de la rente est arrondi au multiple de 4 le plus voisin. On adoptera le multiple de 4 inférieur lorsque le nombre excédentaire de francs sera au plus égal à 2 et le multiple de 4 supérieur lorsque ledit nombre de francs dépassera 2.

2^o Les sommes à verser à titre de capitaux constitutifs de rentes doivent toujours être un multiple exact de 1 franc. Par suite, dans les résultats des calculs effectués d'après les tarifs, les fractions inférieures ou égales à 50 centimes seront négligées et les fractions supérieures à 50 centimes seront comptées pour 1 franc.

3^o Sauf en ce qui concerne la constitution des rentes d'orphelins et de descendants, l'âge à prendre en considération pour l'application des tarifs est donné par différence entre les millésimes de l'année de la constitution et de l'année de naissance du bénéficiaire.

Dans le cas particulier de constitution de rente réversible, la différence entre l'âge de la victime et celui du conjoint se détermine par différence des millésimes des années de naissance.

§ 2. — UTILISATION DES TARIFS.

A. — Victimes atteintes d'une incapacité permanente de travail (tableau I).

Le tarif « incapacité absolue » est applicable aux constitutions de rentes correspondant à une incapacité de 100 %. Les autres rentes sont constituées au tarif « incapacité partielle ».

Premier exemple. — Prix d'une rente de 4.000 francs constituée à l'âge de trente-cinq ans au profit d'un ouvrier atteint d'une incapacité permanente absolue de travail.

Il suffit de multiplier le nombre qu'on lit au tableau dans la colonne « incapacité absolue » pour l'âge à la constitution de trente-cinq ans, c'est-à-dire 16,592 francs par 4.000 francs : le prix est de 66.368 francs.

Deuxième exemple. — Prix d'une rente de 9.000 francs constituée à l'âge de trente-neuf ans au profit d'un ouvrier atteint d'une incapacité permanente partielle de travail.

Il suffit de multiplier le nombre qu'on lit au tableau dans la colonne « incapacité partielle » pour l'âge à la constitution de trente-neuf ans, c'est-à-dire 16,058 francs par 9.000 francs : le prix est de 144.522 francs, quel que soit le taux de l'incapacité permanente partielle.

B. — Conjoints ou ascendants d'ouvriers victimes d'un accident mortel (tableau II).

Le prix des rentes de cette catégorie se calcule comme il a été indiqué dans les exemples précédents, mais en employant le tableau II.

C. — Enfants ou descendants d'ouvriers victimes d'un accident mortel (tableau III).

Le calcul du prix des rentes de l'espèce comporte l'utilisation du tableau III, spécial aux rentes temporaires payables jusqu'à l'âge de seize ans, et en interpolant les indications de ce tableau lorsque l'âge des intéressés, calculé à un demi-trimestre près, ne représente par un nombre entier d'années.

Dahir du 15 janvier 1951 (6 rebia II 1370) modifiant le dahir du 29 novembre 1928 (27 moharrem 1368) relatif à l'entrée et à la sortie, par voie de terre, à la circulation et au dépôt des marchandises dans les rayons douaniers limitrophes de l'Algérie et de la zone d'influence espagnole.

LOUANGE A DIEU SEUL!

Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes -- puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 6 du dahir du 29 novembre 1948 (27 moharrem 1368) relatif à l'entrée et à la sortie, par voie de

terre, à la circulation et au dépôt des marchandises dans les rayons douaniers limitrophes de l'Algérie et de la zone d'influence espagnole, est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 6. — Les rayons définis à l'article 5 ci-dessus sont « limités, du côté opposé à la frontière, par deux lignes déterminées « comme il est indiqué ci-après :

« a) *Frontière algéro-marocaine :*

« Ligne partant de la mer parallèlement à la frontière algérienne à une distance de celle-ci de 10 kilomètres à vol d'oiseau, « jusqu'à ce qu'elle coupe la route d'Oujda à Berguent au kilomètre 5 au sud-ouest d'Oujda ; puis, de ce point, route d'Oujda à « Mengoub par Berguent, Tendirara, Bouârfa ;

« Route de Mengoub à Tazzouguert par Aïn-Chaïr et Beni-Tajjite ; route de Tazzouguert à Boudenib ; route de Boudenib à « Erfoud ; cours de l'oued Ziz vers le sud ;

« b) *Frontière de la limite séparative des zones d'influence « française et espagnole :*

« »
(La suite sans modification.)

Fait à Rabat, le 6 rebia II 1370 (15 janvier 1951).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 février 1951.

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

Dahir du 17 janvier 1951 (8 rebia II 1370) autorisant la perception des droits et taxes fixés par les règlements télégraphique et téléphonique signés à la conférence internationale de Paris, le 5 août 1949.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 25 novembre 1924 (27 rebia II 1343) relatif au monopole de l'Etat en matière de télégraphie et de téléphonie, avec fil ou sans fil ;

Vu le dahir du 27 octobre 1938 (3 ramadan 1357) portant approbation des actes de la conférence internationale des télécommunications signés au Caire, les 4 et 8 avril 1938 ;

Considérant que les règlements télégraphique et téléphonique annexés à la convention internationale des télécommunications de Madrid (1932) ont été révisés à la conférence télégraphique et téléphonique internationale qui s'est réunie à Paris du 18 mai au 5 août 1949,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Des arrêtés de Notre Grand Vizir détermineront les droits et taxes à percevoir en vertu des règlements susmentionnés, dans tous les cas où la faculté est laissée aux parties contractantes d'établir le taux de ces droits et taxes.

Fait à Rabat, le 8 rebia II 1370 (17 janvier 1951).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 février 1951.

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

Arrêté viziriel du 8 janvier 1951 (29 rebia I 1370) indiquant les forêts domaniales dans lesquelles le parcours des chèvres est autorisé en 1951.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 10 octobre 1917 (20 hija 1335) sur la conservation et l'exploitation des forêts, ainsi que les dahirs qui l'ont modifié et complété et, notamment, son article 22,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1951, le parcours des chèvres appartenant aux usagers marocains est autorisé dans les cantons défensables des forêts domaniales énumérées ci-après :

1^o Toutes les forêts, quelle que soit leur situation, soumises aux règlements spéciaux institués pour l'application du régime forestier en territoire militaire par l'arrêté du directeur des eaux et forêts et du directeur des affaires politiques du 22 juin 1936, modifié par les arrêtés des 30 août 1937, 22 août 1939 et 23 juin 1947, à l'exclusion, toutefois, des dunes fixées ;

2^o Région d'Oujda : forêts des Beni-Snassèn, d'Ez-Zkara, d'El-Ayate, de Debdou, d'El-Mekam ;

Région de Fès : forêts situées sur le territoire des cercles du Moyen-Ouerrha, du Haut-Ouerrha, du Haut-Lebèn et du Haut-Msoun, et de l'annexe des affaires indigènes de Boulemane ; forêts de Dayè-Aouaoua, de Sefrou, du Haut-Sebou ; des Aït-Bouhou, d'Aïn-en-Nokra, de Bab-Azhar, du Chikèr ;

Région de Meknès : forêts d'Azrou, d'Aïn-el-Leuh, d'El-Hammam, du Sidi-Mguid, de Jaba, d'Ifrane, d'Arhbalou-Larbi, de Bekrite, du Senoual, de l'Achemèche, des Aït-Bourzouine, d'Aïn-Abellou, de Ment, des Bouhassoussèn, de Sidi-Ahsine, d'Ouardane, de Khenifra, de Foum-Teguett, d'Arhbal et autres forêts du cercle de Khenifra en cours de délimitation ou à délimiter ;

Région de Rabat : forêts des Sehoul, des Bou-Rzim, de l'Oued-Satour, du Korifla, de l'Oued-Atteuch, des Selamna, de l'Oued-Grou, d'El-Kansera, de Camp-Bataille, de l'Oued-el-Kel, de l'Oued-Ouchkète, de l'Oued-Beth, de l'Achemèche, de Tafernane, de Tedders, d'Harha, de Timeksaouine, des Haouderrane, des Zitichoun, des Aït-Alla, des Aït-Hatèm, des Aït-Ichchou, de Zguite, d'Oulmès, de Tiliouine, d'Aïn-Bouterhella, de Tifourhaline et les forêts situées sur le territoire d'Ouezzane (sauf la forêt du Rharb) ;

Région de Casablanca : forêts des Achache, des Mdakra, d'El-Khetouate, d'El-Gnadis, de l'Oued-Tifassine, d'Es-Smaâla, des Beni-Zemmour, des Semguett, des Aït-Oum-el-Bekhte, des Aït-Ouirra, des Aït-Abdellouli, des Aït-Saïd-Ouâli, des Aït-Houdi et autres forêts du cercle d'El-Ksiba, en cours de délimitation ou à délimiter ;

Région de Marrakech : forêts des Ourika, des Reraïa, des Sektana, des Guedmioua, des Ouzguïta, des Goundafa, des Afouzar, du Jbel-Hadid, de Mogador (sauf les dunes), de Talate-Ouargane, de Koudiate-Mrarte, de Sidi-Isehak, d'Asséfed, du Jbel-Amsittèn, des Ida-Ouguelloul, du Jbel-Ichchou, du Jbel-Takouchte-Issig, du Jbel-Isk-N-Sib, du Jbel-Agoïrar, du Jbel-Isk-Iguenouane, du Jbel-Imousagaou, des Aït-Mraou, de Tassila-Ouagadir, des Aït-Ouarahmane, des Ida-Oubouzia, des Ida-Ouzemzem, des Aït-Zeltane, des Ida-Oukassou, des Aït-Aïssi ;

Région d'Agadir : forêts des Mesguina, de Takate, d'Admine, de Douiouir, de Roumelia, d'Hafaya, d'El-Graâ, de Bel-Arkate, de l'Aoujdad, de Tinkert, de Tdrart-Imzillèn, de Tazenakhte, d'Imouzèr, de Timeristinc, d'Aïn-Asmama, des Ifessassèn, de Tisgui-N-Chorfa.

Fait à Rabat, le 29 rebia I 1370 (8 janvier 1951).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 février 1951.

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

Arrêté viziriel du 23 janvier 1951 (14 rebia II 1370) modifiant l'arrêté viziriel du 18 mai 1926 (3 kaada 1344) portant réglementation du fonctionnement du service des comptes courants et chèques postaux.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 15 mai 1926 (3 kaada 1344), modifié par l'arrêté viziriel du 12 septembre 1941 (19 chaabane 1360), portant réglementation du fonctionnement du service des comptes courants et chèques postaux ;

Sur la proposition du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones et après avis conforme du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 34 de l'arrêté viziriel susvisé du 15 mai 1926 (3 kaada 1344), modifié par l'arrêté viziriel susvisé du 12 septembre 1941 (19 chaabane 1360), est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 34. — Les transferts de comptes sont admis dans les relations entre le centre de chèques de Rabat, et les centres de chèques de France, d'Algérie, de Tunisie et d'A.O.F.

« Les demandes de transfert doivent faire l'objet d'une déclaration écrite, datée et signée, adressée au centre de chèques détenteur du compte courant.

« La somme à transférer est égale au montant total de l'avoir du compte diminué de la taxe du virement d'office nécessité par l'opération. »

ART. 2. — Le directeur des finances et le directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le jour de sa publication au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 14 rebia II 1370 (23 janvier 1951).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 février 1951.

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

Arrêté viziriel du 29 janvier 1951 (20 rebia II 1370) relatif à la liquidation et à la perception de la taxe sur le vin « cachir », recouvrée au profit de la caisse de bienfaisance des comités de communautés israélites au Maroc.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 2 octobre 1917 (15 hija 1335) conférant au Grand Vizir un pouvoir général de réglementation sur tout ce qui concerne l'alcool ;

Vu le dahir du 10 août 1937 (2 jourmada II 1356) conférant au Grand Vizir un pouvoir général de réglementation sur tout ce qui concerne les questions d'économie viticole ;

Vu l'arrêté viziriel du 16 juillet 1938 (18 jourmada I 1357) relatif à l'organisation du bureau des vins et alcools ;

Vu le dahir du 7 mai 1945 (24 jourmada I 1364) portant réorganisation des comités de communautés israélites marocaines ;

Vu l'arrêté viziriel du 27 août 1949 (2 kaada 1368) instituant au profit de la caisse de bienfaisance des communautés israélites du Maroc une taxe de 3 francs par litre de vin « cachir » fabriqué au Maroc ou importé ;

Vu la proposition du conseiller du Gouvernement chérifien,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La liquidation et la perception de la taxe de bienfaisance appliquée aux vins « cachir » marocains, au profit des communautés israélites du Maroc, sont assurées par le bureau des vins et alcools, dans les mêmes conditions que la taxe établie sur les vins ordinaires marocains par l'arrêté viziriel du 16 juillet 1938 (18 jourmada I 1357) relatif à l'organisation du bureau des vins et alcools.

ART. 2. — La liquidation et la perception de la taxe de bienfaisance appliquée aux vins « cachir » d'importation, au profit des communautés israélites du Maroc, sont assurées par le service des douanes et impôts indirects, dans les mêmes conditions que la taxe établie sur les vins ordinaires importés par l'arrêté viziriel du 16 juillet 1938 (18 jourmada I 1357) relatif à l'organisation du bureau des vins et alcools.

ART. 3. — Le produit de la taxe est versé trimestriellement par le bureau des vins et alcools et le service des douanes et impôts indirects au conseil des communautés israélites du Maroc qui en assure la répartition entre les comités de communautés israélites au prorata de leur consommation.

ART. 4. — Toute infraction ou tentative d'infraction aux dispositions du présent arrêté ou des arrêtés pris pour son application, en particulier, toute manœuvre tendant à éluder le paiement de la taxe sera punie d'une amende de 500 à 10.000 francs et du quintuple de la taxe fraudée ou compromise. Les complices seront passibles des mêmes peines que les auteurs principaux.

Les amendes ont le caractère de réparations civiles.

Quiconque ayant été condamné depuis moins de deux années grégoriennes par jugement ou arrêt définitif pour l'une des infractions visées au premier alinéa du présent article, se rend coupable d'une nouvelle infraction, sera condamné au maximum de l'amende.

ART. 5. — Les infractions ou tentatives d'infractions sont constatées par les agents du bureau des vins et alcools ou par les agents verbalisateurs visés à l'article 5 du dahir du 16 décembre 1918 (12 rebia I 1357) sur les douanes.

Les poursuites sont exercées comme en matière de douane.

En cas de transaction, les articles 25 et suivants du dahir du 16 décembre 1918 (12 rebia I 1337) sur les douanes sont applicables.

Le produit des amendes est réparti comme en matière de douane.

Les infractions sont de la compétence exclusive des juridictions françaises.

ART. 6. — Des arrêtés du directeur des finances, pris après avis du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts, fixeront les modalités d'application du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 20 rebia II 1370 (29 janvier 1951).

MOHAMED EL HAJOUJ,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 février 1951.

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

**Arrêté résidentiel du 13 février 1951
portant création d'un comité de géographie du Maroc.**

**LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,
Grand-croix de la Légion d'honneur,**

Vu l'arrêté viziriel du 28 mai 1946 relatif au comité franco-marocain de la recherche scientifique au Maroc et, notamment, son article 6,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué un comité de géographie du Maroc qui a pour but, en liaison avec le comité franco-marocain de la recherche scientifique, de faciliter et coordonner les études de caractère géographique se rapportant au Maroc, d'établir un atlas du Maroc, de le publier et le tenir à jour, et d'assurer, sur le plan des études et recherches géographiques, les relations et liaisons du Maroc avec tous les organismes intéressés.

ART. 2. — Le comité est composé de membres permanents et membres agréés.

Les membres permanents sont :

Le directeur de l'instruction publique ;

Le secrétaire du comité franco-marocain de la recherche scientifique au Maroc ;

Le directeur de l'Institut scientifique chérifien ;

Le directeur de l'Institut des hautes études marocaines ;

Le directeur de l'annexe du Maroc de l'Institut géographique national ;

Un représentant de la Société de géographie du Maroc.

Les membres agréés doivent être admis par l'assemblée générale, sur présentation du secrétaire de la section correspondante.

Ils sont libres de se retirer du comité à toute époque.

Membres permanents et membres agréés sont répartis entre différentes sections suivant la nature de leur activité et l'objet de leurs recherches. Chaque section est placée sous la responsabilité d'un secrétaire désigné pour un an par l'assemblée générale du comité et qui peut être indéfiniment réélu.

ART. 3. — L'assemblée générale se réunit sur convocation du directeur de l'instruction publique et sous sa présidence au moins une fois par an pour entendre les rapports des secrétaires de section, préparer le programme pour l'année suivante, désigner les secrétaires de section et le secrétaire du bureau, procéder à l'admission de nouveaux membres agréés et, d'une manière générale, délibérer sur toutes questions concernant l'activité du comité dans le cadre des buts définis à l'article premier ci-dessus.

ART. 4. — Le comité est administré dans l'intervalle des assemblées générales par un bureau ainsi constitué :

Le directeur de l'instruction publique, président ;

Les autres membres permanents énumérés à l'article 2 ci-dessus ;

Les secrétaires des différentes sections, membres ;

Un secrétaire désigné pour un an par l'assemblée générale et qui peut être indéfiniment réélu, membre.

Un représentant du secrétariat général du Protectorat est invité à prendre part aux travaux de l'assemblée générale du comité et aux réunions du bureau.

Rabat, le 13 février 1951.

A. JUIN.

Arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 27 décembre 1950 modifiant et complétant l'arrêté directorial du 31 mai 1943 pour l'exécution du dahir du 31 mai 1943

étendant aux maladies professionnelles les dispositions du dahir du 25 juin 1927 relatif à la réparation des accidents du travail.

**LE DIRECTEUR DU TRAVAIL ET DES QUESTIONS SOCIALES,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu le dahir du 31 mai 1943 étendant aux maladies professionnelles les dispositions du dahir du 25 juin 1927 relatif à la réparation des accidents du travail ;

Vu l'arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail du 31 mai 1943 pour l'exécution du dahir précité de la même date, tel qu'il a été modifié et complété,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les paragraphes 6°, 15°, 19°, 20°, 21° et 29° de l'annexe n° 1 à l'arrêté directorial susvisé du 31 mai 1943, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« 6° AFFECTIONS PROVOQUÉES PAR LES RAYONS X OU LES SUBSTANCES RADIO-ACTIVES NATURELLES OU ARTIFICIELLES
« OU TOUTE AUTRE SOURCE D'ÉMISSION CORPUSCULAIRE.

Affections engendrées par les rayons X ou les substances radio-actives naturelles ou artificielles, ou toute autre source d'émission corpusculaire	DÉLAI de prise en charge	Travaux susceptibles de provoquer ces affections
Anémie progressive grave du type hypoplasique ou aplasique.	3 ans	Tous travaux exposant à l'action des rayons X ou des substances radio-actives naturelles ou artificielles, ou à toute autre source d'émission corpusculaire, notamment :
Anémie progressive légère du type hypoplasique ou aplasique.	1 an	Extraction et traitement des minerais radio-actifs ;
Leucopénie avec neutropénie.	1 an	Préparation des substances radio-actives ;
Leucoses ou états leucémoides.	3 ans	Préparation de produits chimiques et pharmaceutiques radio-actifs ;
Syndrome hémorragique.	1 an	Préparation et application de produits luminescents radifères ;
Blépharite ou conjonctivite.	7 jours	Recherches ou mesures sur les substances radio-actives et les rayons X dans les laboratoires ;
Kératite.	1 an	Fabrication d'appareils pour radium-thérapie et d'appareils à rayons X ;
Cataracte. Lésions aiguës ou chroniques de la peau ou des muqueuses.	5 ans 10 ans	

Affections engendrées par les rayons X ou les substances radio-actives naturelles ou artificielles, ou toute autre source d'émission corpusculaire	DÉLAI de prise en charge	Travaux susceptibles de provoquer ces affections
Radionécrose osseuse. Sarcome osseux. Cancer broncho-pulmonaire par inhalation.	5 ans 15 ans 10 ans	Travaux exposant les travailleurs au rayonnement dans les hôpitaux, les cliniques, les dispensaires, les cabinets médicaux, les cabinets dentaires et radiologiques, dans les maisons de santé et les centres anticancéreux ; Travaux dans toutes les industries ou commerces utilisant les rayons X, les substances radio-actives, les substances ou dispositifs émettant les rayonnements indiqués ci-dessus.

« 15° MALADIES PROFESSIONNELLES PROVOQUÉES PAR LES AMINES AROMATIQUES.

« (Aniline et homologues ; phénylhydrazine, benzidine et homologues ; phénylènediamines et homologues, aminophénols et leurs éthers, naphtylamines et homologues, ainsi que les dérivés chlorés, nitrosés, nitrés, sulfonés des produits qui précèdent).

Maladies engendrées par l'aniline et les autres amines aromatiques ci-dessus mentionnées	DÉLAI de prise en charge	Travaux susceptibles de provoquer l'intoxication des ouvriers par l'aniline et les autres amines aromatiques ci-dessus mentionnées
Accidents aigus (manifestations nerveuses avec cyanose). Anémie avec cyanose et subictère. Dermatoses aiguës récidivantes ou chroniques. Cystite aiguë hémorragique. Lésions vésicales imputables notamment aux naphtylaminés et à la benzidine (congestion vésicale avec varicosités, tumeurs bénignes sessiles ou pédiculées, tumeurs malignes) confirmées par la cystoscopie.	5 jours 6 mois 30 jours 30 jours 15 ans	Préparation, emploi, manipulation des amines aromatiques, notamment : Fabrication de l'aniline et autres amines aromatiques ; Préparation, au moyen d'amines aromatiques, de produits chimiques, matières colorantes, produits pharmaceutiques, accélérateurs de vulcanisation du caoutchouc ; Teinture des fils, tissus, fourrures, cuirs, etc., au noir d'aniline ou autres colorants développés sur fibre ; Teinture de cheveux au moyen de produits à base de paraphénylènediamine ou homologues.

« 19° SPIROCHÉTOSE ICTÉRO-HÉMORRAGIQUE PROFESSIONNELLE.

« Délai de responsabilité : vingt et un jours.

Designation de la maladie	Travaux susceptibles de provoquer cette maladie
Spirochétose ictéro-hémorragique (y compris les formes anictériques) démontrées par la présence du spirochète d'Inada et Ido dans le sang et dans les urines des malades au début de la maladie, ou par le séro-diagnostic à partir du quinzième jour.	Travaux exécutés dans les égouts, mines (travaux du fond), abattoirs, tueries particulières, usines de délainage.

« 20° MALADIES PROFESSIONNELLES CAUSÉES PAR L'ARSENIC ET SES COMPOSÉS OXYGÉNÉS ET SULFURÉS.

« Délai de responsabilité : trente jours, porté à trois mois pour les polynévrites.

Maladies engendrées par l'arsenic et ses composés oxygénés et sulfurés	Travaux susceptibles de provoquer ces maladies
Lésions cutanées (ulcérations, dermatose). Lésions nasales (ulcérations, perforations). Lésions oculaires (blépharite, conjonctivite). Polynévrites. Troubles gastro-intestinaux aigus (vomissements, diarrhée cholériforme).	Préparation, emploi, manipulation de l'arsenic et de ses composés oxygénés et sulfurés, notamment : Traitement des minerais arsenicaux ; Fabrication de l'arsenic et de ses composés oxygénés et sulfurés (anhydride arsénieux, arsénites, acide arsénique, arsénates, etc.) ; Fabrication et emploi de produits insecticides ou anticryptogamiques renfermant de l'arsenic ou ses composés ; Fabrication et emploi de couleurs et peintures contenant des composés oxygénés ou sulfurés de l'arsenic ; Emploi de l'orpiment (sulfure d'arsenic) en mégisserie et en tannerie, manipulation de peaux qui en sont enduites ; Emploi de l'anhydride arsénieux dans la fabrication du verre.

« 21° INTOXICATION PROFESSIONNELLE PAR L'HYDROGÈNE ARSÉNIÉ.

« Délai de responsabilité : quinze jours, porté à trente jours pour la néphrite azotémique,
« réduit à trois jours pour les accidents aigus.

Maladies engendrées par l'hydrogène arsénié	Travaux susceptibles de provoquer ces maladies
<p>Hémoglobinurie. Ictère avec hémolyse. Néphrite azotémique. Accidents aigus (coma), en dehors des cas considérés comme accidents du travail.</p>	<p>Travaux exposant aux émanations d'hydrogène arsénié, notamment : Traitement des minerais arsenicaux ; Préparation et emploi des arséniures métalliques ; Décapage des métaux ; détartrage des chaudières ; Gonflement des ballons avec de l'hydrogène impur.</p>

« 22° SILICOSE PROFESSIONNELLE.

« *Maladies consécutives à l'inhalation de poussières renfermant de la silice libre (SiO₂).*

« Délai de responsabilité : cinq ans (sous réserve des dispositions de l'arrêté directeur du 19 septembre 1945 déterminant les conditions spéciales pour l'ouverture du droit à réparation de la silicose professionnelle sur les bases fixées par la législation sur les maladies professionnelles).

Maladies engendrées par les poussières de silice libre	Travaux susceptibles de provoquer ces maladies
<p>Silicose : fibrose pulmonaire consécutive à l'inhalation de poussières renfermant de la silice libre, lorsqu'il y a des signes radiographiques accompagnés de troubles (dyspnée et fréquemment bronchorrée et toux), confirmée par des épreuves fonctionnelles de l'appareil respiratoire. Complications cardiaques : hyposystolie ou asystolie par insuffisance ventriculaire droite. Complications tuberculeuses : silicose se manifestant en téléradiographie au minimum par un semis nodulaire à gros grains et compliquée de tuberculose pulmonaire confirmée bactériologiquement. Complication pulmonaire non tuberculeuse : pneumothorax spontané.</p>	<p>Travaux exposant à l'inhalation de poussières de silice libre, notamment : Travaux de forage, d'abattage, d'extraction de minerais ou de roches renfermant de la silice libre ; Concassage, broyage, tamisage et manipulation, effectués à sec, de minerais ou de roches renfermant de la silice libre. Taille et polissage de roches renfermant de la silice libre ; Fabrication et manipulation de produits abrasifs, de poudre à nettoyer ou autres produits renfermant de la silice libre ; Fabrication du carborundum, du verre, de la porcelaine, de la faïence et autres produits céramiques, des produits réfractaires ; Travaux de fonderies exposant aux poussières de sable, décochage, ébarbage, dessablage ; Travaux de meulage, polissage, aiguisage, effectués à sec, au moyen de meules renfermant de la silice libre ; Travaux de décapage ou de polissage au jet de sable.</p>

ART. 2. — L'annexe n° 1 à l'arrêté directeur précité du 31 mai 1943 est complétée ainsi qu'il suit :

« 32° ASBESTOSE PROFESSIONNELLE.

« *Maladies consécutives à l'inhalation de poussières d'amiante.*

« Délai de responsabilité : cinq ans.

Maladies engendrées par les poussières d'amiante	Travaux susceptibles de provoquer ces maladies
<p>Asbestose : fibrose pulmonaire consécutive à l'inhalation de poussières d'amiante lorsqu'il y a des signes radioscopiques, radiographiques et physiologiques accompagnés de troubles fonctionnels confirmés par l'exploration physiologique de l'appareil respiratoire et la présence de corpuscules asbestosiques dans l'expectoration. Complications cardiovasculaires et pulmonaires de l'asbestose.</p>	<p>Travaux exposant à l'inhalation des poussières d'amiante, notamment : Cardage, filature et tissage de l'amiante ; Forage, abattage, extraction de minerai d'amiante.</p>

« 33° MALADIES PROFESSIONNELLES ENGENDRÉES PAR LA STREPTOMYCINE ET SES SELS.

« Délai de responsabilité : un mois (sous réserve d'un délai d'exposition à la streptomycine ou à ses sels d'au moins un mois).

Maladies engendrées par la streptomycine et ses sels.	Travaux susceptibles de provoquer ces maladies.
Lésions eczémateuses des doigts. Dermatoses oculo-palpébrales. Ces affections doivent être confirmées par l'application d'un ou plusieurs tests cutanés à la streptomycine ou à ses sels.	Travaux comportant la manipulation ou l'emploi de la streptomycine ou de ses sels, notamment : Travaux de conditionnement de la streptomycine ou de ses sels ; Application des traitements à la streptomycine ou à ses sels.

ART. 3. — Le présent arrêté entrera en vigueur le trentième jour qui suivra sa publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 27 décembre 1950.

R. MARGAT.

Arrêté de l'inspecteur général des eaux et forêts, chef de la division des eaux et forêts, du 7 février 1951 portant réglementation spéciale et fixant les périodes et étendues territoriales d'interdiction de la pêche fluviale pendant la saison 1951-1952.

L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DES EAUX ET FORÊTS, CHEF DE LA DIVISION DES EAUX ET FORÊTS,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 11 avril 1922 sur la pêche fluviale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 14 avril 1922 portant règlement pour l'application du dahir précité et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du directeur adjoint, chef de la division des eaux et forêts, du 7 février 1949 portant réglementation de la petite pêche dans les eaux douces de la zone française de l'Empire chérifien, modifié par l'arrêté du 9 février 1950,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — En dehors des cours d'eau et pièces d'eau énumérés à l'article 2 ci-après et des périodes d'interdiction prévues à l'article 3 ci-après, la petite pêche fluviale ne peut s'exercer, au cours de la saison 1951-1952, que dans les conditions fixées par l'arrêté susvisé du 7 février 1949.

ART. 2. — *Reserves de pêche.* — La pêche est interdite en tout temps et avec tout engin dans les cours ou parties de cours d'eau et les pièces d'eau ci-après énumérés, depuis le 1^{er} mars 1951 jusqu'à la date à laquelle la pêche y sera éventuellement ouverte en 1952 :

L'oued Tizguit et ses affluents, des sources au borj Aubert et sur 500 mètres de part et d'autre du confluent avec l'oued Zerrouka ;

L'oued Zerrouka et ses affluents ;

L'oued Ras-el-Ma et ses affluents, des sources à la route d'Azrou à Ifrane ;

L'oued Arhbal et ses affluents, y compris l'oued Bou-Melloul, des sources à son confluent avec l'oued Bensmim ;

L'oued Amengous et ses affluents, des sources à l'amont des cascades ;

L'oued Moulouya, de sa source à la route n° 21 de Meknès au Tafilalt ;

L'oued Guigou et ses affluents, des sources à l'entrée des gorges (Foum-Rheneg) ;

L'oued Ifrane et ses affluents, des sources au confluent avec l'oued El-Hammam, ce dernier non compris ;

L'oued Oum-er-Rebia, de ses sources à 500 mètres en aval du confluent de l'oued Fellat, ainsi que de 100 mètres en aval de l'usine hydro-électrique de Sidi-Saïd-Mâachou jusqu'à Mechrâ-el-Ras, environ 3 kilomètres en amont du barrage-pont de Sidi-Saïd-Mâachou ;

L'oued Fellat, de 500 mètres en amont de son confluent avec l'oued Oum-er-Rebia jusqu'à ce confluent ;

L'oued Jnane-Inès, de ses sources au confluent de l'oued Chbouka ;

L'oued Sidi-Hamza et ses affluents, des sources jusqu'à Bou-Sidi au confluent de l'oued Nzala ;

L'oued Ouentz, de ses sources à son confluent avec l'oued El-Abid ;

L'oued Kahouène (haut Merbat) de sa source au gué du chemin d'accès à la maison forestière de Beni-Serraj ;

Les oueds Remila et Rhanèje et leurs affluents, des sources à la maison forestière de Bab-Azhar-dépôt ;

L'oued Bernat, de ses sources à son confluent avec l'oued Larhdar ;

L'oued Ourika et ses affluents, du lieudit « Gros-Rocher » au confluent de l'assif Tamaterte, ce dernier inclus ;

L'oued Tifni, de ses sources à son confluent avec l'oued Ourika ;

L'oued Iminène, de ses sources à son confluent avec l'oued Reraïa ;

L'oued Zat, du douar Zerouèn à Souk-el-Arba ;

L'oued Nfiss, de ses sources à son confluent avec l'assif Tarhzoute ;

L'oued Anougat, de ses sources à la zaouïa Sidi-Houssaine-ou-Messaoud ;

L'oued Azadèn et ses affluents, des sources au confluent avec l'oued Nfiss ;

L'aguelmane N-Douit ;

La dayèt Er-Roumi ;

Une zone de 200 mètres en amont et 200 mètres en aval du barrage de l'oued Beth à El-Kansera ;

Le lac d'Ifni ainsi que tous les cours d'eau situés dans le parc national du Toubkal.

ART. 3. — *Périodes spéciales d'interdiction.* — Toute pêche demeure interdite, même à la ligne, et pour toute espèce de poisson :

1° Du 1^{er} mars au dimanche 17 juin 1951 au lever du soleil, dans les cours ou pièces d'eau ci-après : lac d'Ouïouane, aguelmanes Sidi-Saïd-ou-Haouli et N-Tifounassine et Tiguelmamine-N-Aït-Mahi ;

2° De la date de la parution au *Bulletin officiel* du présent arrêté au dimanche 17 juin 1951 au lever du soleil, dans l'aguelmane Azigza.

En outre, pendant la période d'ouverture, la pêche n'est permise dans l'aguelmane Azigza que les jeudi, dimanche et jours fériés.

ART. 4. — *Espèce protégée.* — Sont interdits, en tous temps et lieux, la pêche, la détention, le transport et le commerce des sandres.

Rabat, le 7 février 1951.

GRIMALDI.

NOTE. — Les pêcheurs peuvent prendre connaissance, dans les services locaux de l'administration forestière, de la liste des pièces d'eau soumises à une protection spéciale (art. 9 de l'arrêté du 7 février 1949, modifié par l'arrêté du 9 février 1950) et des possibilités de pêche dans lesdites pièces d'eau.

TEXTES PARTICULIERS

Dahir du 15 janvier 1951 (6 rebia II 1370) modifiant le dahir du 5 août 1950 (21 chaoual 1369) instituant une taxe de péage sur le poisson débarqué ou introduit dans les limites du port d'Agadir.

LOUANGE A DIEU SEUL!

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur!

Que Notre Majesté Chérifienne;

Vu le dahir du 4 janvier 1949 (4 rebia I 1368) instituant une taxe de péage sur le poisson débarqué ou introduit dans les limites du port d'Agadir ;

Vu le dahir du 5 août 1950 (21 chaoual 1369) modifiant le dahir du 4 janvier 1949 (4 rebia I 1368),

A DÉCERNÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 2 du dahir du 5 août 1950 (21 chaoual 1369) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 2. — Les articles 2 et 5 du dahir susvisé du 4 janvier 1949 (4 rebia I 1368) sont abrogés. »

Fait à Rabat, le 6 rebia II 1370 (15 janvier 1951).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 février 1951.

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

Arrêté viziriel du 8 janvier 1951 (29 rebia I 1370) déclarant d'utilité publique et urgente la création d'un nouveau terrain d'aviation à proximité de Saïdia, et frappant d'expropriation les terrains nécessaires.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 8 novembre 1914 (19 hija 1332) relatif à la procédure d'urgence en matière de travaux publics ;

Vu le dossier de l'enquête de commodo et incommodo ouverte du 25 septembre au 27 octobre 1950, dans le cercle des Beni-Snassen ;

Vu l'urgence ;

Sur la proposition du directeur des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la création d'un nouveau terrain d'aviation à proximité de Saïdia.

ART. 2. — Sont, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain figurées par une teinte rose sur le plan au 1/2.000^e annexé à l'original du présent arrêté et désignées au tableau ci-après :

NUMERO des parcelles	NOM ET ADRESSE DES PROPRIÉTAIRES PRÉSUMÉS	DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE et numéro du titre foncier	NATURE du terrain	SUPERFICIE approximative		
				HA.	A.	CA.
1	M. Payer André-Charles, demeurant à Paris, 114, avenue des Champs-Élysées.	« Payer III », T.F. n° 4980.	Terrain nu de parcours.	7	72	33
2	M. Dubois Auguste, demeurant à Taourirt.	« El Fodgue », T.F. n° 1918.	id.	3	98	24
3	Cheikh Mohamed el Habri.	Non titrée.	id.	30	45	15
4	M. Greuzard Charles, demeurant à Port-Lyautey.	« Greuzard I », T.F. n° 5627.	id.	31	78	22
5	M. Greuzard Charles, demeurant à Port-Lyautey.	« Tazagraret I », T.F. n° 3201.	id.	12	72	10
6	M. Bourmencay-Say Daniel, demeurant à Saïdia (requérant), ou Si Mosbah ben Aïssa, douar Saassa, fraction Oulad Mansour (opposant).	« Danilo », R. n° 7070.	id.	10	29	73
7	Société « Omnium d'entreprises », siège social à Paris, 59, rue de Provence.	« Omnium », T.F. n° 5629.	id.	8	42	34
8	Domaine public.	Néant.	id.	Pour mémoire.		

ART. 3. — L'urgence est prononcée.

ART. 4. — Le délai pendant lequel les propriétés désignées ci-dessus peuvent rester sous le coup de l'expropriation est fixé à deux ans.

ART. 5. — Le directeur des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 février 1951.

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

Fait à Rabat, le 29 rebia I 1370 (8 janvier 1951).

MOHAMED EL MOKRI.

Arrêté viziriel du 10 janvier 1951 (1^{er} rebia II 1370) homologuant les opérations de délimitation de deux immeubles collectifs situés dans les tribus Beni Oujane et Riata de l'est (Taza-banlieue).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives et les dahirs qui l'ont complété ou modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 août 1938 (8 jomada II 1357) ordonnant la délimitation de deux immeubles collectifs dénommés : a) « Tarhour » ; b) « Gaadat Ifrane » ;

Vu les procès-verbaux de délimitation en date des 6 et 8 juin 1939, complétés par l'avenant en date du 20 juin 1941 ;

Vu le certificat établi par le conservateur de la propriété foncière de Fès, en date du 18 décembre 1947, attestant :

1° Qu'aucune immatriculation n'est antérieurement intervenue sur une parcelle comprise dans le périmètre de délimitation des immeubles collectifs dénommés « Gaadat Ifrane » et « Tarhour », sis respectivement dans les tribus Beni Oujane et Riata, tels qu'ils sont visés par l'arrêté viziriel du 5 août 1938, par le procès-verbal de délimitation du 8 juin 1939 et un avenant audit procès-verbal du 20 juin 1941 ;

2° Qu'aucune opposition à la délimitation du périmètre indiqué par ledit arrêté viziriel n'a fait l'objet d'une réquisition dans les conditions et les délais fixés par l'article 6 du dahir du 18 février 1924 ;

Vu le plan de l'immeuble délimité ;

Attendu que toutes les formalités prescrites par le dahir susvisé du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) ont été régulièrement accomplies ;

Sur la proposition du directeur de l'intérieur, tuteur des collectivités,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont homologuées, conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342), les opérations de délimitation des deux immeubles collectifs dénommés « Tarhour » et « Gaadat Ifrane ».

ART. 2. — Ces immeubles ont une superficie approximative et respective de deux mille sept cent quarante-cinq hectares (2.745 ha.) et deux cent cinquante-quatre hectares soixante-dix ares (254 ha. 70 a.).

Leurs limites sont et demeurent fixées ainsi qu'il suit :

a) « Tarhour » :

De (B 7) réq. 1168 F. à (B 18) TC. 66, limite commune avec le TC. 66 homol. ;

De (B 18) TC. 66 à (B 34) TC. 191, limite commune avec le TC. 191 ;

De (B 34) TC. 191, à (B 236) DF., éléments droits par B 1 à B 5 ;

De (B 236) DF. à (B 231) DF., limite commune avec la forêt de Bechine par (B 235) DF. à (B 232) DF. ;

De (B 231) DF. à B 6, élément droit ;

De B 6 à B 8, limite naturelle par B 7 ;

De B 8 à B 10, éléments droits par B 9 ;

De B 10 à (B 1) réq. 1168 F., axe du ravin dit « Chaabat Remmad » ;

De (B 1) réq. 1168 F. à (B 7) réq. 1168 F., limite commune avec la réq. 1168 F. ;

b) « Gaadat Ifrane » :

De (B 230) DF. à B 1, élément droit ;

De B 1 à B 2, limite naturelle ;

De B 2 à B 8, éléments droits par B 3 à B 7 ;

De B 8 à B 9, limite naturelle ;

De B 9 à (B 241) DF., éléments droits par B 10 à B 17, (B 19) réq. 2454, (B 18), (B 8), (B 7) réq. 2454, B 18 à B 23 ;

De (B 241) DF. à (B 230) DF., limite commune avec la forêt de Chikèr par (B 240) F. à (B 231) F.

Les limites ci-dessus énoncées sont indiquées par un liséré rose aux plans annexés à l'original du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 1^{er} rebia II 1370 (10 janvier 1951).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 février 1951.

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

Arrêté viziriel du 15 janvier 1951 (6 rebia II 1370) ordonnant la délimitation de deux immeubles collectifs situés sur le territoire de la tribu Aït M'Hammed ou Lhassèn (Aïn-Leuh).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement pour la délimitation des terres collectives et les dahirs qui l'ont complété ou modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 7 mars 1940 (27 moharrem 1369) déclarant présumés collectifs les immeubles dénommés « Tassemarkt » (1.800 ha. environ) et « Amangous Tamarakoït » (6.000 ha. environ), situés sur le territoire de la tribu Aït M'Hammed ou Lhassèn (Aïn-Leuh) ;

Vu la requête du directeur de l'intérieur, en date du 27 novembre 1950, tendant à fixer au 10 juillet 1951 les opérations de délimitation des immeubles présumés collectifs mentionnés ci-dessus,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Conformément aux dispositions du dahir susvisé du 18 février 1924 (12 rejeb 1342), il sera procédé à la délimitation des immeubles collectifs dénommés :

A. — « Tassemarkt » (1.800 ha. environ) ;

B. — « Amangous et Tamarakoït » (6.000 ha. environ),

situés sur le territoire de la tribu Aït M'Hammed ou Lhassèn (Aïn-Leuh).

Les opérations de délimitation commenceront au Tizi-N'Laâfit, sur la piste de Bekrite à Timhadite, le 10 juillet 1951, à 9 heures, et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 6 rebia II 1370 (15 janvier 1951).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 février 1951.

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

Arrêté viziriel du 29 janvier 1951 (20 rebia II 1370) modifiant au profit de la caisse de bienfaisance du comité de la communauté israélite de Marrakech, le taux de la taxe sur les abats « caohir ».

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 7 mai 1945 (24 jomada I 1364) portant réorganisation des comités de communautés israélites marocaines ;

Sur la proposition du conseiller du Gouvernement chérifien,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le comité de la communauté israélite de Marrakech est autorisé à percevoir au profit de sa caisse de bienfaisance, une taxe de 8 francs, au lieu de 4 francs, par kilo d'abats de bovins et ovins abattus par les rabbins autorisés par le président du comité.

Fait à Rabat, le 20 rebia II 1370 (29 janvier 1951).

MOHAMMED EL HAJOUÏ,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 14 février 1951.

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. DE BLESSON.

Arrêté viziriel du 29 janvier 1951 (20 rebia II 1370) instituant une taxe sur les abats de bovins « oachir » au profit de la caisse de bienfaisance du comité de la communauté israélite de Mogador.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 7 mai 1945 (24 joumada I 1364) portant réorganisation des comités de communautés israélites marocaines ;

Sur la proposition du conseiller du Gouvernement chérifien,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le comité de la communauté israélite de Mogador est autorisé à percevoir au profit de sa caisse de bienfaisance, une taxe de 50 francs par abat de bovins abattus par les rabbins autorisés par le président du comité.

Fait à Rabat, le 20 rebia II 1370 (29 janvier 1951).

MOHAMMED EL HAJOUÏ,
Suppléant du Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 février 1951.

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. DE BLESSON.

Arrêté résidentiel du 8 février 1951 portant nomination des membres de la commission de la médaille de la famille française.

LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ
A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté interministériel du 1^{er} juin 1950 portant application dans la zone française du Maroc du décret n° 47-2109 réformant le régime de la médaille de la famille française, et notamment son article 4 ;

Sur la proposition du directeur de la santé publique et de la famille,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres de la commission de la médaille de la famille française, pour les années 1951 et 1952 :

MM. Costantini, président de la Fédération des associations familiales françaises du Maroc ;

de Combarieu et Morlot, vice-présidents de la Fédération des associations familiales françaises du Maroc ;

M^{mes} Lamblin, Lignon et Percy du Sert, titulaires de la médaille d'or de la famille française ;

Thiéry, titulaire de la médaille de bronze de la famille française ;

M^{lle} Bey-Rozet, assistante sociale-chef à la direction de la santé publique et de la famille.

Rabat, le 8 février 1951.

J. DE BLESSON.

Autorisation d'exercer accordée à un architecte.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 15 février 1951 a été autorisé, après avis du conseil supérieur de l'ordre, à exercer la profession d'architecte (circonscription du Sud, conseil régional de Casablanca), M. Cheynel André, architecte D.P.L.G. à Marrakech.

Arrêté du directeur de l'intérieur du 18 janvier 1951 autorisant l'acquisition par la ville de Safi à un particulier d'une parcelle de terrain.

LE DIRECTEUR DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 sur le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu la circulaire n° 4134 D.I./M.I. du 18 avril 1950 relative au nouveau statut des cimetières musulmans ;

Après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'acquisition par la ville de Safi d'une parcelle de terrain d'une superficie de quatre-vingt-quinze mille mètres carrés (95.000 mq.) environ, à distraire de la propriété dite « Christiane », objet du titre foncier n° 2648 Z., appartenant à M. et M^{me} André Thubet, pour le prix de trois millions cinq cent mille francs (3.500.000 fr.), telle qu'elle est limitée par un liséré rouge sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Est homologuée en tant qu'acte de cession la convention passée entre les parties le 6 juillet 1950.

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Safi sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 18 janvier 1951.

Pour le directeur de l'intérieur,

Le directeur adjoint,

MIRANDE.

Arrêté du directeur de l'intérieur du 18 janvier 1951 autorisant l'acquisition par la ville de Safi à un particulier d'une parcelle de terrain.

LE DIRECTEUR DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 sur le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété;

Vu la circulaire n° 4134 D.I./M.I. du 18 avril 1950 relative au nouveau statut des cimetières musulmans;

Après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'acquisition par la ville de Safi d'une parcelle de terrain d'une superficie de cinquante mille mètres carrés (50.000 mq.) environ, à distraire de la propriété dite « Nivèze », objet du titre foncier n° 2647 Z., appartenant à M. Gaston Peltzer, pour le prix d'un million huit cent cinquante mille francs (1.850.000 fr.), telle qu'elle est limitée par un liséré bleu sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Est homologuée en tant qu'acte de cession la convention passée entre les parties le 5 juillet 1950.

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Safi sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 18 janvier 1951.

Pour le directeur de l'intérieur,

Le directeur adjoint,

MIRANDE.

RÉGIME DES EAUX.

Avis d'ouverture d'enquête.

Par arrêté du directeur des travaux publics du 12 février 1951 une enquête publique est ouverte du 26 février au 26 mars 1951, dans la circonscription de contrôle civil de Fedala, à Fedala, sur le projet de prise d'eau par pompage dans l'oued Mellah, au profit de M. Peydière Jacques, demeurant à la Cascade, par Ain-Arrouda.

Le dossier est déposé dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil de Fedala, à Fedala.

L'extrait du projet d'arrêté d'autorisation comporte les caractéristiques suivantes : M. Peydière Jacques, demeurant à la Cascade, par Ain-Arrouda, est autorisé à prélever par pompage dans l'oued Mellah un volume d'eau annuel de 36.000 mètres cubes, pour l'irrigation d'une parcelle de 11 ha. 78 a. 50 ca., de sa propriété dite « Floria II », titre foncier n° 10413 C., sise sur la rive droite de l'oued Mellah, en aval de l'aïn Djarij.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

*
* *

Par arrêté du directeur des travaux publics du 14 février 1951 une enquête publique est ouverte du 5 mars au 5 avril 1951, dans le cercle des Chaouïa-sud, à Settât, sur le projet de prise d'eau par pompage dans l'oued Tamdrost, au profit de M. Martinez Manuel, agriculteur à Moulain-el-Oued.

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle des Chaouïa-sud, à Settât.

L'extrait du projet d'arrêté d'autorisation comporte les caractéristiques suivantes : M. Martinez Manuel, agriculteur à Moulain-el-Oued, est autorisé à prélever par pompage dans l'oued Tamdrost un débit continu de 10 l.-s., pour l'irrigation d'une parcelle de 8 hectares de sa propriété dite « Les Amandiers », R.I. n° 23878 C., sise à Moulain-el-Oued, vallée de Ras-el-Aïn, près de Settât.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Arrêté du directeur des travaux publics du 13 février 1951 annulant l'arrêté n° 3846 BA du 18 juillet 1950 prescrivant une nouvelle enquête sur le projet de réglementation et de répartition des eaux de l'oued Taza.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public et les dahirs qui l'ont modifié ou complété, et, notamment, le dahir du 1^{er} août 1925;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux et les dahirs qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 2159 BA du 17 juin 1949 portant ouverture d'enquête sur le projet de réglementation et de répartition des eaux de l'oued Taza;

Vu l'arrêté n° 3846 BA du 18 juillet 1950 prescrivant l'ouverture d'une nouvelle enquête relative au même objet;

Vu le dossier de l'enquête publique menée par l'autorité de contrôle, en application de l'arrêté susvisé n° 2159 BA du 17 juin 1949;

Considérant que l'arrêté susvisé n° 2159 BA du 17 juin 1949 a reçu une complète application, que la procédure en découlant a été menée de bout en bout, et que, en conséquence, il n'y a pas lieu d'effectuer, à ce sujet, une nouvelle enquête publique,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'arrêté susvisé n° 3846 BA du 18 juillet 1950 est annulé.

Rabat, le 13 février 1951.

Pour le directeur des travaux publics,

Le sous-directeur,
chef du service administratif,

SONNIER.

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES PARTICULIERS

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du directeur de l'intérieur du 9 février 1951 portant ouverture d'un concours pour le recrutement de commis d'interprétariat stagiaires de la direction de l'intérieur.

LE DIRECTEUR DE L'INTÉRIEUR,

Vu l'arrêté résidentiel du 1^{er} décembre 1942 formant statut du personnel de la direction des affaires politiques et les textes qui l'ont complété ou modifié;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 octobre 1945 réglementant le concours pour le recrutement de commis d'interprétariat de la direction de l'intérieur et l'arrêté résidentiel du 17 janvier 1950 qui l'a modifié,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement de vingt commis d'interprétariat stagiaires de la direction de l'intérieur aura lieu à partir du 22 mai 1951.

Sur le nombre d'emplois mis au concours, quinze sont réservés aux candidats marocains qui auront également la possibilité de concourir au titre des emplois qui ne leur seront pas réservés.

ART. 2. — Les épreuves écrites auront lieu simultanément à Rabat, Casablanca, Fès, Marrakech, Meknès, Oujda et Agadir.

Les épreuves orales auront lieu exclusivement à Rabat.

ART. 3. — Le concours est ouvert à tous les candidats justifiant des conditions énumérées à l'article 12 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} décembre 1942 formant statut du personnel de la direction de l'intérieur et qui auront été autorisés par le directeur de l'intérieur à s'y présenter.

ART. 4. — Les demandes des candidats accompagnées de toutes les pièces réglementaires exigées, devront parvenir avant le 22 avril 1951, date de la clôture du registre des inscriptions, à la direction de l'intérieur (bureau du personnel administratif), à Rabat.

Rabat, le 9 février 1951.

Pour le directeur de l'intérieur,

Le directeur adjoint,

MIRANDE.

DIRECTION DES FINANCES

Arrêté du directeur des finances du 14 février 1951 fixant les conditions, les formes et le programme du concours pour le recrutement des inspecteurs adjoints stagiaires des douanes et impôts indirects, des impôts directs, de l'enregistrement, des domaines et des stagiaires des perceptions.

LE DIRECTEUR DES FINANCES,

Vu le dahir du 11 septembre 1928 réprimant les fraudes dans les examens et concours publics ;

Vu le dahir du 14 mars 1939 fixant les conditions de l'admission des sujets marocains à concourir pour les emplois des administrations publiques du Protectorat, et le régime qui leur est appliqué dans le classement aux concours ou examens ;

Vu l'arrêté viziriel du 2 janvier 1951 fixant les règles transitoires pour le recrutement des inspecteurs adjoints stagiaires des douanes et impôts indirects, des impôts directs, de l'enregistrement, des domaines et des stagiaires des perceptions, et notamment son article premier ;

Vu l'arrêté résidentiel du 14 mars 1939 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission des emplois réservés aux Marocains pour l'accès aux administrations publiques du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le concours pour le recrutement des inspecteurs adjoints stagiaires des douanes et impôts indirects, des impôts directs, de l'enregistrement, des domaines et des stagiaires des perceptions, est ouvert à toute époque où les nécessités du service l'exigent.

Le concours est ouvert :

Aux candidats citoyens français ainsi qu'aux Marocains, compte tenu, le cas échéant, de la réglementation sur les emplois réservés ;

Aux contrôleurs principaux et contrôleurs des cadres extérieurs de la direction des finances, dans la limite du 1/5^e des places mises au concours.

Les localités où ont lieu les épreuves ainsi que la date du concours sont arrêtées par le directeur des finances qui fixe en même temps :

1° Le nombre total des emplois mis au concours ;

2° Le nombre des places réservées aux candidats (contrôleurs principaux et contrôleurs), bénéficiaires de l'article 3 de l'arrêté viziriel susvisé du 2 janvier 1951 ;

3° Le nombre des places réservées aux Marocains.

Les candidats marocains susceptibles de se prévaloir des dispositions du dahir susvisé du 14 mars 1939 pourront également concourir au titre des emplois qui ne leur seraient pas réservés.

Si, d'autre part, le nombre des candidats marocains reçus est insuffisant pour pourvoir aux emplois qui leur sont réservés, les places disponibles demeureront cependant réservées à moins de décision contraire prise par arrêté du Grand Vizir, sur la proposition du secrétaire général du Protectorat ;

4° Le cas échéant, le nombre de places réservées aux ressortissants de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre.

L'arrêté du directeur des finances est publié au moins trois mois à l'avance au *Bulletin officiel* du Protectorat.

ART. 2. — Nul ne peut être admis à prendre part au concours :

1° S'il n'est citoyen français, jouissant de ses droits civils, ou Marocain, et du sexe masculin ;

2° S'il est âgé de moins de dix-huit ans ou de plus de trente ans à la date du concours.

La limite d'âge de trente ans est reculée, pour les candidats ayant accompli une ou plusieurs années de services militaires obligatoires ou justifiant de services civils antérieurs leur ouvrant des droits à une retraite, d'une durée égale auxdits services, sans toutefois qu'elle puisse dépasser trente-cinq ans, sous réserve de l'application des dispositions légales et réglementaires en vigueur ;

3° S'il n'a satisfait aux dispositions de la loi sur le recrutement de l'armée qui lui sont applicables. Les candidats recrutés avant l'âge de la conscription et qui, postérieurement à leur admission, seraient déclarés impropres au service militaire armé, ne pourront être maintenus dans les cadres que s'ils justifient de l'aptitude physique nécessaire pour tenir l'emploi qu'ils occupent. Dans le cas contraire, ils seront licenciés ;

4° S'il n'est pourvu :

a) Soit de l'un des diplômes suivants : licence en droit, licence ès lettres, licence ès sciences, licence d'études coloniales, diplôme d'un institut d'études politiques, diplôme de l'école pratique des hautes études ;

b) Soit d'un certificat attestant :

Qu'ils sont anciens élèves de l'école normale supérieure,

Ou qu'ils ont satisfait aux examens de sortie de l'une des écoles ou anciennes écoles suivantes : école d'application du génie maritime, école de l'air, école centrale des arts et manufactures, école des hautes études commerciales, école libre des sciences politiques, école militaire interarmes, école municipale de physique et de chimie industrielle de Paris, école nationale d'agriculture, école nationale des arts et métiers, école nationale des Chartes, école nationale de la France d'outre-mer, école nationale des langues orientales vivantes, école nationale des ponts et chaussées, école nationale supérieure aéronautique, école nationale supérieure des mines de Paris, école nationale supérieure des mines de Saint-Étienne, école nationale supérieure des télécommunications, école navale, écoles normales de l'enseignement technique, écoles normales de l'enseignement technique du second degré, école polytechnique, école spéciale militaire, école supérieure d'électricité, école supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy, institut national agronomique, institut polytechnique de l'université de Grenoble.

Pourront, cependant, être admis à prendre part au concours les candidats titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire et de l'un des diplômes ci-après : la première partie du baccalauréat en droit ou un certificat de licence ou le brevet (ou le certificat ancien régime) d'études juridiques et administratives marocaines. Dans ce cas, la situation administrative des candidats ayant satisfait aux épreuves du concours sera soumise aux règles fixées par l'article 8 de l'arrêté viziriel susvisé du 2 janvier 1951 ;

5° S'il n'a été autorisé par le directeur des finances à prendre part au concours.

ART. 3. — Peuvent également être admis à prendre part au concours les contrôleurs principaux et contrôleurs des cadres extérieurs de la direction des finances, âgés de moins de trente-six ans à la date du concours et comptant, à la même date, cinq ans au moins de services accomplis, en qualité de titulaire, à la direction des finances, le temps de service militaire légal venant, le cas échéant, en déduction des cinq ans de services dont il s'agit.

ART. 4. — Tout candidat n'appartenant pas à l'administration doit constituer un dossier comprenant les pièces suivantes :

1° Une demande d'admission établie sur papier timbré et qui devra préciser si le candidat désire subir l'épreuve facultative de langue vivante et indiquer la langue choisie ;

2° Un extrait, sur papier libre, de son acte de naissance ;

3° La justification qu'il est pourvu d'un des diplômes ou certificats exigés à l'article 2, paragraphe 4, ci-dessus ;

4° Un certificat sur papier timbré, dûment légalisé, délivré depuis moins de trois mois par les autorités du lieu de son domicile et constatant qu'il est de bonne vie et mœurs, et qu'il jouit de la qualité de citoyen français ou, s'il est Marocain, un extrait de sa fiche anthropométrique ;

5° Un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date ;

6° Un certificat médical, dûment légalisé, délivré par le médecin-chef de l'hôpital civil ou militaire le plus voisin de sa résidence ou, à défaut, par un médecin assermenté ; ce certificat doit constater l'aptitude du candidat à servir au Maroc et préciser qu'il est indemne de toute affection tuberculeuse, cancéreuse ou mentale.

Ce certificat ne dispense pas les candidats, avant leur nomination, de la contre-visite médicale prescrite par l'arrêté viziriel du 15 mars 1927 ;

7° Une pièce officielle établissant sa situation au point de vue du service militaire (état signalétique et des services ou pièce en tenant lieu).

ART. 5. — Les demandes d'admission au concours et les pièces annexes doivent parvenir à la direction des finances (bureau du personnel), au plus tard, six semaines avant la date fixée pour les épreuves. Celles qui parviennent après cette date ne sont pas retenues.

ART. 6. — Le directeur des finances arrête la liste des candidats admis à concourir ainsi que la liste spéciale des candidats marocains autorisés par le Grand Vizir à faire acte de candidature et admis à participer au concours au titre des emplois qui leur sont réservés en vertu du dahir susvisé du 14 mars 1939.

Les intéressés sont informés de la décision prise à leur égard.

ART. 7. — Le concours comporte des épreuves écrites, en langue française, qui ont lieu en même temps dans les centres fixés par l'arrêté portant ouverture du concours, et des épreuves orales subies exclusivement à Rabat ; elles portent sur les matières suivantes :

I. — Épreuves écrites.

1° Rédaction sur un sujet général d'économie politique ou de finances (durée : quatre heures ; coefficient : 6) ;

2° Solution de problèmes d'arithmétique (les quatre opérations, divisibilité, plus grand commun diviseur, plus petit commun multiple, nombres premiers, fractions, nombres complexes, racine carrée, rapports et proportions, intérêts simples, escomptes et change, partages proportionnels, mélanges et alliages, système métrique, surfaces et volumes) (durée : trois heures ; coefficient : 3) ;

3° Note sur une question ayant trait à l'organisation administrative ou financière de la France et du Maroc (durée : trois heures ; coefficient : 4).

Deux jours sont consacrés à ces compositions.

Premier jour :

1^{re} séance, de 8 heures à 12 heures (épreuve n° 1) ;

2^e séance, de 15 heures à 18 heures (épreuve n° 2) ;

Deuxième jour :

3^e séance, de 9 heures à 12 heures (épreuve n° 3).

II. — Épreuves orales.

1° Une interrogation portant sur le droit commercial ou l'organisation administrative de la France et du Maroc (coefficient : 2) ;

2° Une interrogation portant sur l'économie politique ou l'organisation financière de la France et du Maroc ; principes généraux, budget, impôts, emprunts (coefficient : 3) ;

3° Une interrogation facultative portant sur une langue vivante (allemand, anglais, arabe, espagnol ou italien) (coefficient : 1).

Pour la 3^e interrogation, il ne sera tenu compte au candidat que des points obtenus au-dessus de la note moyenne 10.

ART. 8. — Le jury du concours est fixé ainsi qu'il suit :

1° Le directeur des finances ou son représentant ayant au moins le grade de directeur adjoint, président ;

2° Le directeur et un maître de conférences ou deux maîtres de conférences des centres d'études juridiques du Maroc ;

3° Un fonctionnaire du cadre supérieur de la direction des finances du grade de chef de bureau au moins ;

4° Le cas échéant, un ou plusieurs professeurs de langue vivante.

Un fonctionnaire du bureau du personnel à l'administration centrale assure les fonctions de secrétaire.

ART. 9. — Les sujets des compositions, choisis par le directeur, sont enfermés dans des enveloppes scellées et cachetées qui portent les suscriptions suivantes :

« Concours pour le recrutement des inspecteurs adjoints stagiaires ou des stagiaires des perceptions. Enveloppe à ouvrir en présence des candidats par le président de la commission de surveillance. »

ART. 10. — Une commission de deux ou plusieurs membres désignés par le directeur des finances est chargée, dans chaque centre, de la surveillance des épreuves.

ART. 11. — Le président de la commission de surveillance des épreuves, au jour et à l'heure fixés pour lesdites épreuves et en présence des candidats, procède à l'ouverture des enveloppes scellées et cachetées comme il est dit ci-dessus.

ART. 12. — Toute communication des candidats entre eux ou avec l'extérieur est interdite. Il est également interdit aux candidats d'avoir recours à des livres ou à des notes.

Le candidat reconnu coupable d'une fraude quelconque sera éliminé d'office et exclu, en outre, de tout concours ultérieur, sans préjudice des peines prévues au dahir du 11 septembre 1928 et, le cas échéant, de peines disciplinaires.

ART. 13. — Les compositions remises par les candidats ne portent ni nom ni signature.

Chaque candidat inscrit en tête de sa composition une devise et un numéro qu'il reproduit sur un bulletin portant également ses nom, prénoms, ainsi que sa signature.

Chaque bulletin est remis au président de la commission de surveillance, dans une enveloppe fermée qui ne doit porter aucun signe extérieur.

Les compositions et les enveloppes renfermant les bulletins sont placées dans deux enveloppes distinctes et fermées portant respectivement les mentions ci-après :

a) *Compositions*. — « Concours pour le recrutement des inspecteurs adjoints stagiaires ou des stagiaires des perceptions. Épreuve..... » ;

b) *Bulletins*. — « Concours pour le recrutement des inspecteurs adjoints stagiaires ou des stagiaires des perceptions. Nombre..... »

Les enveloppes fermées et revêtues de la signature du président de la commission de surveillance sont transmises par ce dernier au directeur des finances (personnel), à Rabat.

ART. 14. — Un procès-verbal, dressé à la fin de la séance, constate la régularité des opérations et les incidents qui auraient pu survenir ; ce procès-verbal est transmis au directeur des finances.

ART. 15. — Les plis contenant les épreuves sont seuls ouverts et les membres du jury procèdent à l'examen et à l'annotation des compositions.

Il est attribué à chacune des compositions une note variant de 0 à 20.

Chaque note est multipliée par le coefficient fixé à l'article 7. La somme des produits ainsi obtenus forme le nombre total des points pour l'ensemble des épreuves écrites.

ART. 16. — Le président du jury ouvre les enveloppes qui contiennent les bulletins individuels indiquant les noms des candidats ainsi que la devise et le numéro qu'ils ont choisis, et rapproche ces indications des devises et numéros portés en tête des compositions annotées.

ART. 17. — Après correction des épreuves écrites, le jury arrête la liste des candidats admis à subir les épreuves orales. Nul ne peut être admis aux épreuves orales s'il n'a obtenu un total d'au moins 156 points.

Toute note inférieure à 6 est éliminatoire.

ART. 18. — Les candidats admissibles aux épreuves écrites doivent se rendre à Rabat pour y subir les épreuves orales. Ils ont droit, s'ils habitent hors de l'Afrique du Nord, au remboursement de leurs frais de voyage en 3^e classe par voie ferrée du lieu de leur résidence en France au port d'embarquement et bénéficient de réquisitions de passage gratuit pour le voyage en 2^e classe sur les paquebots et, le cas échéant, sur les chemins de fer pour le trajet de Casablanca ou d'Oran à Rabat. S'ils résident en Algérie ou en Tunisie, ils ont droit au remboursement de leurs frais de voyage par voie ferrée du lieu de leur résidence à Rabat en 2^e classe.

Les candidats qui ne sont pas définitivement admis ont droit au voyage de retour dans les mêmes conditions.

ART. 19. — Chaque note des épreuves orales obligatoires est multipliée par le coefficient fixé à l'article 7. La somme des produits ainsi obtenus forme le total des points pour l'ensemble des épreuves orales obligatoires.

Est éliminé tout candidat ayant obtenu une note inférieure à 8 aux épreuves orales obligatoires.

Nul ne peut entrer en ligne de compte pour le classement s'il n'a obtenu un total d'au moins 60 points pour les épreuves orales obligatoires.

A ce total, s'ajoutent pour le classement définitif les points excédant la note 10 et obtenus à l'épreuve facultative.

ART. 20. — Trois listes sont dressées par le jury, comprenant les noms des candidats qui ont obtenu au moins 216 points pour l'ensemble des épreuves.

Sur une liste A est inscrit un nombre de candidats égal à celui des emplois mis au concours, les candidats étant classés d'après les points qu'ils ont obtenus, à quelque catégorie qu'ils appartiennent.

Sur une liste B sont inscrits les noms des candidats (contrôleurs principaux et contrôleurs), dans la limite du nombre de places qui leur sont réservées conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté viziriel susvisé du 2 janvier 1951.

Sur une liste C sont inscrits les noms des candidats marocains, dans la limite du nombre des emplois à eux réservés au titre du dahir du 14 mars 1939 et en vertu de l'arrêté résidentiel du 14 mars 1939.

Une liste D est établie, le cas échéant, sur laquelle sont inscrits les noms des candidats reconnus susceptibles de bénéficier de la réglementation sur les emplois réservés aux ressortissants de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre.

Dans le cas où tous les candidats des listes B, C et D figureraient également sur la liste A, celle-ci devient la liste définitive.

Dans le cas contraire, les candidats inscrits sur les listes B, C et D sont appelés à remplacer les derniers de la liste A, de manière que la liste définitive comprenne, dans les conditions prévues ci-dessus, autant de candidats bénéficiaires des emplois réservés qu'il y a d'emplois réservés, compte tenu des dispositions prévues à l'article premier, paragraphe 3, pour les candidats marocains.

Au cas où les résultats du concours laisseraient disponible la totalité ou une partie des emplois sur les listes B et D, ceux-ci seront attribués aux autres candidats venant en rang utile.

Les candidats figurant sur la liste définitive bénéficieront d'une majoration de 10 points lorsqu'ils seront pourvus d'un des diplômes ou certificats prévus à l'article 2, paragraphe 4 ci-dessus.

ART. 21. — Le directeur des finances arrête la liste nominative des candidats admis définitivement.

Les candidats reçus sont nommés en qualité de stagiaires et reçoivent, le cas échéant, une indemnité compensatrice dans les conditions fixées par l'arrêté viziriel du 3 juillet 1928.

A l'expiration du stage, les stagiaires ne peuvent être titularisés que s'ils ont subi avec succès les épreuves d'un examen professionnel particulier à chaque service et dont le programme

et les conditions sont fixés par un arrêté du directeur des finances. Ils doivent, en outre, avoir satisfait obligatoirement à une épreuve d'arabe qui peut être subie au cours ou à la fin du stage.

ART. 22. — Dans leur demande d'admission au concours, les candidats sont autorisés à désigner le service où ils désirent être affectés en cas de succès : douanes et impôts indirects, impôts directs, perceptions, enregistrement et timbre, domaines. Il est satisfait à ces demandes lorsque les nécessités du service ne s'y opposent pas, d'après leur rang de classement.

ART. 23. — Les candidats reçus et qui résident hors du Maroc ont droit, pour leur famille, au remboursement des frais de transport prévu par l'article 18 ci-dessus.

ART. 24. — A partir du jour de leur nomination dans l'un des cadres énumérés à l'article premier, les agents stagiaires sont soumis aux règles propres au service qui les régit.

ART. 25. — Nul ne pourra être autorisé à se présenter plus de trois fois au concours.

ART. 26. — En application des dispositions de l'article 9 de l'arrêté viziriel susvisé du 2 janvier 1951, il ne sera exigé des candidats au premier concours que le baccalauréat de l'enseignement secondaire.

Toutefois, leur nomination en qualité de stagiaire ne deviendra définitive que s'ils justifient dans l'année du concours, sous peine de licenciement, d'une inscription dans une faculté de droit.

Rabat, le 14 février 1951.

Pour le directeur des finances,

L'inspecteur général des services financiers,

COURSON.

Arrêté du directeur des finances du 17 février 1951 portant ouverture d'un concours pour l'emploi d'inspecteur adjoint stagiaire des douanes et impôts indirects, des impôts directs, de l'enregistrement, des domaines et de stagiaire des perceptions.

LE DIRECTEUR DES FINANCES,

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1929 portant organisation du personnel des cadres administratifs de la direction des finances ;

Vu l'arrêté viziriel du 2 janvier 1951 fixant les règles transitoires pour le recrutement des inspecteurs adjoints stagiaires des douanes et impôts indirects, des impôts directs, de l'enregistrement, des domaines et des stagiaires des perceptions, et notamment son article premier ;

Vu l'arrêté du directeur des finances du 14 février 1951 fixant les conditions, les formes et le programme du concours pour le recrutement des inspecteurs adjoints stagiaires des douanes et impôts indirects, des impôts directs, de l'enregistrement, des domaines et des stagiaires des perceptions, et notamment son article premier ;

Vu le dahir du 14 mars 1939 fixant les conditions de l'admission des sujets marocains à concourir pour les emplois des administrations publiques du Protectorat et le régime qui leur est appliqué dans le classement aux concours et examens, tel qu'il a été modifié, notamment par le dahir du 8 mars 1950 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 14 mars 1939 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission des emplois réservés aux Marocains pour l'accès aux administrations publiques du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour l'emploi d'inspecteur adjoint stagiaire des douanes et impôts indirects, des impôts directs, de l'enregistrement, des domaines et de stagiaire des perceptions, s'ouvrira à Rabat et à Paris, et si le nombre des candidats le justifie, dans d'autres centres, les 7 et 8 juin 1951.

Le nombre des emplois mis au concours est fixé à trente (30) répartis comme suit :

Administration des douanes et impôts indirects	14
Impôts directs	7
Perceptions	5
Enregistrement et timbre	2
Domaines	2

ART. 2. — Sur le nombre des emplois mis au concours, six sont réservés aux contrôleurs principaux et contrôleurs des cadres extérieurs de la direction des finances bénéficiaires de l'arrêté viziriel susvisé du 2 janvier 1951 et six aux candidats marocains en application des dispositions du dahir et de l'arrêté résidentiel susvisés du 14 mars 1939.

ART. 3. — Le nombre d'emplois susceptibles d'être attribués aux ressortissants de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre sera fixé ultérieurement, le cas échéant.

ART. 4. — La liste d'inscription sera close le 26 avril 1951. Les demandes d'admission au concours établies sur papier timbré, et les pièces réglementaires (notamment les attestations de diplômes) devront parvenir avant cette date au bureau du personnel de la direction des finances, à Rabat.

Rabat, le 17 février 1951.

Pour le directeur des finances,
L'inspecteur général
des services financiers,

COURSON.

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

Arrêté viziriel du 10 février 1951 (3 jourmada I 1370) modifiant l'arrêté viziriel du 7 avril 1949 (8 jourmada II 1368) portant création de bourses d'études en faveur des candidats aux emplois techniques de la direction des travaux publics.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 7 avril 1949 (8 jourmada II 1368) portant création de bourses d'études en faveur des candidats aux emplois techniques de la direction des travaux publics ;

Sur la proposition du directeur des travaux publics, après avis du secrétaire général du Protectorat et du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'arrêté viziriel susvisé du 7 avril 1949 (8 jourmada II 1368) est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier. — Des bourses d'études peuvent être accordées, par arrêté du directeur des travaux publics, aux étudiants français et marocains qui suivent des cours les préparant aux carrières techniques de la direction des travaux publics et s'engagent à servir pendant huit ans au moins dans un emploi de cette direction, des établissements publics ou offices qui y sont rattachés. »

« Article 2. — Ces bourses sont accordées annuellement dans la limite des crédits inscrits à cet effet au budget, après avis d'une commission comprenant : »

(La suite de l'article sans modification.)

Fait à Rabat, le 3 jourmada I 1370 (10 février 1951).

Le nab du Grand Vizir,
AHMED EL HASNAOUI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 février 1951.

Pour le Commissaire résident général,
Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. DE BLESSON.

Arrêté du directeur des travaux publics du 25 janvier 1951 portant ouverture d'un examen professionnel pour l'accession à l'emploi d'adjoint technique des travaux publics du Maroc.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 relatif au statut du personnel de la direction des travaux publics et, notamment, l'article 14, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 7 juillet 1947 ;

Vu l'arrêté directeur du 26 octobre 1949 fixant les conditions et le programme de l'examen professionnel pour l'emploi d'adjoint technique des travaux publics ;

Vu le dahir du 14 mars 1939 fixant les conditions de l'admission des sujets marocains à concourir pour les emplois des administrations publiques du Protectorat, modifié par le dahir du 8 mars 1950 ;

Vu la circulaire n° 65/S.P. du 18 septembre 1950, pour l'application du dahir susvisé du 8 mars 1950,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un examen professionnel pour quatorze emplois d'adjoint technique des travaux publics du Maroc, dont quatre emplois réservés aux candidats sujets marocains, sera organisé à Rabat, du 21 au 25 mai 1951.

ART. 2. — Le nombre des emplois réservés aux candidats bénéficiaires de la législation sur les emplois réservés aux ressortissants de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre, sera fixé ultérieurement.

Les quatre emplois réservés aux candidats sujets marocains se répartissent comme suit :

Trois résultant de l'application du dahir du 14 mars 1939 ;

Un provenant de ceux réservés à la suite des résultats de l'examen professionnel de la 2^e session 1950 (application du dahir du 8 mars 1950).

ART. 3. — Au vu des résultats de l'examen professionnel et sur la proposition du jury, il pourra être établie une liste d'admission portant sur un nombre de candidats supérieur au nombre des emplois mis en compétition sans pouvoir dépasser toutefois le quart de ce dernier nombre. La décision à prendre devra intervenir avant la publication de la liste définitive des candidats reçus.

ART. 4. — Les demandes des candidats devront parvenir à la direction des travaux publics à Rabat, au plus tard le 21 avril 1951.

Rabat, le 25 janvier 1951.

Pour le directeur des travaux publics,
Le directeur adjoint,

JEANDET.

Arrêté du directeur des travaux publics du 25 janvier 1951 portant ouverture d'un concours direct pour l'emploi d'agent technique des travaux publics.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,

Vu l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 relatif au statut du personnel de la direction des travaux publics et, notamment, l'article 15, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 7 juillet 1947 ;

Vu l'arrêté directeur du 16 janvier 1950 fixant les conditions et le programme du concours direct pour l'emploi d'agent technique des travaux publics ;

Vu le dahir du 14 mars 1939 fixant les conditions de l'admission des sujets marocains à concourir pour les emplois des administrations publiques du Protectorat, modifié par le dahir du 8 mars 1950 ;

Vu la circulaire n° 65/S.P. du 18 septembre 1950, pour l'application du dahir susvisé du 8 mars 1950,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours direct pour trente emplois d'agent technique des travaux publics, dont huit emplois réservés

aux candidats sujets marocains, sera organisé à Rabat, le 28 mai 1951 et jours suivants.

ART. 2. — Le nombre des emplois réservés aux candidats bénéficiaires de la législation sur les emplois réservés aux ressortissants de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre, sera fixé ultérieurement.

Les huit emplois réservés aux candidats sujets marocains se répartissent comme suit :

Sept, résultant de l'application du dahir du 14 mars 1939 ;

Un provenant de ceux réservés à la suite des résultats du concours de la 2^e session 1950 (application du dahir du 8 mars 1950).

ART. 3. — Au vu des résultats du concours et sur la proposition du jury, il pourra être établi une liste d'admission portant sur un nombre de candidats supérieur au nombre des emplois mis au concours sans pouvoir toutefois dépasser le quart de ce dernier nombre. La décision à prendre devra intervenir avant la publication de la liste définitive des candidats reçus.

ART. 4. — Les demandes des candidats devront parvenir à la direction des travaux publics à Rabat, au plus tard le 28 avril 1951.

Rabat, le 25 janvier 1951.

Pour le directeur des travaux publics,
Le directeur adjoint,

JEANDET.

DIRECTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DES MINES

Arrêté viziriel du 10 février 1951 (3 jourmada I 1370) rapportant certaines dispositions de l'arrêté viziriel du 11 août 1949 (16 chaoual 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 (11 safar 1360) relatif au statut du personnel de la direction des communications, de la production industrielle et du travail.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 11 août 1949 (16 chaoual 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 (11 safar 1360) relatif au statut du personnel de la direction des communications, de la production industrielle et du travail, et notamment son article 2 abrogeant les articles 19 à 23 de l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 (11 safar 1360) ;

Considérant que les articles 19, 20 et 20 bis de l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 (11 safar 1360) doivent continuer à régir certains personnels de la direction de la production industrielle et des mines ;

Sur la proposition du directeur de la production industrielle et des mines,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 2 de l'arrêté viziriel du 11 août 1949 (16 chaoual 1368) modifiant l'arrêté viziriel du 10 mars 1941 (11 safar 1360) relatif au statut du personnel de la direction des communications, de la production industrielle et du travail, est rapporté en tant qu'il abroge les articles 19, 20 et 20 bis du texte susvisé.

Fait à Rabat, le 3 jourmada I 1370 (10 février 1951).

Le naïb du Grand Vizir,

AHMED EL HASNAOUI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 17 février 1951.

Pour le Commissaire résident général,

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES FORÊTS

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 14 février 1951 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'un chef de pratique agricole.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET
DES FORÊTS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 20 décembre 1946 portant organisation du personnel des cadres techniques de l'agriculture, de l'horticulture, de la défense des végétaux et des laboratoires de chimie agricole et industrielle, notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté directorial du 21 juillet 1947 portant réglementation du concours pour les emplois de chef de pratique agricole et de contrôleur de la défense des végétaux,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement d'un chef de pratique agricole s'ouvrira à partir du 17 avril 1951, à Rabat, à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts.

ART. 2. — Les listes d'inscription ouvertes à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (division de l'agriculture et de l'élevage), seront closes un mois avant la date du concours.

Rabat, le 14 février 1951.

SOULMAGNON.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 14 février 1951 portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'un contrôleur de la défense des végétaux.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET
DES FORÊTS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 20 décembre 1946 portant organisation du personnel des cadres techniques de l'agriculture, de l'horticulture, de la défense des végétaux et des laboratoires de chimie agricole et industrielle, notamment son article 2 ;

Vu l'arrêté directorial du 21 juillet 1947 portant réglementation du concours pour les emplois de chef de pratique agricole et de contrôleur de la défense des végétaux,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour le recrutement d'un contrôleur de la défense des végétaux s'ouvrira à partir du 15 mai 1951, à Rabat, à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts.

ART. 2. — Les listes d'inscription ouvertes à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (division de l'agriculture et de l'élevage), seront closes un mois avant la date du concours.

Rabat, le 14 février 1951.

SOULMAGNON.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 15 février 1951, il est créé au chapitre 19 (Conseil du Gouvernement) à compter du 1^{er} janvier 1949, par transformation d'un emploi d'agent journalier : un emploi de sous-agent public.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 19 février 1951, il est créé au chapitre 20, secrétariat général du Protectorat (section économique, service des statistiques) à compter du 1^{er} janvier 1949, par transformation d'un emploi d'agent auxiliaire : un emploi de commis.

Nominations et promotions.

CABINET CIVIL

Est nommé *sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon* du 1^{er} janvier 1951 : M. Mohamed ben Salem ben Lahsèn, sous-agent public de 2^e catégorie, 3^e échelon. (Arrêté directorial du 26 janvier 1951.)

* * *

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT.

M. Oved Georges, administrateur civil de 2^e classe (1^{er} échelon), est nommé, pour ordre, en cette qualité, *chef de bureau de 3^e classe* (nouvelle hiérarchie) du 16 décembre 1950. (Arrêté résidentiel du 27 janvier 1951.)

Est nommé *chef de bureau de 3^e classe* du 1^{er} septembre 1950 : M. Bartoli Charles, sous-chef de bureau de 2^e classe du cadre des administrations centrales. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 30 décembre 1950.)

Est nommé *secrétaire d'administration de 2^e classe (1^{er} échelon)* du 1^{er} octobre 1948, avec 1 an d'ancienneté, reclassé *secrétaire d'administration de 2^e classe (3^e échelon)* à la même date, avec ancienneté du 3 mai 1946 (bonification pour services militaires : 5 ans 4 mois 27 jours), et nommé *secrétaire d'administration de 1^{re} classe (1^{er} échelon)* à la même date, avec ancienneté du 1^{er} juin 1948, et *secrétaire d'administration de 1^{re} classe (2^e échelon)* du 1^{er} juin 1950 : M. Harmelin Gilbert. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat modifiant les arrêtés des 29 mars 1949 et 5 mai 1950.)

Est nommé *secrétaire d'administration de 2^e classe (1^{er} échelon)* du 1^{er} janvier 1949, avec 1 an d'ancienneté, reclassé *secrétaire d'administration de 2^e classe (3^e échelon)* à la même date, avec ancienneté du 2 mars 1946 (bonification pour services militaires : 5 ans 9 mois 28 jours), et nommé *secrétaire d'administration de 1^{re} classe (1^{er} échelon)* à la même date, avec ancienneté du 1^{er} avril 1948, et *secrétaire d'administration de 1^{re} classe (2^e échelon)* du 1^{er} mai 1950 : M. Mazurier Martial. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 27 novembre 1950 modifiant les arrêtés des 19 septembre 1949 et 5 mai 1950.)

Est nommé *secrétaire d'administration de 2^e classe (1^{er} échelon)* du 1^{er} janvier 1949, avec 1 an d'ancienneté, reclassé *secrétaire d'administration de 2^e classe (3^e échelon)* à la même date, avec ancienneté du 11 mars 1948 (bonification pour services militaires : 3 ans 9 mois 19 jours), et nommé *secrétaire d'administration de 1^{re} classe (1^{er} échelon)* du 1^{er} avril 1950 : M. Sélariès Alexis. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 27 novembre 1950 modifiant les arrêtés des 25 avril 1949 et 5 mai 1950.)

Est nommé *secrétaire d'administration de 2^e classe (1^{er} échelon)* du 1^{er} janvier 1949, avec 1 an d'ancienneté, et reclassé *secrétaire d'administration de 2^e classe (3^e échelon)* à la même date, avec ancienneté du 18 décembre 1948 (bonification pour services militaires : 3 ans 12 jours) : M. Lefort Joseph. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 27 novembre 1950 modifiant les arrêtés des 17 mai 1949 et 5 mai 1950.)

Est nommé *secrétaire d'administration de 2^e classe (1^{er} échelon)* du 1^{er} janvier 1949, avec 1 an d'ancienneté, reclassé *secrétaire d'administration de 2^e classe (3^e échelon)* à la même date, avec ancien-

neté du 28 août 1948 (bonification pour services militaires : 3 ans 4 mois 3 jours), et nommé *secrétaire d'administration de 1^{re} classe (1^{er} échelon)* du 1^{er} novembre 1950 : M. Laporte Robert. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 27 novembre 1950 modifiant les arrêtés des 25 avril 1949 et 5 mai 1950.)

* * *

DIRECTION DES AFFAIRES CHÉRIFIENNES.

Est incorporé dans le cadre des employés et agents publics, en qualité de *conservateur de palais* (train automobile de S.M. le Sultan) du 1^{er} janvier 1950, et classé dans la *hors catégorie, 1^{er} échelon* : M. Blanc Maurice, agent temporaire. (Arrêté viziriel du 16 janvier 1951.)

* * *

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR.

Est titularisé et reclassé *rédacteur de 3^e classe des services extérieurs* du 5 janvier 1950, avec ancienneté du 5 janvier 1949 (bonification pour services militaires : 10 mois 25 jours) : M. Barraza Charles. (Arrêté directorial du 26 décembre 1950.)

Est nommé *interprète stagiaire* du 1^{er} décembre 1950 : M. Komiha Abdelrazak, élève interprète, titulaire du certificat d'aptitude à l'interprétariat. (Arrêté directorial du 24 novembre 1950.)

Sont nommés, après concours, *commis stagiaires* du 1^{er} décembre 1950 : MM. Allenda Munuel, Alvaro Joseph, Briemant Hippolyte, Léoni Léon, Monnet Raymond et Peltier René. (Arrêtés directoriaux du 5 janvier 1951.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est titularisé et nommé *sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon* du 1^{er} janvier 1949, avec ancienneté du 22 novembre 1946, et *7^e échelon* du 1^{er} février 1950 : M. Mohamed ben Abdallah, garçon de bureau. (Arrêté directorial du 23 août 1950.)

* * *

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.

Sont nommés :

Gardiens de la paix stagiaires :

Du 1^{er} septembre 1950 : MM. Bouteiller Jean, Durotu Albert et Kasianis Roland ;

Du 1^{er} octobre 1950 : MM. Abtey Jean, Aumaitre Paul, Boissier Maurice, Cerdan Joseph, Crès Oswald, Franco Francisco, Gobron Robert, Guillery Marcel, Lasausse Roger, Morère Gilbert, Pénalva Louis, Rémy Albert et Rota Roger ;

Du 1^{er} novembre 1950 : M. Rey Jacques, gardiens de la paix auxiliaires.

Sont titularisés et reclassés :

Inspecteur de sûreté hors classe du 1^{er} juin 1950, avec ancienneté du 27 mars 1948 (bonification pour services militaires : 90 mois 4 jours) : M. Farre Raymond ;

Inspecteur de sûreté de 2^e classe du 1^{er} juillet 1950, avec ancienneté du 27 août 1949 (bonification pour services militaires : 25 mois 4 jours) : M. Bourgeat Stanislas, inspecteurs de police stagiaires ;

Gardiens de la paix de 1^{re} classe :

Du 1^{er} mars 1949, avec ancienneté du 1^{er} juin 1947 (bonification pour services militaires : 79 mois 12 jours) : M. Le Coq Francis ;

Du 1^{er} novembre 1949 :

Avec ancienneté du 24 avril 1948 (bonification pour services militaires : 63 mois 7 jours) : M. Duron Adolphe ;

Avec ancienneté du 10 mai 1948 (bonification pour services militaires : 64 mois 21 jours) : M. Boschel Emile ;

Avec ancienneté du 24 septembre 1948 (bonification pour services militaires : 60 mois 7 jours) : M. Talarmin François ;

Avec ancienneté du 27 janvier 1949 (bonification pour services militaires : 56 mois 4 jours) : M. Rumeu André ;

Avec ancienneté du 27 février 1949 (bonification pour services militaires : 55 mois 4 jours) : M. Renucci Jules ;

Du 1^{er} décembre 1949, avec ancienneté du 8 octobre 1949 (bonification pour services militaires : 48 mois 29 jours) : M. Pasqualini Philippe ;

Gardiens de la paix de 2^e classe :

Du 1^{er} novembre 1949 :

Avec ancienneté du 15 décembre 1947 (bonification pour services militaires : 46 mois) : M. Moréno François ;

Avec ancienneté du 7 mars 1948 (bonification pour services militaires : 42 mois 24 jours) : M. Venturi Jean-Baptiste ;

Avec ancienneté du 17 janvier 1949 (bonification pour services militaires : 32 mois 14 jours) : M. Candela Roger ;

Du 1^{er} décembre 1949 :

Avec ancienneté du 18 mai 1948 (bonification pour services militaires : 41 mois 22 jours) : M. Mas Augustin ;

Avec ancienneté du 29 décembre 1948 (bonification pour services militaires : 34 mois 2 jours) : M. Giraud Raymond ;

Gardiens de la paix de 3^e classe :

Du 1^{er} novembre 1949 :

Avec ancienneté du 6 février 1948 (bonification pour services militaires : 19 mois 25 jours) : M. Fortoul Pierre ;

Avec ancienneté du 6 juillet 1948 (bonification pour services militaires : 14 mois 25 jours) : M. Raynal Antoine ;

Avec ancienneté du 24 juillet 1948 (bonification pour services militaires : 14 mois 7 jours) : M. Marconot Jean ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1948 (bonification pour services militaires : 12 mois) : M. Raynaud Jean ;

Du 1^{er} décembre 1949 :

Avec ancienneté du 24 mai 1948 (bonification pour services militaires : 17 mois 16 jours) : M. Villeneuve Robert ;

Avec ancienneté du 9 juin 1948 (bonification pour services militaires : 16 mois 22 jours) : M. Bertrand Lucien ;

Avec ancienneté du 1^{er} novembre 1948 (bonification pour services militaires : 12 mois) : M. Lega Albert ;

Du 16 décembre 1949, avec ancienneté du 16 décembre 1948 (bonification pour services militaires : 10 mois 15 jours) : M. Pinelli Toussaint ;

Du 1^{er} janvier 1950, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1948 (bonification pour services militaires : 12 mois) : M. Triaire Jean ;

Du 2 janvier 1950, avec ancienneté du 2 janvier 1949 (bonification pour services militaires : 8 mois 29 jours) : M. Calatayud Julien ;

Du 9 février 1950, avec ancienneté du 9 février 1949 (bonification pour services militaires : 8 mois 22 jours) : M. Papailhau Michel ;

Du 26 avril 1950, avec ancienneté du 26 avril 1949 (bonification pour services militaires : 7 mois 6 jours) : M. Audoli René,

gardiens de la paix stagiaires.

Sont recrutés en qualité de *gardiens de la paix stagiaires* :

Du 13 novembre 1950 : M. Lahsèn ou Addou ou Mohammed ;

Du 1^{er} décembre 1950 : MM. Fortin Michel et Godou Michel ;

Du 16 décembre 1950 : M. Casciano Joseph ;

Du 26 décembre 1950 :

MM. Abbas ben Haj Omar ben Haj Arbi, Abbès ben Ouazziz ben moussa, Abdalfah ben Boutelh, Abdallah ben Kassam ben Mohammed, Abdallah ben Mati ben Tayebi, Abdallah ben Mohammed ben Abdallah, Abdelkader ben Mellali ben Mbarek, Abdesslam ben Moha ben Taïbi, Abdesslam ben Mohamed ben Ahmed, Abdesslem ben Lahsèn ben Makdot, Achour ben Alla Bou ben Aïssa, Addou ben Bouchkouk ben Mamoun, Ahmed ben Bachir ben Bachir, Ahmed ben Mohammed ben Ahmed (m^{le} 1430), Ahmed ben Mohammed ben Ahmed (m^{le} 1406), Ahmed ben Salah ben Hammou, Ahmed ou Mimoun ou Ali, Aïssa ben Rhazi ben Addou, Akka ben Haj ben Hanna, Ali ben Ahmed ben Mhammed, Ali ben Brahim ben Ali, Ali ben Kaddour ben X..., Ali ben Moussa ben Houssine, Ali ben Thami ben Jilali, Ali ou Haddou ou Moha, Ali ou Ahmed ou Nassèr, Ali ou Ahmed ou Rahhal, Allal ben Kbir ben Allal, Allal ben Mohammed ben Kaddour, Arbi ben Abbou ben Addou, Arbi ben Mouloud ben Addou, Ayachi ben Haj Ahmed ben Mohammed ;

Benachir ben Mohammed ben Saïd, Benaïssa ben Mohammed ben Ahmed, Bouali ben Ayachi ben Atta, Boubekour ben Ali ben Bekkassam, Bouchaïb ben Ahmed ben Kassam, Boujema ben Ahmed ben Haj, Boulal ben Hammou ben Aïssa, Brahim ben Abdesslam ben Omar, Brahim ben Ahmed ben Mohammed, Brahim ben Nassèr ben Mohammed, Diallah ben Mohammed ben Allah, Hammadi ben Assou ben Ichi, Hassane ben Thami ben Hassane, Kebir ben Brahim ben Lahsèn, Khella ou Addou ou Ikhlef, Lahsèn ben Mati ben Bouali, Lahsèn ben Mohammed ben Mohammed, Louadoudi ben Bahloui ben Thami, Mahjoub ben Mohammed ben Abdallah, M'Ahmed ben Mohammed ben Mohamed, Mekki ben Hammadi ben Abbou, Mhammed ben Ahmed ben Lahsèn, Mhammed ben Kaddour ben Houssine, Mhammed ben Tahar ben Rhezouani, Miloudi ben Arbi ben Jilali, Mimoun ben Abbou ou Houssine, Mimoun ou Kaddour ou Kessou, Moha ou Ali ou Ahmed, Moha ou Ali ou Bassou, Moha ou Ali ou Nassèr ;

Moha ou Mimoun ou Moha, Moha ou Nassèr ou Ali, Moha ou Saïd ou X..., Mohammed ben Ali ben Abdesslam, Mohammed ben Ali ben Tahar, Mohammed ben Bachir ben Haj Mohammed, Mohammed ben Benachir ben Bouchaïb, Mohammed ben Bouchaïb ben el Arbi, Mohammed ben Houssine ben Kessou, Mohammed ben Mati ben Salah, Mohammed ben Moha ou Ali, Mohammed ben Mohammadi ben Mohammadi, Mohammed ben Omar ben Hadj, Mohammed ben Salah ben Khali, Mohammed ben Salem ben Ahmed, Mohammed ou Lahsèn ou Jilali, Mohammed ou Moha ou Salah, Mohammed ou Mohammed ou Taleb, Mostafa ben Mohammed ben Mohammed, Oulaïd ou Moha ou Oulaïd, Rahhal ben Mahjoub ben Haj Mekki, Saïd ben Jilali ben Moha, Saïd ben Mohammed ben Abdallah, Saïd ou Mohammed ou Houssine, Saïd ou Mohand ou Houssine, Salah ben Ahmed ben Ahmed, Salah ben Brahim ben X..., Salah ben Houssine ben Haj Mohammed, Salah ben Moha ben Allal, Sougrati ben M'Hammed ben Tahar, Taïbi ben Mohammed ben Altah, Tamine ben Taïbi ben Bouazza, Zeïd ou Hammou ou Yidir et Zeïd ou Hassan ou Haddou ;

Du 1^{er} janvier 1951 : M. Auradou Yves.

(Arrêtés directoriaux des 29 novembre, 5, 20, 26, 27, 28 décembre 1950, 3, 12 et 23 janvier 1951.)

* * *

DIRECTION DES FINANCES.

Le traitement de base de M. Milliand Charles, contrôleur des engagements de dépenses, est fixé à 927.000 francs à compter du 1^{er} janvier 1950 et à 985.000 francs à compter du 1^{er} juillet 1950.

L'indice de traitement de l'intéressé est fixé à 675, à compter du 1^{er} janvier 1951.

(Arrêté viziriel du 10 février 1951 modifiant l'arrêté du 9 mai 1950.)

Est acceptée, à compter du 1^{er} février 1951, la démission de son emploi de M. Benitsa Lucien, agent de recouvrement, 4^e échelon.

Est acceptée, à compter du 15 février 1951, la démission de son emploi de M. Benhamou Salomon, commis stagiaire.

(Arrêtés directoriaux du 20 janvier 1951.)

Est titularisé et reclassé *commis de 2^e classe* du 16 décembre 1949, avec ancienneté du 18 avril 1948 (bonification pour services militaires : 5 ans 1 mois 28 jours) : M. *Sergent Charles*, commis stagiaire. (Arrêté directorial du 31 janvier 1951.)

Sont nommés, dans le service des impôts directs :

Inspecteur adjoint de 1^{re} classe du 2 janvier 1951, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1948 : M. Pageau Claude, inspecteur adjoint de 1^{re} classe en service détaché ;

Contrôleur principal, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1948, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1944, et *contrôleur principal de classe exceptionnelle, 1^{er} échelon* à la même date : M. Blanc Frédéric, contrôleur adjoint de 1^{re} classe ;

Contrôleurs principaux, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1948, avec ancienneté du 1^{er} août 1946, et *contrôleurs principaux de classe exceptionnelle, 1^{er} échelon* à la même date : MM. Cosson Georges et Tougeron Georges, contrôleurs adjoints de 1^{re} classe ;

Contrôleur principal, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1948, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1947, et *contrôleur principal de classe exceptionnelle, 1^{er} échelon* du 1^{er} décembre 1949 : M. Alarcon Marcelin, contrôleur adjoint de 1^{re} classe ;

Contrôleurs principaux, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1948 :

Avec ancienneté du 1^{er} août 1946 : MM. Oletta Paulin, Manon Edmond, Biaggi Horace et Patti Dominique ;

Avec ancienneté du 1^{er} février 1948 : M^{me} Guyot de la Bretonnière Jeanne,

contrôleurs adjoints de 1^{re} classe ;

Contrôleur principal, 3^e échelon du 1^{er} octobre 1948, avec ancienneté du 1^{er} mai 1946, et *contrôleur principal, 4^e échelon* à la même date : M. Martin Martin, contrôleur adjoint de 2^e classe ;

Contrôleur principal, 3^e échelon du 1^{er} octobre 1948, avec ancienneté du 1^{er} juin 1947, et *contrôleur principal, 4^e échelon* du 1^{er} novembre 1949 : M. Botti Jean, contrôleur adjoint de 2^e classe ;

Contrôleur principal, 3^e échelon du 1^{er} octobre 1948, avec ancienneté du 1^{er} mars 1948, et *contrôleur principal, 4^e échelon* du 1^{er} juin 1950 : M. Biancamaria Félix, contrôleur adjoint de 2^e classe ;

Contrôleur principal, 2^e échelon du 1^{er} octobre 1948, avec ancienneté du 1^{er} août 1946, *contrôleur principal, 3^e échelon* à la même date et *contrôleur principal, 4^e échelon* du 1^{er} octobre 1950 : M. Pilette Robert, contrôleur adjoint de 3^e classe ;

Contrôleur principal, 2^e échelon du 1^{er} octobre 1948 : M. Guille Georges, contrôleur adjoint de 3^e classe ;

Contrôleur, 7^e échelon du 1^{er} octobre 1948, avec ancienneté du 1^{er} mars 1947, et *contrôleur principal, 1^{er} échelon* du 1^{er} août 1949 : M. Mohamed ben Moulay el Feddil, contrôleur adjoint de 4^e classe ;

Contrôleur, 5^e échelon du 1^{er} octobre 1948, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1945, et *contrôleur, 6^e échelon* à la même date : M. Velly Henri, contrôleur adjoint de 5^e classe ;

Contrôleur, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1948, avec ancienneté du 1^{er} avril 1948, et *contrôleur, 5^e échelon* du 1^{er} août 1950 : M. Bouchaïb ben Ahmed Jdidi, agent principal de constatation et d'assiette, 2^e échelon ;

Contrôleur, 3^e échelon du 1^{er} octobre 1948, avec ancienneté du 16 août 1947, et *contrôleur, 4^e échelon* du 1^{er} février 1950 : M. Boccato Marcel, agent principal de constatation et d'assiette, 1^{er} échelon ;

Contrôleurs, 3^e échelon du 1^{er} octobre 1948 :

Avec ancienneté du 1^{er} septembre 1948 : M. Abdallah ben Mohamed el Hakim ;

Avec ancienneté du 23 septembre 1948 : M^{me} Martinez Yvette, agents de constatation et d'assiette, 5^e échelon ;

Contrôleur, 2^e échelon du 1^{er} octobre 1948, avec ancienneté du 23 avril 1946, et *contrôleur 3^e échelon* à la même date : M. Brette Guy, agent de constatation et d'assiette, 4^e échelon.

(Arrêtés directoriaux des 12 décembre 1950 et 23 janvier 1951.)

Sont nommés au service des perceptions du 1^{er} octobre 1948 :

Contrôleur 6^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1947, et *contrôleur, 7^e échelon* du 1^{er} février 1950 : M. Salierno Gervais ;

Contrôleur, 6^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1948, et *contrôleur, 7^e échelon* du 1^{er} décembre 1950 : M^{me} Pérès Denise ;

Contrôleurs, 6^e échelon :

Avec ancienneté du 16 septembre 1948 : M. Laguierce René ;

Sans ancienneté : M. Leclère Paul,

agents principaux de recouvrement, 4^e échelon ;

Contrôleur, 5^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} juin 1948, et *contrôleur, 6^e échelon* du 1^{er} novembre 1950 : M. Boudin Paul, agent principal de recouvrement, 3^e échelon ;

Contrôleur, 4^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} février 1947, et *contrôleur, 5^e échelon* du 1^{er} juillet 1949 : M. Campos Marius ;

Contrôleur, 4^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1948, et *contrôleur, 5^e échelon* du 1^{er} juin 1950 : M. Mordiconi Ange, agents principaux de recouvrement, 2^e échelon ;

Contrôleur, 3^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1947, et *contrôleur, 4^e échelon* du 1^{er} mai 1950 : M. Vitalis Raoul, agent principal de recouvrement, 1^{er} échelon ;

Contrôleur, 3^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} mars 1948, et *contrôleur, 4^e échelon* du 1^{er} septembre 1950 : M. Belle André ;

Contrôleur, 3^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} juin 1948, et *contrôleur, 4^e échelon* du 1^{er} septembre 1950 : M. Bernabeu Vincent ;

Contrôleur, 3^e échelon, avec ancienneté du 18 avril 1948, et *contrôleur, 4^e échelon* du 1^{er} octobre 1950 : M. Ambal Georges ;

Contrôleur, 3^e échelon, avec ancienneté du 24 mars 1948, et *contrôleur, 4^e échelon* du 1^{er} novembre 1950 : M. Boulanger Jean ;

Contrôleur, 3^e échelon, avec ancienneté du 20 mai 1948, et *contrôleur, 4^e échelon* du 1^{er} novembre 1950 : M. Delattre Marius ;

Contrôleur, 3^e échelon, avec ancienneté du 16 mai 1948, et *contrôleur, 4^e échelon* du 1^{er} décembre 1950 : M. Benjelloun Abdessellem ;

Contrôleur, 3^e échelon, avec ancienneté du 6 août 1948 : M. Ben Hida Mohamed,

agents de recouvrement, 5^e échelon ;

Contrôleurs, 2^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} février 1946, et *contrôleurs, 3^e échelon* du 1^{er} octobre 1948 : MM. Amic Michel et Laverne Robert ;

Contrôleur, 2^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} mars 1946, et *contrôleur, 3^e échelon* du 1^{er} octobre 1948 : M. Pilon Louis ;

Contrôleur, 2^e échelon, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1946, et *contrôleur, 3^e échelon* du 1^{er} avril 1949 : M. Vassal Louis ;

Contrôleur, 2^e échelon, avec ancienneté du 14 mars 1947, et *contrôleur, 3^e échelon* du 1^{er} août 1949 : M^{me} Péraldi Antoinette ;

Contrôleur, 2^e échelon, avec ancienneté du 30 janvier 1947, et *contrôleur, 3^e échelon* du 1^{er} septembre 1949 : M. Pinton Henri ;

Contrôleur, 2^e échelon, avec ancienneté du 25 mai 1947, et *contrôleur, 3^e échelon* du 1^{er} novembre 1949 : M. Barthelet Claude, agents de recouvrement, 4^e échelon ;

Contrôleur, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 1^{er} juin 1948, et *contrôleur, 2^e échelon* du 1^{er} décembre 1950 : M. Pochard Jacques, agent de recouvrement, 2^e échelon ;

Contrôleur, 1^{er} échelon du 1^{er} décembre 1948, avec ancienneté du 26 janvier 1948, et *contrôleur, 2^e échelon* du 1^{er} août 1950 : M. Aragon Frédéric, agent de recouvrement, 2^e échelon ;

Contrôleur, 1^{er} échelon du 21 décembre 1948, avec ancienneté du 8 avril 1948, et contrôleur, 2^e échelon du 1^{er} octobre 1950 : M. Valéro Claude, agent de recouvrement, 2^e échelon.

Est reclassé agent de recouvrement, 2^e échelon du 23 décembre 1950, avec ancienneté du 1^{er} août 1948 (bonification pour services militaires : 1 an 2 mois 5 jours) : M. Lamon Guy.

(Arrêtés directoriaux des 12 et 17 janvier 1951)

*
* *

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS.

Est nommé, après concours, ingénieur adjoint de 4^e classe du 1^{er} décembre 1950 : M. Cortey Claude. (Arrêté directorial du 24 janvier 1951.)

Est reclassé adjoint technique de 3^e classe du 1^{er} novembre 1948, avec ancienneté du 19 juillet 1948, et promu adjoint technique de 2^e classe du 1^{er} septembre 1950 : M. Bihet Paul, adjoint technique de 4^e classe. (Arrêté directorial du 6 janvier 1951.)

Est reclassée commis principal de 3^e classe du 1^{er} juin 1949, avec ancienneté du 14 juin 1946 : M^{me} Toro Aimée, commis de 3^e classe. (Arrêté directorial du 6 janvier 1951.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est nommé sous-agent public de 3^e catégorie, 3^e échelon (manœuvre non spécialisé) du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1947 : M. Kaddour ben Mohamed ben Kaddour, agent journalier. (Arrêté directorial du 27 novembre 1950.)

*
* *

DIRECTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DES MINES.

Est reclassé ingénieur adjoint de 3^e classe du 1^{er} juillet 1950, avec ancienneté du 7 décembre 1949 (bonification pour services militaires et de guerre : 2 ans 6 mois 24 jours) : M. Gros Robert, ingénieur adjoint de 4^e classe. (Arrêté directorial du 27 décembre 1950.)

Est nommée préparatrice stagiaire du 1^{er} janvier 1951 : M^{lle} Dufresse Nicole. (Arrêté directorial du 22 janvier 1951.)

*
* *

DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES FORÊTS.

Est reclassé, en application des arrêtés viziriel des 28 septembre 1948 et 12 avril 1950, commis de 2^e classe du 16 mars 1947, avec ancienneté du 3 janvier 1945, et promu commis de 1^{re} classe du 1^{er} novembre 1947 : M. Protat François, commis de 3^e classe. (Arrêté directorial du 5 décembre 1950 annulant l'arrêté directorial du 21 décembre 1948.)

Est reclassé moniteur agricole de 6^e classe du 1^{er} juillet 1949, avec ancienneté du 22 décembre 1948 : M. Hamonic Albert, moniteur agricole de 7^e classe. (Arrêté directorial du 27 décembre 1950.)

Est reclassé, par application de l'arrêté résidentiel du 28 février 1946, commis stagiaire du 1^{er} mai 1942, commis de 3^e classe du 1^{er} mai 1943 et commis de 2^e classe du 1^{er} février 1945, avec ancienneté du 1^{er} mai 1943 (effet pécuniaire du 1^{er} février 1947) : M. Gimeno Pierre, commis principal de 3^e classe. (Arrêté directorial du 16 janvier 1951.)

Est nommée, par application de l'arrêté viziriel du 30 juillet 1947, commis principal de classe exceptionnelle (indice 250) du 1^{er} octobre 1950, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1946 : M^{me} Maraval Suzanne, dame dactylographe hors classe (2^e échelon). (Arrêté directorial du 14 novembre 1950.)

Est recruté en qualité de garde stagiaire des eaux et forêts du 1^{er} décembre 1950 : M. Césari Michel. (Arrêté directorial du 12 décembre 1950.)

Est licencié de son emploi et rayé des cadres du 1^{er} février 1951 : M. Le Masle Julien, garde stagiaire des eaux et forêts. (Arrêté directorial du 1^{er} février 1951.)

Est titularisé et nommé contrôleur adjoint de 3^e classe du 1^{er} décembre 1950, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1949 : M. Illa Jean, contrôleur adjoint stagiaire. (Arrêté directorial du 15 janvier 1951.)

*
* *

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Sont nommés :

Du 1^{er} janvier 1949 :

Chargés d'enseignement (cadre unique, 8^e échelon) :

Avec 23 ans 14 jours d'ancienneté : M. Rostaing Joseph ;

Avec 19 ans 6 mois d'ancienneté : M. Tritter Fernand ;

Avec 12 ans 6 mois d'ancienneté : M. Faure Marius ;

Avec 9 ans 6 mois d'ancienneté : M^{mes} Vieilly Catherine et Charvet Valentine ; M. Philippe Roger ;

Avec 10 ans 3 mois d'ancienneté : M^{me} Belle Marie-Louise ;

Avec 15 ans d'ancienneté : M. Rivet Georges ;

Avec 8 ans 9 mois d'ancienneté : M. Michel Joseph ;

Avec 7 ans 6 mois d'ancienneté : M^{me} Faure Rose-Marie ;

Avec 9 ans 1 mois d'ancienneté : M^{me} Hiboux Jeanne ;

Avec 3 ans 2 mois d'ancienneté : M^{me} Lazarev Nelly ;

Avec 2 ans 11 mois d'ancienneté : M^{me} Roset Jeanne ;

Avec 5 ans 7 mois 13 jours d'ancienneté : M^{me} Cayrol Antoinette ;

Avec 2 ans 6 mois d'ancienneté : M^{mes} Chalaud Louise et Mourrot Octavie ;

Avec 9 ans 3 mois d'ancienneté : M. Armand Marcel ;

Avec 9 mois d'ancienneté : M. Beaulieu Georges ;

Avec 14 ans 6 mois d'ancienneté : M. Coqblin Marcel ;

Avec 4 ans 9 mois d'ancienneté : M^{me} Grès Jeanne ;

Avec 13 ans 6 mois d'ancienneté : M. Lecomte Paul ;

Avec 12 ans d'ancienneté : M. Villar Joseph ;

Avec 20 ans 3 mois d'ancienneté : M^{me} Rochet Alice ;

Avec 16 ans 6 mois d'ancienneté : M. Donvez Georges ;

Avec 4 ans d'ancienneté : M^{me} Geysse Joséphine ;

Avec 16 ans d'ancienneté : M. Albert Louis ;

Avec 20 ans d'ancienneté : M. Couderchet Francisque ;

Avec 3 mois d'ancienneté : M^{me} Pradeau Eva ;

Avec 9 ans d'ancienneté : MM. Claverie Jean et Pratumiau Léon ;

Chargés d'enseignement (cadre unique, 7^e échelon) :

Avec 1 an 6 mois d'ancienneté : M^{me} Lécureuil Madeleine ;

Avec 1 an d'ancienneté : M^{lle} Ceccaldi Marie et M^{me} Castera Juliette ;

Avec 3 mois d'ancienneté : M^{me} Montagner Louise ;

Avec 11 mois d'ancienneté : M^{me} Laporte Hélène ;

Chargés d'enseignement (cadre unique, 1^{er} échelon) :

Avec 9 mois d'ancienneté : M^{me} Clément Antonia ;
 Sans ancienneté : M^{me} Grare Lily ;
 Avec 1 an 3 mois d'ancienneté : M. Chacouri Mohammed ;
 Avec 3 mois d'ancienneté : M. Rabau Maurice ;

*Professeurs licenciés ou certifiés (cadre unique) :**9^e échelon :*

Avec 18 ans 11 mois 8 jours d'ancienneté : M^{me} Larroche Jeanne ;
 Avec 7 ans 2 mois 22 jours d'ancienneté : M^{me} Guéry Suzanne ;
 Avec 13 ans 4 mois 6 jours d'ancienneté : M^{me} Wetzel Marie ;
 Avec 12 ans 9 mois d'ancienneté : M. Laya Sérénus ;
 Avec 16 ans 0 d'ancienneté : M. Michaud Paul ;
 Avec 8 ans 3 mois d'ancienneté : M. Nigay Claude ;
 Avec 6 ans d'ancienneté : M. Hoyau Jules ;
 Avec 1 an d'ancienneté : M^{me} Le Pallec Gabrielle ;

8^e échelon, avec 1 an d'ancienneté : M. Auriault Raoul ;

Surveillant général non licencié de 3^e classe (cadre supérieur) et surveillant général (cadre unique, 6^e échelon), avec 1 an 5 mois d'ancienneté : M. Vilarem Laurent ;

Surveillants généraux non licenciés de 1^{re} classe (cadre supérieur) et surveillants généraux de l'enseignement technique (cadre unique, 8^e échelon) :

Avec 3 ans 9 mois d'ancienneté : M. Charles-Dominique Albert ;
 Avec 9 ans 1 mois 8 jours d'ancienneté : M. Coulon René ;

Surveillants généraux de 3^e classe (1^{re} catégorie de l'ancien cadre unique) et surveillants généraux de l'enseignement du second degré (cadre unique, 6^e échelon) :

Avec 2 ans 3 mois d'ancienneté : M^{me} Lenoir Suzanne ;
 Avec 3 ans d'ancienneté : M. Bianchi Lucien ;

Surveillants généraux de 2^e classe (1^{re} catégorie de l'ancien cadre unique) et surveillants généraux de l'enseignement du second degré (cadre unique, 7^e échelon) :

Avec 2 ans 6 mois d'ancienneté : M. Lafourti Jean ;
 Avec 2 ans 8 mois d'ancienneté : M. Rouch Marcel ;
 Avec 2 ans 4 mois 10 jours d'ancienneté : M. Casanova André ;
 Avec 2 mois d'ancienneté : M. Cazenove Robert ;
 Avec 1 an d'ancienneté : M^{me} Chevillard Germaine ;
 Avec 3 mois d'ancienneté : M^{me} Benedetti Simone ;

Surveillants généraux de 1^{re} classe (1^{re} catégorie de l'ancien cadre unique) et surveillants généraux de l'enseignement du second degré (cadre unique, 8^e échelon) :

Avec 10 ans 9 mois d'ancienneté : M. Chiaroni Antoine ;
 Avec 7 ans 4 mois 9 jours d'ancienneté : M^{me} Audinet Odette ;
 Avec 6 ans 2 mois 8 jours d'ancienneté : M. Abadie Gérard ;
 Avec 3 ans 6 mois d'ancienneté : M. Chalaud Joseph ;
 Avec 3 ans 3 mois d'ancienneté : M. Balan Roger ;
 Avec 1 an 9 mois d'ancienneté : M. Castera André ;
 Avec 1 an 6 mois d'ancienneté : M^{me} Marty Marcelle ;
 Avec 1 an 2 mois 5 jours d'ancienneté : M^{me} Naves Denise ;
 Avec 5 mois d'ancienneté : M. Yvars Armand ;
 Avec 2 ans d'ancienneté : M. Aymeric Georges ;

Surveillants généraux (cadre unique, 8^e échelon) :

Avec 6 ans 3 mois d'ancienneté : M. Herteman Maurice ;
 Avec 5 mois d'ancienneté : M. Dersy Roger ;
 Avec 31 ans 2 mois 17 jours d'ancienneté : M. Depierre Narcisse ;
 Avec 13 ans 6 mois d'ancienneté : M^{me} Roques Marthe ;
 Avec 8 ans 6 mois 22 jours d'ancienneté : M^{me} Gravas Lucie ;
 Avec 6 ans 9 mois d'ancienneté : M^{me} Havre Aimée ;
 Avec 1 an 10 mois d'ancienneté : M. Casalta Ange ;

Professeur technique (cadre unique, 9^e échelon), avec 16 ans 6 mois d'ancienneté : M. Carol François ;

Professeurs techniques adjoints (cadre unique) :

9^e échelon, avec 13 ans 7 mois 24 jours d'ancienneté : M. Fléchet Henri ;

8^e échelon :

Avec 8 ans d'ancienneté : M. Masson Claude ;
 Avec 5 ans 9 mois 27 jours d'ancienneté : M. Besset Louis ;
 Avec 5 ans 2 mois d'ancienneté : M. Mercier-Charles ;
 Avec 1 an d'ancienneté : M. Carotte Jean ;
 Avec 3 ans 3 mois d'ancienneté : M. Hoofft Henri ;
 Avec 8 ans 5 mois 18 jours d'ancienneté : M. Cervéra Lucien ;
 Avec 4 ans 4 mois d'ancienneté : M. Roumailhac Antoine ;
 Avec 1 an 9 mois d'ancienneté : M. Véziat André ;

7^e échelon, avec 2 ans 10 mois d'ancienneté : M^{me} Boulogne Micheline ;

1^{er} échelon, avec 1 an d'ancienneté : M^{me} Chaulet Madeleine et Long Gabrielle ;

*Professeurs adjoints de l'enseignement technique (cadre unique) :**8^e échelon :*

Avec 2 ans 4 mois d'ancienneté : M^{me} Keller Marguerite ;
 Avec 15 ans 1 mois 15 jours d'ancienneté : M. Bozon Max ;

7^e échelon, avec 1 an 9 mois d'ancienneté : M. Giraud Maurice ;

Contremaitre (cadre unique, 8^e échelon), avec 3 ans d'ancienneté : M. Lugherini Elie ;

Professeurs d'éducation physique et sportive (cadre unique) :
9^e échelon, avec 1 an 6 mois d'ancienneté : M. Robert Roger ;

8^e échelon :

Avec 3 ans d'ancienneté : M. Bonnet Louis ;
 Avec 3 mois d'ancienneté : M. Machard-Bonnet Jean ;

7^e échelon :

Avec 7 mois d'ancienneté : M. Diebold Marc ;
 Avec 2 ans 11 mois d'ancienneté : M. Giraud René ;
 Avec 2 ans 9 mois d'ancienneté : M. Étévant René ;

4^e échelon, avec 3 ans 6 mois d'ancienneté : M. Frézet Émile ;

Maitres et maitresses d'éducation physique et sportive (cadre unique) :

6^e échelon, avec 1 an 6 mois d'ancienneté : M^{me} Courbet Gilberte ;

4^e échelon :

Avec 1 an 9 mois d'ancienneté : M. Gallon Jean ;
 Avec 1 an 8 mois d'ancienneté : M. Pécouil Joseph ;

1^{er} échelon :

Avec 1 an 5 mois d'ancienneté : M^{me} Pintard Armande ;
 Avec 2 mois d'ancienneté : M. Faccio Lucien ;

Chargé d'enseignement (cadre unique, 5^e échelon) du 1^{er} juin 1949, avec 2 ans 4 mois 6 jours d'ancienneté : M. Berlan Henri ;

Du 1^{er} octobre 1949 :

Professeur agrégé (cadre unique, 2^e échelon), avec 3 ans 9 mois d'ancienneté : M. Huart Jacques ;

Professeurs techniques (cadre unique) :

8^e échelon, avec 1 an 11 mois d'ancienneté : M. Saint-Blancard André ;

2^e échelon, avec 10 ans 20 jours d'ancienneté : M. Jaugé Pierre ;

1^{er} échelon, sans ancienneté : M. Chatel Charles ;

Professeur adjoint de l'enseignement technique (cadre unique, 8^e échelon), avec 3 ans 9 mois d'ancienneté : M. Dejouhanet Lucien ;

*Professeurs techniques adjoints (cadre unique) :**5° échelon :*

Avec 2 mois d'ancienneté : M. Lafon Yves ;

Avec 3 ans 4 mois d'ancienneté : M. Etchebarne René ;

Avec 2 ans 9 mois d'ancienneté : M^{lle} Parlouar Jeanne ;*3° échelon, avec 3 ans 8 mois d'ancienneté : M. Jan Raymond ;**1° échelon :*Avec 2 ans d'ancienneté : M^{lle} Poupelot Odette ;

Sans ancienneté : M. Walgenwitz Georges ;

*Professeurs licenciés ou certifiés de l'enseignement technique :**8° échelon, avec 2 ans 9 mois d'ancienneté : M. Gayot Henri ;**5° échelon, avec 2 ans 9 mois d'ancienneté : M. Constant Jacques ;**1° échelon :*

Avec 3 mois d'ancienneté : M. de Kandyba Nicolas ;

Avec 2 ans 9 mois d'ancienneté : M^{lle} Dilhan Marguerite et M. Durand Roger ;*2° échelon, avec 2 ans 2 mois d'ancienneté : M. Cavalier de Mocomble Paul ;**Chargés d'enseignement (cadre unique) :**8° échelon, avec 7 ans 4 mois d'ancienneté : M. Guillouet Eugène ;**2° échelon, avec 2 ans 4 mois 15 jours d'ancienneté : M^{lle} Michaud Alice ;**1° échelon, avec 2 ans d'ancienneté : M. Béluzzi Georges ;**Surveillants généraux (cadre unique) :**4° échelon, avec 1 an 25 jours d'ancienneté : M. Bocquillon Lucien ;**3° échelon :*

Avec 1 an 7 mois 1 jour d'ancienneté : M. Léonardi Jean ;

Avec 1 an 4 mois 13 jours d'ancienneté : M. Piéraggi Antoine ;

*2° échelon, avec 2 ans 2 mois 13 jours d'ancienneté : M^{me} Casanova Barberine ;**Professeurs d'éducation physique et sportive (cadre unique) :**5° échelon, avec 3 ans 9 mois d'ancienneté : M. Pignet Roger ;**2° échelon, avec 1 an 8 mois 10 jours d'ancienneté : M. Gobert Jacques ;**1° échelon, avec 1 an 10 mois 15 jours d'ancienneté : M. Lombard Alain ;**Maitre d'éducation physique et sportive (cadre unique, 1° échelon), avec 4 ans d'ancienneté : M. Rebuffic Lucien ;**Professeur technique (cadre unique, 1° échelon) du 1° novembre 1949 : M. Bellec Jean ;**Du 1° janvier 1950 :**Chargés d'enseignement (cadre unique) :**5° échelon, avec 3 ans 5 mois 4 jours d'ancienneté : M^{me} Daro-les Odette ;**3° échelon, avec 2 ans 1 mois 18 jours d'ancienneté : M. Pigoury Jacques ;**1° échelon :*Avec 2 ans 2 mois 24 jours d'ancienneté : M^{lle} Laparra Monique ;Avec 3 mois d'ancienneté : M^{me} Sanès Josette ;Avec 1 an 3 mois d'ancienneté : M^{lle} Augier Edith et Quinchez Bernadette ;

Avec 2 ans 2 mois : M. Fassi Nacer ;

Sans ancienneté : M^{lle} Rotival Anne-Marie ;*Institutrice de 6° classe du cadre particulier : M^{lle} Fresné Alice ;**Chargé d'enseignement (cadre unique, 7° échelon) du 1° février 1950, avec 1 an 8 mois 24 jours d'ancienneté : M. Boullard Jean ;**Surveillant général (cadre unique, 2° échelon) du 1° avril 1950, avec 2 ans 9 mois 13 jours d'ancienneté : M. Amilhac René ;**Du 1° octobre 1950 :**Professeurs licenciés ou certifiés (cadre unique, 1° échelon) :*Avec 2 ans 1 mois 13 jours d'ancienneté : M^{me} Coulon Simone ;

Avec 3 ans d'ancienneté : M. Peureux Yves ;

Avec 2 ans 11 mois 7 jours d'ancienneté : M^{me} Fayet Denise ;

Avec 2 ans d'ancienneté : M. Petit Marcel ;

*Surveillant général (cadre unique, 4° échelon), avec 1 an 10 mois 1 jour d'ancienneté : M. Casanova Marius ;**Chargés d'enseignement (cadre unique) :**8° échelon, avec 7 mois 20 jours d'ancienneté : M^{me} Guillaume Denise ;**5° échelon, avec 3 ans 7 mois 4 jours d'ancienneté : M. Combaut Aurélien ;**1° échelon :*

Avec 4 ans d'ancienneté : MM. Sasse Ernest et Le Roy André ;

Avec 1 an d'ancienneté : M. Lévy Moïse ;

Avec 11 mois d'ancienneté : M^{lle} Acquaviva Anne ;Avec 2 ans 10 mois 15 jours d'ancienneté : M^{me} Bastian Jeanine ;Sans ancienneté : M. Durizy Toussaint et M^{me} Soipteur Paule ;*Professeurs d'éducation physique et sportive (cadre unique) :**3° échelon :*Avec 3 ans 4 mois d'ancienneté : M^{me} Miniconi Simone ;Avec 1 an d'ancienneté : M^{me} Verheggen Marguerite ;*2° échelon, sans ancienneté : M. Deruaz Roger ;**Professeur technique (cadre unique, 1° échelon) : M. Voisin Henri ;**Professeur technique adjoint, 1° échelon : M. Robert Marcel ;**Institutrice de 4° classe, avec 9 mois d'ancienneté : M^{lle} Benamou Juliette ;**Instituteur de 5° classe, avec 2 ans 1 mois 13 jours d'ancienneté : M. Boband Roger ;**Institutrice de 6° classe, avec 1 an 9 mois d'ancienneté : M^{me} Malé-sieux Yvonne ;**Instituteur stagiaire : M. Bétard Marcel ;**Mouderrès stagiaire des écoles primaires : M. M'Hammed ben Smaïn ;**Instituteur de 5° classe du 17 novembre 1950, avec 10 mois 17 jours d'ancienneté : M. Frindel Raymond ;**Du 1° janvier 1951 :**Instituteurs et institutrices de 6° classe : MM. Cabos-Duhamel Jean, Gomis Lucien, Kirner Serge, Dinam Paul, Poitout Georges, Colombani Marcel et Rambeau Guy ; M^{me} Juliéron Janine, Bombardini Hélène, Tapiéro Paule et Rambeau Josette ; M^{lle} Michaul Marianne, Benzakine Régine, Machécourt Denyse, Lecoq Aimée, Dahan Henriette, Chabant Raymonde et Couillens Arlette ;**Assistante maternelle de 6° classe : M^{lle} Susini Lucienne.**(Arrêtés directoriaux des 8 décembre 1950, 6, 8, 16 et 22 janvier 1951.)*

Sont promus :

*Professeurs licenciés de 5° classe (cadre normal) :**Du 1° octobre 1948 :*Avec ancienneté du 1° août 1946 : M^{me} Gigout Lucienne ;Avec ancienneté du 1° septembre 1948 : M^{lle} Godbert Jeanine ;

Sans ancienneté : M. Mathié René ;

Du 1° décembre 1948 : M^{lle} Pennetier Solange ;

Contremaitresse (cadre normal, 2^e catégorie) :

1^{re} classe du 1^{er} janvier 1946, avec ancienneté du 1^{er} mai 1945 : M^{me} Branly Madeleine ;

3^e classe du 1^{er} avril 1948, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1947 : M^{me} Valentin Madeleine ;

Chargée d'enseignement de 5^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} juillet 1948 : M^{me} Kiintz Denise.

(Arrêtés directoriaux du 17 janvier 1951.)

Sont nommées :

Institutrice stagiaire du cadre particulier du 1^{er} octobre 1950 et institutrice de 6^e classe du cadre particulier du 1^{er} janvier 1951 : M^{me} Rouxelin Marguerite ;

Institutrice stagiaire du 1^{er} octobre 1949 et institutrice de 6^e classe du 1^{er} janvier 1950 : M^{me} Guérard Odette.

(Arrêtés directoriaux des 6 décembre 1950 et 15 janvier 1951.)

Est réintégrée dans ses fonctions et nommée adjointe d'économat de 4^e classe (cadre unique, 1^{er} ordre) du 1^{er} janvier 1951, avec 1 an 3 mois d'ancienneté : M^{lle} Pognon Simone. (Arrêté directorial du 16 janvier 1951.)

Est rangé professeur technique adjoint de 3^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1948, avec 3 ans 6 mois d'ancienneté, et promu à la 2^e classe de son grade à la même date, avec ancienneté du 1^{er} avril 1948 : M. de Ryke Robert. (Arrêté directorial du 8 janvier 1951.)

Est rangé professeur d'éducation physique et sportive de 5^e classe (cadre normal) du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1942, et promu à la 4^e classe de son grade à la même date, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1945 : M. Jaur Henri. (Arrêté directorial du 6 janvier 1951.)

Sont reclassés :

Professeur licencié de 6^e classe (cadre normal) du 1^{er} avril 1948, avec 2 ans 2 mois 22 jours d'ancienneté (bonification pour suppléances : 1 an 8 mois 22 jours) : M. Nguyen Vandat ;

Météorologiste de 6^e classe du 1^{er} janvier 1949, avec 2 ans 9 mois 15 jours d'ancienneté (bonification pour services militaires : 2 ans 4 mois 15 jours) : M. Gelci Robert ;

Institutrices de 6^e classe du 1^{er} janvier 1946 :

Avec 6 ans 3 mois 26 jours d'ancienneté, promue à la 5^e classe de son grade à la même date, avec 4 ans 3 mois 26 jours d'ancienneté, et à la 4^e classe à la même date, avec 1 an 3 mois 26 jours d'ancienneté (bonification pour suppléances : 5 ans 3 mois 26 jours) : M^{me} Tardy Germaine ;

Avec 3 ans 5 mois 1 jour d'ancienneté, promue à la 5^e classe de son grade à la même date, avec 9 mois 1 jour d'ancienneté, et à la 4^e classe du 1^{er} juillet 1948 (bonification pour suppléances : 8 mois 15 jours) : M^{me} Fontaine Marie ;

Instituteur spécialisé de 5^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec 2 ans 9 mois d'ancienneté (bonification pour services militaires : 4 ans 9 mois) : M. Bergès Olivier.

(Arrêtés directoriaux des 12 décembre 1950, 6, 8 et 10 janvier 1951.)

Est reclassé chargé d'enseignement de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1950, avec 4 ans d'ancienneté : M. Sasse Ernest. (Arrêté directorial du 30 décembre 1950 modifiant l'arrêté du 9 octobre 1950.)

Sont reclassés :

Répétiteur surveillant de 6^e classe (cadre unique, 2^e ordre) du 1^{er} janvier 1950, avec 3 ans 8 mois 23 jours d'ancienneté (bonifications pour suppléances : 2 ans 3 mois, et pour services militaires : 1 an 5 mois 23 jours) : M. Cabardes Jacques ;

Maitre de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1949, avec 3 ans 2 mois 26 jours d'ancienneté (bonifications pour services dans l'industrie privée : 10 mois 23 jours, et pour services militaires : 2 ans 4 mois 3 jours) : M. Brandner René.

(Arrêtés directoriaux des 8 et 10 janvier 1951.)

Est remis, sur sa demande, à la disposition de son administration d'origine et rayé des cadres de la direction de l'instruction publique du 1^{er} janvier 1951 : M. Thomas Célestin, instituteur hors classe. (Arrêté directorial du 10 janvier 1951.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Sont titularisés et nommés :

Du 1^{er} janvier 1948 : sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon, avec 9 mois d'ancienneté : M. El Arbi ben Saïd ben Mohamed ;

Du 1^{er} janvier 1949 :

Dame dactylographe de 5^e classe, avec 2 ans 7 mois 14 jours d'ancienneté, et rangée dame dactylographe, 4^e échelon du 1^{er} janvier 1950, avec ancienneté du 17 mai 1946 : M^{me} Horn Roberte ;

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 3^e échelon, avec 1 an 7 mois 15 jours d'ancienneté : M. Mahjoub ben Youssef.

(Arrêtés directoriaux des 22 juillet, 29 novembre et 14 décembre 1950.)

* *

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Est recrutée en qualité d'adjointe de santé de 5^e classe (cadre des diplômées d'État) du 14 novembre 1950 : M^{lle} Arnaud Gilberte. (Arrêté directorial du 22 novembre 1950.)

* *

OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.

Est nommé, après concours, agent d'exploitation stagiaire du 16 octobre 1950 : M. Bataille Jacques. (Arrêté directorial du 15 octobre 1950.)

Sont nommés du 1^{er} décembre 1950 :

Facteurs stagiaires : MM. Schiano Lucien, Raspail Pierre, Gomez José, Ouahidi Osman bel Hadj Mohamed, El Hassane ben Haj Abdesselam ben el Hassane, Bouchaïb ben ej Jilali ben el Rhali, Maati ben Salah et Yacoub Brahim ;

Manutentionnaire stagiaire : M. Abdelkadèr ben Bouchaïb ben Messaoud.

(Arrêtés directoriaux du 30 novembre 1950.)

Sont promus :

Receveur de 4^e classe (2^e échelon) du 1^{er} janvier 1950 : M. Daumas Emile ;

Chef de centre téléphonique de 2^e classe (1^{er} échelon) du 16 décembre 1950 : M. Fath Charles ;

Inspecteur, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1950 : M. Chabault Maurice ;

Receveurs de 6^e classe :

1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1950 : M. Chiari Jean ;

4^e échelon du 16 octobre 1950 : M. Yaguès Jean.

(Arrêtés directoriaux des 30 décembre 1950 et 26 janvier 1951.)

Sont titularisés et nommés :

Inspecteur adjoint des I.E.M. du 11 août 1950 : M. Benard Charly,

Agent d'exploitation, 5^e échelon du 16 janvier 1951 : M. Ohayoun Jacques;

Agents des lignes, 8^e échelon du 1^{er} septembre 1950 : MM. Giudice Raphaël, Grandjean Henri, Roux Maurice, Castex Léon, Pérez Antoine, Gulli Georges, Bussinger Pierre, Grao Isidore, Mellado Robert et Bastié René.

(Arrêtés directoriaux des 11 août, 29 novembre, 30 novembre 1950 et 20 janvier 1951.)

Honorariat.**Sont nommés :**

Ingénieurs géomètres principaux honoraires du service topographique chérifien : MM. Bonamy Jean, Ivanoff Serge, Guérin Eugène et Escaudemaison Jean, *ingénieurs géomètres principaux en retraite ;*

Chef dessinateur-calculateur honoraire du service topographique chérifien : M. Bourdy Pierre, *chef dessinateur-calculateur de 2^e classe en retraite ;*

Dessinateur-calculateur principal honoraire du service topographique chérifien : M. Courcier Henri, *dessinateur-calculateur principal de 1^{re} classe en retraite ;*

Commis principal honoraire : M. Volland Paul, *commis principal de classe exceptionnelle (après 3 ans) en retraite.*

(Arrêté résidentiel du 9 février 1951.)

Admission à la retraite.

M^{me} Lévy Germaine, *institutrice hors classe, est admise, au titre de la limite d'âge, à faire valoir ses droits à la retraite ou à la liquidation de son compte à la caisse de prévoyance et rayée des cadres de la direction de l'instruction publique du 1^{er} octobre 1950.* (Arrêté directorial du 15 septembre 1950.)

M. Paillout Maurice, *chef jardinier principal hors classe de la direction de l'intérieur, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} mars 1951.* (Arrêté directorial du 13 janvier 1951.)

M. Aubry Marcel, *secrétaire-greffier de 1^{re} classe, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} mars 1951.* (Arrêté du premier président de la cour d'appel du 2 janvier 1951.)

M. Pilleboue Fernand, *commis chef de groupe hors classe, est admis, au titre de la limite d'âge, à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} mai 1951.* (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 8 février 1951.)

M^{me} Durand Françoise, *agent public de 3^e catégorie, 9^e échelon, est admise, au titre de la limite d'âge, à faire valoir ses droits à la retraite et rayée des cadres de la direction de l'instruction publique du 1^{er} décembre 1950.* (Arrêté directorial du 22 novembre 1950.)

M. Renaud Alfred, *brigadier-chef de police de 1^{re} classe, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} janvier 1951.* (Arrêté directorial du 28 décembre 1950.)

Résultats de concours et d'examens.**Examen d'aptitude du 4 décembre 1950**

pour l'emploi de sous-chef d'atelier des établissements pénitentiaires.

Candidats admis (ordre alphabétique) : MM. Aupetit André, Barriteau Gaston, Guillaume Fortuné, Pasqualini Jules et Vuillermet Alcide.

Examen d'aptitude à l'emploi de sous-chef d'atelier (infirmier) des 12 et 13 février 1951.

Candidat admis : M. Martinod Emmanuel.

Concours du 7 novembre 1950

pour l'emploi de contrôleur stagiaire de la marine marchande.

Candidat admis : M. Remaudière Jean.

Concession de pensions, allocations et rentes viagères.

Par arrêté viziriel du 2 février 1951, sont révisées sur les bases suivantes les pensions civiles complémentaires, inscrites au grand livre des pensions civiles chérifiennes et figurant au tableau ci-après :

NOM, PRÉNOMS ET GRADE DU RETRAITÉ	NUMÉRO d'inscription	POURCENTAGE des pensions complémentaires révisées	DATE D'EFFET DE LA RÉVISION
M ^{mes} Boutin, née Chênevas-Paulé Berthe-Marie, ex-sous-chef de bureau.	11.119	18,27	1 ^{er} janvier 1948.
Deberly Marise, veuve Crouzet Emmanuel-Élie, ex-inspecteur principal d'architecture.	11.152	17,75	id.
Thonneller Élise-Félicité, veuve Depoorter Paul, ex-chef de bureau.	10.319	21,90	id.
M. Gianni Jean-Paul, inspecteur-chef principal de police.	10.814	23,67	id.
M ^{me} Jean, née Nicolas Alexandrine, ex-institutrice.	10.817	24,29	id.
Mouraud Juliette, veuve Ferre Victorien, ex-inspecteur-chef de police.	10.811	22,61	id.
Rondelot Louise, veuve Lagorsse Claudius, ex-surveillant-chef de prison.	10.887	20,24	id.
M. Planas Henri-Célestin, ex-inspecteur de l'enseignement primaire.	11.358	20,84	id.

Par arrêté viziriel du 10 février 1951 sont révisées et inscrites au grand livre des pensions civiles chérifiennes les pensions énoncées au tableau ci-après :

NOM ET PRENOMS du retraité	ADMINISTRATION grade, classe, échelon	NUMERO d'inscription	POURCENTAGE des pensions		MAJORATION pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	JOUISSANCE des pensions
			Princip.	Compl.			
MM. Abéla Edgard-Gaston.	Commis principal de classe exceptionnelle, avant 3 ans (S.G.P.) (indice 218).	11467	58	33	0		1 ^{er} janvier 1948.
Antona Jules-Paul.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (S.G.P.) (indice 230).	11468	80	28,11			1 ^{er} janvier 1948.
Benabed Abdelkader.	Interprète principal judiciaire hors classe, 1 ^{er} échelon (justice française) (indice 390).	11469	54	33	15		1 ^{er} janvier 1948.
Berceron Maurice - Raoul-Louis-Armand.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11470	48	33			1 ^{er} janvier 1948.
Bernou Julien-Léon.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11471	66				1 ^{er} janvier 1948.
Biran Émile-Paul.	Interprète judiciaire hors classe (justice française) (indice 315).	11472	64	33		1 enfant (2 ^e rang).	1 ^{er} janvier 1948.
M ^{me} Gratelot Emilie-Paule, veuve Biran Émile-Paul.	Le mari, ex-interprète judiciaire hors classe (justice française) (indice 315).	11473	64/50	33			1 ^{er} décembre 1948.
Orphelin (1) de Biran Émile-Paul.	Le père, ex - interprète judiciaire hors classe (justice française) (indice 315).	11473 (1)	64/10	33			1 ^{er} décembre 1948.
M. Bossard Alexandre - Jean-Baptiste.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11474	34				1 ^{er} janvier 1948.
M ^{me} Foglia Marcelle-Louise, veuve Bouvagnét Alfred-Joseph.	Le mari, ex-secrétaire-greffier de 1 ^{re} classe (justice française) (indice 370).	11475	50/50		70		1 ^{er} janvier 1948.
Martin Gabrielle-Joséphine-Louise, veuve Charbrand Louis-Mathurin.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11476	30/50	33			1 ^{er} janvier 1948.
Piacentini Valentine-Henriette, veuve Charvet Louis-Valentin.	Le mari, ex-secrétaire-greffier de 1 ^{re} classe (justice française) (indice 370).	11477	49/50	33			1 ^{er} janvier 1948.
Orphelin (1) de Charvet Louis-Valentin.	Le père, ex-secrétaire-greffier de 1 ^{re} classe (justice française) (indice 370).	11477 (1)	49/10	33			1 ^{er} janvier 1948.
MM. Chérifi Alphonse.	Interprète judiciaire hors classe (justice française) (indice 315).	11478	71	33			1 ^{er} janvier 1948.
Cottet Edmond-Jules-Jean-Baptiste.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (S.G.P.) (indice 230).	11479	44	33			1 ^{er} janvier 1948.
M ^{me} Callamaud Sylvie-Jeanne-Marguerite, veuve Bazouin Jean-Émile.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11480	39/50	33			1 ^{er} janvier 1948.
M. Delmas Auguste.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (S.G.P.) (indice 230).	11481	49	33			1 ^{er} janvier 1948.
M ^{me} Huard Charlotte-Marie-Françoise, veuve D'André Marcel-Félicien-Ladislas.	Le mari, ex-secrétaire-greffier de 1 ^{re} classe (justice française) (indice 370).	11482	23/50				1 ^{er} janvier 1948.
M. Debiane Amara.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11483	53	33			1 ^{er} janvier 1948.

NOM ET PRÉNOMS du retraité	ADMINISTRATION grade, classe, échelon	NUMÉRO d'inscription	POURCENTAGE des pensions		MAJORATION pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	JOUISSANCE des pensions
			Princip.	Compl.			
MM. Demol Albert.	Matelot-chef de 1 ^{re} classe (douanes et impôts indirects) (indice 185).	11484	70	33	%	1 enfant (2 ^e rang).	1 ^{er} janvier 1948.
Deville Jacques.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (eaux et forêts) (indice 230).	11485	72	33			1 ^{er} janvier 1948.
Drouhot Max.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (S.G.P.) (indice 230).	11486	51	33			1 ^{er} janvier 1948.
Emmanuelli Charles-Joseph.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11487	59				1 ^{er} janvier 1948.
Estay Louis.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (S.G.P.) (indice 230).	11488	51				1 ^{er} janvier 1948.
Gédéon Louis-Joseph.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11489	72	33			1 ^{er} janvier 1948.
Gérard Édouard-Alfred.	Interprète judiciaire principal hors classe, 2 ^e échelon (justice française) (indice 390).	11490	57	33			1 ^{er} janvier 1948.
Gilbert Lucien.	Secrétaire-greffier de 1 ^{re} classe (justice française) (indice 370).	11491	52	28,62			1 ^{er} janvier 1948.
M ^{me} Paulin Juliette-Léontine, veuve Gilbert Lucien.	Le mari, ex-secrétaire-greffier de 1 ^{re} classe (justice française) (indice 370).	11492	52/50	28,62			1 ^{er} mai 1950.
MM. Grelon Lucien-Albert.	Vérificateur de 2 ^e classe (intérieur) (indice 218).	11493	44				1 ^{er} janvier 1948.
Grillet Gaston.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11494	50	33			1 ^{er} janvier 1948.
Jérôme Edmond-Charles-Joseph.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11495	44	33			1 ^{er} janvier 1948.
Jumeau Gaston-Alfred.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11496	48	33			1 ^{er} janvier 1948.
Knafou Isaac.	Interprète judiciaire principal hors classe, 2 ^e échelon (justice française) (indice 390).	11497	56	33			1 ^{er} janvier 1948.
Laval Louis-Henry.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11498	43	33			1 ^{er} janvier 1948.
Martin Louis-Auguste.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11499	37	33		1 enfant (2 ^e rang).	1 ^{er} janvier 1948.
Muller Joseph.	Premier surveillant spécialisé de 1 ^{re} classe (pénitentiaire) (indice 210).	11500	36		10		1 ^{er} janvier 1948.
Pagès Ulysse-Joël.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (S.G.P.) (indice 230).	11501	39	33			1 ^{er} janvier 1948.
M ^{me} Tamborini Marie, veuve Paraire Honoré-Alexandre.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (finances) (indice 230).	11502	34/50	33			1 ^{er} janvier 1948.
MM. Périnet Lucien-Raoul.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11503	80	33			1 ^{er} janvier 1948.
Rigate Marcelin-Sauveur-Joseph.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (S.G.P.) (indice 230).	11504	44	33			1 ^{er} janvier 1948.

NOM ET PRENOMS du retraité	ADMINISTRATION grade, classe, échelon	NUMERO d'inscription	POURCENTAGE des pensions		MAJORATION pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	JOUISSANCE des pensions
			Princp.	Compl.			
MM. Brigot Jean-Frédéric.	Commissaire principal de 2 ^e classe (sécurité publique) (indice 475).	11508	76	33	%		1 ^{er} janvier 1948.
Battini Fabien - Francisco-Antoine.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11509	80	33			1 ^{er} janvier 1948.
M ^{mes} Dache Marie-Joséphine, veuve Bridon Aimé-Pierre, épouse Chailly.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle, avant 3 ans (intérieur) (indice 218).	11510	64/50				1 ^{er} janvier 1948.
Schweigert Berthe-Camille, veuve Carbonnières Eugène-Louis.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle, avant 3 ans (travaux publics) (indice 218).	11511	66/50	26.36			1 ^{er} janvier 1948.
MM. Couget Léon-Jean-Marie.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (travaux publics) (indice 230).	11512	43				1 ^{er} janvier 1948.
Croix Georges-Louis.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (service topographique) (indice 230).	11513	51	33			1 ^{er} janvier 1948.
Dahan André.	Commis principal de classe exceptionnelle, avant 3 ans (intérieur) (indice 218).	11514	62	33			1 ^{er} janvier 1948.
M ^{me} Sarrazin Catherine-Augustine, veuve Etcheverry Paul.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (travaux publics) (indice 230).	11515	67/50	33			1 ^{er} janvier 1948.
MM. Frognet Gustave-François-Henri.	Commis principal de classe exceptionnelle, avant 3 ans (intérieur) (indice 218).	11516	74	33			1 ^{er} janvier 1948.
Gambini Achille-François.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (travaux publics) (indice 230).	11517	78	33		3 enfants (3 ^e au 5 ^e rang).	1 ^{er} janvier 1948.
M ^{mes} Dumont Hélène-Cécile, épouse divorcée de Gambini Achille-François.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (travaux publics) (indice 230).	11518	78/19				1 ^{er} octobre 1949.
Anquetil Gabrielle-Marie-Odetle, veuve Gambini Achille-François.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (travaux publics) (indice 230).	11519	78/31	33			1 ^{er} octobre 1949.
Orphelins (3) de Gambini Achille-François.	Le père, ex-commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (travaux publics) (indice 230).	11519 (1 à 3)	78/30	33			1 ^{er} octobre 1949.
Favereau Berthe-Gabrielle, veuve Gonnet Daniel-Lucien.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle, avant 3 ans (intérieur) (indice 218).	11520	60/50	33			1 ^{er} janvier 1948.
MM. Goutte Charles-Justin-Georges.	Commis principal de classe exceptionnelle, avant 3 ans (intérieur) (indice 218).	11521	34	33			1 ^{er} janvier 1948.
Langlais Mathurin.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11522	80	33			1 ^{er} janvier 1948.
M ^{me} Cuvelier Germaine, veuve L'Éplattien Charles-Lucien.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (travaux publics) (indice 230).	11523	61/50	33			1 ^{er} janvier 1948.
M. Mabille Henri-Philippe.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11524	55	33	10		1 ^{er} janvier 1948.
M ^{mes} Llinarès Adrienne-Louise, veuve Mabille Henri-Philippe.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11525	55/50	33	10		1 ^{er} juin 1950.
Polizzi Rosalie-Giovannina, veuve Massat Edmond.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle, avant 3 ans (S.G.P.) (indice 218).	11526	32/50	33			1 ^{er} janvier 1948.
M. Moreau Édouard-Camille-Émile.	Commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (travaux publics) (indice 230).	11527	79	33			1 ^{er} janvier 1948.

NOM ET PRÉNOMS du retraité	ADMINISTRATION grade, classe, échelon	NUMÉRO d'inscription	POURCENTAGE des pensions		MAJORATION pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	JOUISSANCE des pensions
			Princip.	Compl.			
M ^{mes} Pacot Françoise-Clarisse, veuve Normand Louis- Jules.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11528	37/50	33	%		1 ^{er} janvier 1948.
Deverdu Adeline-Léa, veu- ve Pansu Pierre-Etien- ne-Joseph.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (travaux publics) (indice 230).	11529	80/50	32,31	10		1 ^{er} janvier 1948.
Pénicaud, née Grangie Ma- rie-Clotilde.	Sténodactylographe de 1 ^{re} classe (intérieur) (indice 190).	11530	50	33			1 ^{er} janvier 1948.
Mouret Marie-Henriette, veuve Saint-Gès Félix- Martial.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11531	52/50	33			1 ^{er} janvier 1948.
MM. Sauve Gaston-Gustave.	Commis principal de classe excep- tionnelle, avant 3 ans (intérieur) (indice 218).	11532	35	33			1 ^{er} janvier 1948.
Thiault Alphonse-Alfred.	Commis principal de classe excep- tionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11533	62	33			1 ^{er} janvier 1948.
Truc Auguste-Louis.	Agent principal de constatation et d'assiette, 3 ^e échelon (enregis- trement et timbre) (indice 226).	11534	74	33			1 ^{er} janvier 1948.
M ^{me} Baudon Ernestine-Marie- Édith, veuve Ville Geor- ges-Henri-Jean.	Le mari, ex-commis principal de classe exceptionnelle, avant 3 ans (intérieur) (indice 218).	11535	39/50	33			1 ^{er} janvier 1948.
MM. Voilhas François.	Commis principal de classe excep- tionnelle, après 3 ans (intérieur) (indice 230).	11536	41	33			1 ^{er} janvier 1948.
Appère Georges-Auguste.	Inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11537	58	33			1 ^{er} janvier 1948.
M ^{me} Syrugues Eugénie, veuve Barnay Henri.	Le mari, ex-inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11538	58/50	33	10		1 ^{er} janvier 1948.
M. Bartoli Jules-Sulpice.	Inspecteur, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (in- dice 360).	11539	72	30,18			1 ^{er} janvier 1948.
M ^{mes} Amoyel Suzanne, veuve Benichou Prosper-Messaoud.	Le mari, ex-inspecteur, 3 ^e éche- lon (P.T.T.) (indice 340).	11540	50/50	33			1 ^{er} janvier 1948.
Orphelin (1) de Benichou Prosper-Messaoud.	Le père, ex-inspecteur, 3 ^e échelon (P.T.T.) (indice 340).	11540 (1)	50/10	33			1 ^{er} janvier 1948.
Dodin Andrée-Lucie, veuve Bittes Maurice-James, épouse Simon.	Le mari, ex-inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11541	66/50	33			1 ^{er} janvier 1948.
MM. Blanchard Ernest-Lucien.	Inspecteur, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 360).	11542	74	33			1 ^{er} janvier 1948.
Boyer François-Gabriel.	Inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11543	38	33	10		1 ^{er} janvier 1948.
M ^{mes} Brandan Sylvie-Lucie, veu- ve Cambriels Vital- Alexandre.	Le mari, ex-inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11544	75/50	33			1 ^{er} janvier 1948.
Orphelins (2) de Cambriels Vital-Alexandre.	Le père, ex-inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315)	11544 (1 et 2)	75/20	33			1 ^{er} janvier 1948.
Gulzwiller Alice-Marie-Eu- génie, veuve Castinel Louis-Auguste.	Le mari, ex-inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11545	54/50	33	10		1 ^{er} janvier 1948.
MM. Césari Paul-Joseph.	Receveur-distributeur, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 245).	11546	60			1 enfant (2 ^e rang).	1 ^{er} janvier 1948.
Colombani Simon.	Inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11547	67			2 enfants (2 ^e et 3 ^e rangs).	1 ^{er} janvier 1948.
Cotoni Toussaint.	Inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11548	64	33			1 ^{er} janvier 1948.
M ^{me} Lartigue Jeanne, veuve Desbrière Jean.	Le mari, ex-inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11549	63/50	33			1 ^{er} janvier 1948.

NOM ET PRÉNOMS du retraité	ADMINISTRATION grade, classe, échelon	NUMÉRO d'inscription	POURCENTAGE des pensions		MAJORATION pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	JOUISSANCE des pensions
			Princip.	Compl.			
MM. Dhubert Gustave.	Inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11550	66	33			1 ^{er} janvier 1948.
Étard Albert-Auguste-Eugène.	Inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11551	32	33			1 ^{er} janvier 1948.
Ferrer Laurent-Archange-Côme.	Agent principal des installations, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 202).	11552	68			1 enfant (2 ^e rang).	1 ^{er} janvier 1948.
Fournier Eugène-Félix-Clovis.	Inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11553	80	33			1 ^{er} janvier 1948.
Gachen Jean-Sébastien.	Inspecteur 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (in- dice 360).	11554	70				1 ^{er} janvier 1948.
Genoud Claudius.	Inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11555	80	33			1 ^{er} janvier 1948.
Graziani Vincent-Gabriel.	Inspecteur, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 360).	11556	70			1 enfant (2 ^e rang).	1 ^{er} janvier 1948.
Impérato Pascal.	Inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11557	80	33			1 ^{er} janvier 1948.
Jaubert Charles-André-Fernand.	Inspecteur, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 360).	11558	57	33			1 ^{er} janvier 1948.
Jeanperrin Henri-Louis-Charles.	Inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11559	49	33			1 ^{er} janvier 1948.
Lesbros Alfred-Louis-Joseph.	Inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11560	62	33			1 ^{er} janvier 1948.
Martin Jean-Marie-Charles.	Inspecteur, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 360).	11561	62	33		3 enfants (1 ^{er} au 3 ^e rang).	1 ^{er} janvier 1948.
Pelous Alexandre-Jean-Pierre-Marie.	Inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11562	68			3 enfants (1 ^{er} au 3 ^e rang).	1 ^{er} janvier 1948.
M ^{me} Garcia Timotéa, veuve Pi- zano Salvador-Joseph, épouse Lange Lucien.	Le mari, ex-inspecteur adjoint, 3 ^e échelon (P.T.T.) (indice 275).	11563	75,50	33			1 ^{er} janvier 1948.
M. Solane François-Honoré- Jean.	Inspecteur, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 360).	11564	80				1 ^{er} janvier 1948.
M ^{mes} Agostini, né Cayla Emma- Marie-Annita.	Contrôleur principal, 2 ^e échelon (P.T.T.) (indices 285 à compter du 1 ^{er} janvier 1948 et 290 à compter du 1 ^{er} octobre 1948).	11565	48	24,90			1 ^{er} janvier 1948.
Amoros, née Bertrand Ma- thilde-Émilie.	Contrôleur principal, 3 ^e échelon (P.T.T.) (indices 295 à compter du 1 ^{er} janvier 1948 et 305 à compter du 1 ^{er} octobre 1948).	11566	48	33			1 ^{er} janvier 1948.
MM. Balayn Jean-Louis-Pierre.	Inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11567	80	33		1 enfant (3 ^e rang).	1 ^{er} janvier 1948.
Barel Ludovic-Jean-Marcel- Georges-Gaston.	Inspecteur, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 360).	11568	75	33		1 enfant (3 ^e rang).	1 ^{er} janvier 1948.
Bougnague Raoul.	Agent principal des installations, 2 ^e échelon (P.T.T.) (indice 238).	11569	65	33			1 ^{er} janvier 1948.
M ^{me} Boyer, née Delusse Marie.	Agent d'exploitation, 4 ^e échelon (P.T.T.) (indice 178).	11570	38				1 ^{er} janvier 1948.
MM. Cabot Vincent-Joseph.	Chef d'équipe du service des li- gnes, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indi- ce 250).	11571	78	33			1 ^{er} janvier 1948.
Campana Jacques-Ours.	Inspecteur, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 360).	11572	60				1 ^{er} janvier 1948.
M ^{mes} Capella, née Holtz Andrée- Gabrielle-Augusta.	Contrôleur principal, 4 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11573	58	17,15			1 ^{er} janvier 1948.
Casamarta, née Corraze Paulotte-Juliette-Mar- guerite.	Contrôleur principal, 2 ^e échelon (P.T.T.) (indices 285 à compter du 1 ^{er} janvier 1948 et 290 à compter du 1 ^{er} octobre 1948).	11574	37	33			1 ^{er} janvier 1948.
M. Claverys Alexandre.	Inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11575	61				1 ^{er} janvier 1948.

NOM ET PRENOMS du retraité	ADMINISTRATION grade, classe, échelon	NUMÉRO d'inscription	POURCENTAGE des pensions		MAJORATION pour enfants	CHARGES DE FAMILLE Rang des enfants	JOUISSANCE des pensions
			Princip.	Compl.			
M ^{me} Comole, née Vachet Marguerite.	Contrôleur principal, 3 ^e échelon (P.T.T.) (indices 295 à compter du 1 ^{er} janvier 1948 et 305 à compter du 1 ^{er} octobre 1948).	11576	37	%	%		1 ^{er} janvier 1948.
M. Derobles Louis-Léon.	Inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11577	66	33		1 enfant (1 ^{er} rang).	1 ^{er} janvier 1948.
M ^{mes} Desmoulins, née Maysonnave Antoinette.	Contrôleur principal, 4 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11578	68	33			1 ^{er} janvier 1948.
Drieux, née Drieux Cécilia-Marthe-Marie.	Surveillante, 4 ^e échelon (P.T.T.) (indice 340).	11579	59	33			1 ^{er} janvier 1948.
M. Faucheux Adolphe-Louis.	Inspecteur, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 360).	11580	56	28,39			1 ^{er} janvier 1948.
M ^{mes} Fourmentin Jeanne-Joséphine-Ernestine, veuve Faucheux Adolphe-Louis.	Le mari, ex-inspecteur, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 360).	11581	56/50	28,39			1 ^{er} janvier 1949.
Giovachini, née Colombani Marie-Victorine.	Contrôleur principal, 3 ^e échelon (P.T.T.) (indices 295 à compter du 1 ^{er} janvier 1948 et 305 à compter du 1 ^{er} octobre 1948).	11582	36	33			1 ^{er} janvier 1948.
MM. Giudicelli François-Joseph.	Agent principal des installations, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 250).	11583	80	33		1 enfant (3 ^e rang).	1 ^{er} janvier 1948.
Gonzalez Ramon.	Agent principal des installations, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 250).	11584	80	33		2 enfants (3 ^e et 4 ^e rangs).	1 ^{er} janvier 1948.
Hardy Georges-Auguste.	Inspecteur, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 360).	11585	69	33	10	1 enfant (4 ^e rang).	1 ^{er} janvier 1948.
M ^{me} Moralès Dolorès, veuve Ivorra Michel, épouse Mège.	Le mari, ex-agent des installations, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 202).	11586	39/50	33			1 ^{er} janvier 1948.
MM. Lhéréty Jules-Fernand.	Inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11587	68				1 ^{er} janvier 1948.
Marchandise Jean-Baptiste.	Inspecteur, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 360).	11588	80	33			1 ^{er} janvier 1948.
Mulet Joseph.	Agent principal des installations, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 250).	11589	80	33	10	1 enfant (4 ^e rang).	1 ^{er} janvier 1948.
Nogaro Pierre-Damien-Jean.	Agent principal des installations, 3 ^e échelon (P.T.T.) (indice 226).	11590	56	33			1 ^{er} janvier 1948.
M ^{me} Pardini, née Destruhaut Noëlie-Marie-Jeanne.	Contrôleur principal, 3 ^e échelon (P.T.T.) (indices 295 à compter du 1 ^{er} janvier 1948 et 305 à compter du 1 ^{er} octobre 1948).	11591	35	33			1 ^{er} janvier 1948.
M. Péron Louis-Jean.	Agent principal des installations, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 250).	11592	80				1 ^{er} janvier 1948.
M ^{me} Quélenec Perrine-Léontine, veuve Péron Louis-Jean.	Le mari, ex-agent principal des installations, 1 ^{er} échelon (P.T.T.) (indice 250).	11593	80/50				1 ^{er} avril 1950.
M. Rovira Raymond.	Inspecteur adjoint, 5 ^e échelon (P.T.T.) (indice 315).	11594	80	33	15		1 ^{er} janvier 1948.

AVIS ET COMMUNICATIONS

DIRECTION DES FINANCES.

Service des perceptions et recettes municipales.

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 20 FÉVRIER 1951. — *Supplément à l'impôt des patentes* : Agadir, rôles 3 de 1950 et spécial 4 de 1951 ; Casablanca-centre, rôle spécial 7 de 1951 ; Casablanca-nord, rôles spéciaux 7, 8, 9, 10 et 11 de 1951 ; circonscription de Boulhaut, rôle spécial 1 de 1951 ; Casablanca-ouest, rôle 1 de 1950 ; circonscription d'El-Hajeb, rôle 3 de 1950 ; Fès-ville nouvelle, rôle 22 de 1948 ; circonscription de Chichaoua, rôle 1 de 1950 ; Marrakech-médina, rôle 5 de 1950 ; circonscription d'Itzèr, rôle 1 de 1950 ; centre d'Amellago, rôle 1 de 1950 ; centre d'Alnif, rôle 1 de 1950 ; centre de Midelt, rôle 4 de 1950 ; Ouezzane, rôle 3 de 1949 ; Oujda-nord, rôle 2 de 1950 ; Rabat-sud, rôles 17 de 1948 et 9 de 1949 ; Taza, rôles 6 de 1948, 4 de 1949 et 2 de 1950.

Taxe de compensation familiale : Casablanca-nord, 14^e émission 1948 et 8^e émission 1950 ; centre de Boulhaut, 2^e émission 1948, Fedala-banlieue, 2^e émission 1948 et 1949 ; Fès-banlieue, émission primitive 1950 ; Fès-ville nouvelle, 5^e émission 1949 ; centre de Guercif, rôle 1 de 1950 ; Marrakech-médina, 8^e émission 1948 et 6^e émission 1949 ; cercle de Sefrou, émission primitive 1950.

LE 23 FÉVRIER 1951. — *Supplément à l'impôt des patentes* : Fedala, rôle spécial 1 de 1951 ; Sefrou, rôle spécial 1 de 1951 et rôle 3 de 1950 ; Rabat-sud, rôles 5 de 1950 et spécial 2 de 1951 ; Port-Lyautey, rôles spéciaux 1 et 2 de 1951 ; Oujda-sud, rôles spéciaux 3 et 4 de 1951 ; Oued-Zem, rôle spécial 1 de 1951 ; Benguerir, rôle spécial 1 de 1951 ; Marrakech-Guéliz, rôles spéciaux 3 et 4 de 1951 ; Khouribga, rôle spécial 1 de 1951 ; Fès-ville nouvelle, rôles spéciaux 2 et 3 de 1951 ; Casablanca-ouest, rôles spéciaux 2 et 3 de 1951 ; circonscription de Casablanca-banlieue, rôle spécial 1 de 1951 ; Casablanca-nord, rôles spéciaux 12 et 13 de 1951 ; Casablanca-centre, rôles spéciaux 102 et 103 de 1951 ; circonscription de Berrechid, rôle spécial 1 de 1951 ; cercle d'Inezgane, rôle spécial 1 de 1951 ; Agadir, rôles spéciaux 5 et 6 de 1951 ; Marrakech-médina, rôles 14 de 1948 et spécial 3 de 1951 ; Casablanca-ouest, rôle spécial 4 de 1951 ; Rabat-nord, rôle spécial 5 de 1951.

LE 28 FÉVRIER 1951. — *Patentes* : Casablanca-centre, 16^e émission 1949 ; Rabat-nord, 7^e émission 1949 ; Fès-ville nouvelle, 7^e émission 1949.

Taxe d'habitation : Casablanca-centre, 16^e émission 1949 ; Rabat-nord, 7^e émission 1949.

Taxe urbaine : Meknès-ville nouvelle, 4^e émission 1950.

Supplément à l'impôt des patentes : Fès-médina, rôle 12 de 1950 ; circonscription des Srahna-Zemrane, rôle 1 de 1950 ; Goulmima, rôle 1 de 1950 ; Bouânane, rôle 1 de 1950 ; Rissani, rôle 1 de 1950 ; Boudenib, rôle 2 de 1950 ; Ksar-es-Souk, rôle 4 de 1950 ; Rich, rôle 1 de 1950 ; Itzèr, rôle 2 de 1950 ; Fès-médina, rôle 13 de 1950.

Taxe de compensation familiale : Sefrou, émission primitive 1950 ; Marrakech-médina, 3^e émission 1950 ; Rabat-sud, 2^e émission 1950 ; Port-Lyautey, 2^e émission 1950 ; Oujda-sud, 2^e émission 1950 ; Marrakech-Guéliz, 4^e émission 1948, 5^e émission 1949 ; Casablanca-sud, 2^e émission 1950 ; Casablanca-banlieue, 2^e émission 1949.

Prélèvement sur les traitements et salaires : Meknès-ville nouvelle, rôles 5 de 1948, 4 de 1949 ; Marrakech-médina, rôles 9 de 1948, 6 de 1949.

Le chef du service des perceptions,

M. BOISSY.

Commission mixte franco-belgo-luxembourgeoise
des 11 décembre 1950-4 janvier 1951.

Une commission mixte franco-belgo-luxembourgeoise s'est réunie à Paris, du 11 décembre 1950 au 4 janvier 1951.

Les dispositions adoptées au cours de cette réunion sont valables pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 1951.

Exportation vers l'U.E.B.L. de produits de la zone franc.

L'U.E.B.L. ne modifiera pas la politique libérale suivie à l'égard des importations de produits français. Cependant les contingents repris à la liste A de l'accord ne constituent que des engagements minima pour quelques produits qui intéressent particulièrement la Belgique. On trouvera ci-après, extraite de cette liste, la nomenclature des marchandises qui semblent plus particulièrement intéresser les exportateurs du Maroc :

PRODUITS	CONTINGENTS pour l'ensemble de la zone franc
Fils de laine	Selon possibilités.
Bioxyde de manganèse	id.
Peaux brutes de bovidés	id.
Peaux brutes de veaux	225 tonnes.
Peaux brutes d'équidés	100 tonnes.
Orge	30.000 tonnes (A.F.N.).

De plus les autorités de l'U.E.B.L. autoriseront l'importation des produits agricoles français repris ci-dessous :

PRODUITS	CONTINGENTS
Fleurs coupées	200 tonnes.
Salades	1.000 tonnes à importer avant le 1 ^{er} avril 1951.
Choux-fleurs	Libre importation jusqu'au 15 avril 1951 inclus.
Pommes de terre primaires	Libre importation jusqu'au 15 mai 1951 inclus.

Les dates limites indiquées ci-dessus ne préjugent pas de prolonger éventuellement les périodes d'importation.

Importation au Maroc de produits de l'U.E.B.L.

Les contingents de produits belgo-luxembourgeois attribués au Maroc sont publiés ci-après. Il est précisé que ces contingents peuvent être utilisés intégralement dès maintenant. D'autre part, l'approbation préalable de la métropole n'est pas requise pour l'utilisation des postes P.M. figurant dans cette liste.

PRODUITS	CONTINGENTS en quantités ou en millions de francs belges	SERVICES RESPONSABLES
Pommes de terre de consommation	P.M.	C.M.M./Bureau alimentation.
Endives	4	id.
Tabacs en feuilles	1,5	Régie des tabacs.
Tabacs produits fabriqués.	0,5	id.
Bière	450 hl.	C.M.M./Industries.
Café	100 t. + SB.	C.M.M./Bureau alimentation.
Aliments de régime	P.M.	id.
Sucre en pains	8.000 t.	id.
Sucre candi et sucres finis divers	0,8	id.
Cossettes de chicorée	P.M.	id.
Glucose	65 t.	P.I.
Confiserie, biscuiterie	1,8	C.M.M./Bureau alimentation.

PRODUITS	CONTINGENTS en quantités ou en millions de francs belges	SERVICES RESPONSABLES	PRODUITS	CONTINGENTS en quantités ou en millions de francs belges	SERVICES RESPONSABLES
Chocolat et articles en chocolat	0,250	C.M.M./Bureau alimentation.	Munitions	0,3	id.
Produits alimentaires divers	1,5	id.	Poudres et explosifs	3	P.I.
Caoutchouc	0,7	P.I.	Divers boûlonnerie, tréfilerie	0,5	Commerce.
Pneumatiques, chambres à air pour autos	7,250	Commerce.	Articles de ménage galvanisés et émaillés	1,3	id.
Pneumatiques, chambres à air pour vélos	P.M.	id.	Outillage et scies à main	0,150	id.
Allumettes	5+SB.	Régie des tabacs.	Quincaillerie de bâtiment et diverses et serrurerie	2	id.
Produits photos finis	2,5	Commerce.	Machines - outils et accessoires	2,4	600.000 E. et F. 1.800.000 U.D.
Cinéfils « couleurs »	P.M.	id.	Matériel de travaux publics et terrassement	0,7	U.D.
Bandes de protection anticorrosives, produits anticorrosifs	1	P.I.	Raccords en fonte malléable et brides en acier	0,950	Commerce.
Engrais azotés	P.M.	id.	Matériel industriel divers	6,5	U.D.
Couleurs, peintures et vernis	0,5	id.	Matériel électrique divers, dont moteurs, variateurs, réducteurs de vitesse, conducteurs, fils isolés et câbles	11	C.M.M./Approv. gén.
Xanthates	20 t. + SB.	id.	Voitures automobiles et pièces de rechange	250 unités.	Commerces.
Oxyde de zinc	1,5	id.	Matériel agricole et pièces de rechange	1	P.A.
Lithopone	1,7	id.	Matériel pour minoterie et industrie alimentaire et pièces de rechange	5	O.C.I.C.
Produits chimiques divers	6	id.	Tubcs d'acier protégés ...	3	P.I.
Sable de verrerie	3.000 t.	id.	Tubes isolants	0,7	Commerce.
Marbre	SB.	id.	Instruments et matériels médicaux et chirurgicaux	0,15	Santé.
Ciment	7.500 t.	id.	Motocyclettes	1	Commerce.
Produits céramiques divers	1	U.D.	Machines à coudre	0,300	id.
Panneaux en fibres de bois durs	0,5	E. et F.	Supplément pour achat d'un pétrolier	4,5	M.M.P.
Cristallerie	0,100	Commerce.	Divers général	22 (a)	C.M.M./Approv. gén.
Gobeletterie ordinaire et fantaisie	2	id.			
Divers glaces, verre et articles en verre et glaces ..	0,6+SB.	id.			
Filés de coton	6	C.M.M./Industries.			
Fil à coudre	0,250	Commerce.			
Tissus et couvertures de coton	15	id.			
Tissus de lin; chanvre et mixte	P.M.	id.			
Ficelles et cordages en fibres douces	1,5	C.M.M./Industries.			
Textiles et vêtements et bonneterie diverse	0,5	C.M.M./Approv. gén.			
Produits sidérurgiques divers	P.M.	U.D.			
Fer-blanc	P.M.	C.M.M./Industries.			
Métaux non ferreux divers	0,6+SB.	P.I.			
Produits mi-ouvrés à base de cuivre	0,2	Commerce.			
Papiers et sacs kraft à grande contenance	P.M.	C.M.M./Approv. gén.			
Autres papiers	3	id.			
Moteurs Diesel fixes et marins et pièces de rechange	2	U.D.			
Armes et pièces de rechange	0,4	Commerce.			

(a) Dont 7.500.000 francs belges pour l'importation de : graines et fruits oléagineux (C.M.M./Industries).

SERVICE DES MINES.

Avis.

Par décision du chef du service des mines du 14 février 1951 est rejetée la demande de transformation en permis d'exploitation du permis de recherche n° 6580 appartenant à la Société chérifienne des mines.

Le permis cesse d'être en vigueur à la date du présent Bulletin officiel.